

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES INTELLECTUELS, L'ÉTAT ET LA RÉSURGENCE DU NATIONALISME EN
CHINE POPULAIRE (1989-1999)

MÉMOIRE PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR

JEAN-PHILIPPE BRASSARD

FÉVRIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 -Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article **11** du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

J'aimerais d'abord remercier André Laliberté qui m'a accompagné depuis le début de cette aventure, m'a épaulé et guidé dans tous mes projets académiques et, surtout, m'a transmis sa passion de la politique et du monde chinois. Merci à Alain G. Gagnon dont l'assistance et la disponibilité ont été essentielles à l'accomplissement de ce projet. Merci également à Marc Chevrier qui, grâce à son appui, m'a permis de faire les deux séjours en Chine qui ont été si cruciaux à la rédaction de ce mémoire.

Merci à tous ceux que j'ai eu le plaisir de rencontrer en Chine au cours des deux dernières années et qui ont été, chacun à leur manière, une source d'inspiration. Je pense particulièrement à David Paul, Ba Jing, Li Yaxin, Fred Bane, Lao Li, Chen Zhiming, Wang Zhen, Li Kai, Cao Qian, Xiao Tian et Zhang Xu.

Je tiens aussi à remercier Denise, Jacques et toute la famille pour leur appui inconditionnel. Merci également à Yves Turcot, qui a accepté avec plaisir de lire mon manuscrit. Enfin, merci à Lu Weiyi pour sa présence, sa patience, son aide si précieuse dans la résolution de tracasseries bureaucratiques multiples et sans laquelle j'aurais été plus d'une fois dupé par les subtilités de la langue chinoise.

Ce mémoire n'aurait pu être rédigé sans le soutien financier du Ministère de l'éducation des loisirs et du sport du Québec et du China Scholarship Council.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	v
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
QUESTIONS THÉORIQUES	12
1.1 Théories de la nation et du nationalisme	12
1.1.1 Modernisme vs pérennialisme	14
1.1.2 Nation, nationalisme et élitisme	17
1.1.3 État et nationalisme	20
1.1.4 Nationalisme officiel vs nationalisme populaire	25
1.2 La thèse du « passage du culturalisme au nationalisme »	31
CHAPITRE II	
ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE : FORMATION DES DISCOURS NATIONALISTES CHINOIS (1895-1976)	34
2.1 La Chine à la fin de la dynastie Qing	35
2.1.1 Les mouvements de réforme	37
2.1.2 La révolte des « Boxeurs »	40
2.1.3 Le nationalisme de Sun Yat-sen	44
2.2 Aux racines de l'anti-traditionalisme : les mouvements de la « nouvelle culture » et du « 4 mai »	49
2.3 Mao, la nation et les intellectuels	54
2.4 Conclusion	58

CHAPITRE III

LA RÉSURGENCE DU NATIONALISME DANS L'APRÈS-TIAN'ANMEN (1989-1999)	60
3.1 Constitution du corpus et méthodes d'analyse	60
3.2 Discours officiel	66
3.2.1 Normes constitutives	68
3.2.2 Finalités sociales	72
3.2.3 Comparaisons relationnelles	73
3.2.4 Modèles cognitifs	75
3.3 Genèse de la campagne d'éducation patriotique (CEP) (1989-1994)	78
3.3.1 Néo-autoritarisme et « Réponses réalistes »	82
3.3.2 Naissance de <i>Stratégie et Gestion</i>	85
3.3.3 Maturation de la CEP et prolifération des textes nationalistes	87
3.4 Crise du détroit de Taiwan (1995-1996)	98
3.5 Négociations pour l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade (1997-1999)	106
CONCLUSION	116
BIBLIOGRAPHIE	120

RÉSUMÉ

Nous examinons, dans ce mémoire, les discours sur la nation et le nationalisme chez les intellectuels au cours des années 1990 en République populaire de Chine en les mettant en relation avec le discours nationaliste officiel. L'objectif principal de cet essai critique est de réévaluer la validité de deux interprétations contradictoires puisées dans la littérature sur la « résurgence du nationalisme » en Chine dans la période qui nous intéresse : l'une attribuant à l'État toute manifestation de nationalisme durant cette période et l'autre, postulant de l'existence d'un mouvement nationaliste indépendant du contrôle de l'État qui, non seulement constitue un défi au monopole discursif de ce dernier sur la question de la nation, mais place également le gouvernement central dans une position délicate dans l'élaboration de sa politique étrangère. En procédant à une telle analyse, nous cherchons à démontrer que, comme au début du XX^e siècle, l'apparente saillance du nationalisme en Chine au cours des années 1990, tant dans les milieux officiels que dans les cercles intellectuels, est d'abord et avant tout une réaction à une crise d'autorité de l'État. En réponse à cette crise d'autorité, les appels à la nation ont principalement pour fonction de légitimer des ordres du jour politiques et économiques de nature et d'envergure variables. Cette analyse montrera également que les conceptions de la nation ainsi que les objectifs politiques, économiques et culturels contenus dans les différents discours nationalistes articulés par les intellectuels transcendent la frontière conceptuelle entre ce qui est officiel et ce qui ne l'est pas, ce qui explique sans doute en partie l'existence d'interprétations contradictoires de cette « résurgence du nationalisme ».

Ce mémoire est divisé en trois chapitres. Le premier tente de situer notre objet d'étude dans le champ théorique sur la nation et le nationalisme. Le second trace la formation des discours nationalistes chinois de 1895 à 1976. Enfin, le troisième chapitre contient une description du contenu du discours nationaliste officiel depuis le début des années 1990 et une analyse des différents discours des intellectuels identifiés dans la littérature secondaire, en rapport avec le discours officiel et leur contexte d'énonciation.

Mots-clés : nation, nationalisme, République populaire de Chine, relations État-société, intellectuels, autoritarisme.

INTRODUCTION

Dans le cadre de ce mémoire, nous examinerons les discours sur la nation et le nationalisme chez certains intellectuels en République Populaire de Chine (RPC) dans les années 1990 et leurs liens avec le discours nationaliste officiel. L'examen de ces discours a pour principal objectif de jeter un éclairage nouveau sur la question, omniprésente dans la littérature spécialisée, de la résurgence du nationalisme en Chine durant cette période.

Étant donné le volume impressionnant de travaux sur le nationalisme chinois publiés en Occident au cours de la dernière décennie, on peut légitimement douter de l'intérêt d'un tel exercice. En effet, outre la masse d'articles scientifiques, quelques monographies de très grande qualité dont le contenu couvre son histoire, ses grandes tendances et ses récentes manifestations, ont été publiées dans les dernières années (voir notamment Hugues 2006, Gries 2004, Guo 2004, Zhao 2004, et Zheng 1999). Cependant, en parcourant cette littérature, nous sommes arrivé au constat suivant : bien que l'on y retrouve des descriptions exhaustives du contenu des débats sur la nation et le nationalisme chez les intellectuels chinois ainsi que des typologies des diverses tendances - invariablement différentes d'un auteur à l'autre - à notre connaissance, aucune analyse systématique de ces discours dans leurs rapports ambigus avec le discours officiel ne semble avoir été entreprise.

Autre constat : deux lectures contradictoires de la résurgence du nationalisme y sont présentes, l'une attribuant à l'État les manifestations du nationalisme durant cette période (Chang 2001; Huang 1995; Reilly 2006; Zhao S. 1998) et l'autre postulant l'existence d'un mouvement nationaliste populaire impliquant certains intellectuels qui, non seulement constitue un défi au monopole discursif de l'État sur la question de la nation, mais place également le gouvernement central dans une position délicate, notamment en ce qui concerne l'élaboration de sa politique étrangère (Gries 2001, 2004, 2005; 2005a Rose 2000; Seckington 2005;

Wasserstorm 1999; Zhao D. 2003). Certains vont même jusqu'à affirmer qu'en Chine, le nationalisme fait pencher la balance en faveur de la démocratisation (Gilley 2004 : 72).

Sans rejeter l'une ou l'autre de ces lectures, faisons ici quelques remarques qui constituent le point de départ de notre réflexion. En schématisant, il est possible d'affirmer que ces deux thèses ont un point en commun : une vision binaire du politique en Chine et, par extension, dans les États autoritaires, selon laquelle l'État cherche à contrôler et manipuler la société pour arriver à ses propres fins - la légitimation du régime et sa reproduction - et la société, quant à elle, soit est victime de cette manipulation, soit tente de s'émanciper de ce contrôle. La différence entre ces deux lectures est que la première insiste davantage sur l'action de l'État, le rôle des institutions, de la propagande et de la mobilisation de masse dans son analyse tandis que la seconde met l'accent sur l'opposition, la dissidence et la pression que certains groupes émanant de la société peuvent exercer sur le gouvernement, lequel se retrouverait plutôt en position défensive. Ces lectures sont intéressantes dans la mesure où elles situent la question du nationalisme dans la perspective des relations État-société en contexte autoritaire. Remarquons cependant que le point de départ de l'analyse (une vision « par le haut » ou « par le bas » - *top-down* ou *bottom-up*) semble en influencer les conclusions.

On peut d'abord critiquer la vision « étatiste » des premiers qui, en éludant la dimension non officielle (ou populaire) du nationalisme chinois, comporte le risque de traiter le phénomène comme un ensemble monolithique, de généraliser à outrance ses implications puis en arriver à la conclusion que le « [...] 'nationalisme chinois' est nécessairement au service de l'État » (Guo 2004 : 16).^{1 2} En revanche, une distinction analytique entre nationalisme d'État et populaire (ou officiel et non

¹ Ou conclure, comme Bernstein et Munro (1997), que la Chine, poussée par un nationalisme d'État et la volonté d'effacer les humiliations du passé, est devenue l'adversaire stratégique des États-Unis en Asie, situation comportant un potentiel de conflit armé.

² Traduction libre. À moins qu'il n'en soit spécifié autrement, toutes les citations tirées d'ouvrages en langue anglaise ou chinoise dans ce mémoire sont traduites par l'auteur de ces lignes.

officiel) a aussi ses lacunes. En effet, elle peut parfois refléter une fusion entre les prétentions analytiques et les préoccupations normatives des chercheurs. De fait, l'étude de ce qui est « populaire » dans un contexte autoritaire ne comporterait-il pas le danger d'exagérer la tension entre domination et résistance? Comme l'explique Wang Jing (2001 : 3) :

Le concept du « non officiel » en Chine implique un imaginaire populaire coincé dans trois séquences logiques : la domination est totale et la résistance est complète; le peuple est valorisé en tant que vecteur de résistance et on lui assigne une position de sujet diamétralement opposé à l'État autoritaire; enfin, la culture populaire produite par le peuple est non officielle par défaut. L'idéalisme moral que sous-tendent ces prémisses est irréprochable. Cependant, la recherche à propos de ce qui est « populaire » en Chine ne peut reposer uniquement sur un tel idéalisme.

Ainsi, bien que ce ne soit pas le cas de la totalité des analyses qui l'emploient, la distinction officiel/populaire tend à orienter la recherche vers des preuves d'autonomisation de la société face à l'État et, en mettant l'accent sur la confrontation et la résistance, jette de l'ombre sur les rapports plus subtils tels que la négociation et les influences mutuelles. Notons également que pour souligner les distinctions et effectuer des comparaisons entre nationalisme officiel et non officiel, certaines de ces analyses ont tendance à faire une description atemporelle des différents discours et à les déraciner de leur contexte d'énonciation.

Enfin, l'aspect qui nous semble le plus intéressant à propos de ces lectures de la résurgence du nationalisme en RPC au cours des 1990 est qu'elles peuvent toutes deux être démontrées empiriquement de manière assez convaincante et ce, en dépit des critiques que nous venons de suggérer. Par exemple, il est sans doute juste de dire, comme l'ont montré notamment Zhao S. (1998), Chang (2001) et Huang (1995), que le PCC a lancé, au début des années 1990, une campagne « d'éducation patriotique » (*aiguo zhuyi jiaoyu* 爱国主义教育) afin de re-légitimer sa gouverne dans un contexte où l'idéologie marxiste-léniniste ne pouvait plus, selon toute vraisemblance, exercer cette fonction. Cette campagne vise un très large public puisqu'elle est introduite dans le système d'éducation, les systèmes de l'État

et du Parti, les sites commémoratifs, les médias, la culture populaire et les commémorations officielles (Wang Z. 2005 : 113-117). Son contenu a pour objectif de stimuler la fierté nationale tout en insistant sur « l'histoire de l'humiliation » de la Chine depuis les défaites des Guerres de l'opium (1839-1842; 1856-1860) (Zhao S. 1998 : 298; Callahan, 2006 : 187). Du fait de son étendue et de ses méthodes adaptées, cette campagne a certainement eu un impact sur le soutien dont bénéficie le régime et sur la sensibilité de la population chinoise aux provocations étrangères, perçues ou réelles. En effet, on peut observer de nombreux épisodes durant les années 1990 où un nombre important de Chinois ont manifesté leur mécontentement face à l'attitude, jugée provocatrice ou inappropriée, de certaines puissances étrangères, plus particulièrement les États-Unis et le Japon.³ Comme l'explique Guo Yingjie (1998 : 168) :

Les nationalistes chinois, et d'autres personnes qui ne se considèrent pas nationalistes, peuvent critiquer entre eux le gouvernement pour son non respect des droits humains mais lorsque que la critique provient des États-Unis ou de l'Occident, ils vont plus souvent qu'autrement adopter la rhétorique officielle et dénoncer « l'interférence étrangère » et ses « intentions pernicieuses ». À cet égard, le nationalisme officiel bénéficie d'un soutien populaire considérable.

Certaines études ont montré le caractère relativement spontané et indépendant (donc populaire) de ces manifestations de mécontentement ainsi que la volonté des manifestants de se distancier du gouvernement. L'un des plus crédibles de ces travaux empiriques est sans contredit celui de Zhao Dingxin (2003). L'auteur

³ Les exemples sont nombreux : disputes territoriales au sujet des îles Diaoyu (钓鱼台 ou Senkaku en Japonais) revendiquées par le RPC et Taiwan mais administrées par le Japon, visite officielle de l'ex-Président taiwanais Lee Teng-hui à son *alma mater* (Cornell University) en 1995, intervention des États-Unis dans la crise du détroit de Taiwan en 1995-1996, disputes au sujet des liens faits par les autorités américaines entre la question du respect des droits de l'Homme et la possibilité d'octroyer le statut de la « nation la plus favorisée » à la Chine ainsi que l'intégration de cette dernière à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et, finalement, bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade par les forces de l'OTAN en 1999, pour ne nommer que ceux-là. Bien entendu, les manifestations du nationalisme dans la population chinoise continuent après la période qui nous intéresse, on peut penser notamment à l'incident, impliquant les États-Unis, de l'avion espion (EP3) en 2001, le contentieux historique avec le Japon qui a mené à des manifestations en 2005 et, plus récemment, le mécontentement face à la couverture, perçue comme partielle et erronée, des manifestations au Tibet par la presse occidentale en 2008.

utilise les manifestations étudiantes dans la foulée du bombardement de l'Ambassade chinoise à Belgrade en mai 1999 comme étude de cas. Suite à ce bombardement « accidentel », selon les autorités américaines, de l'ambassade chinoise par l'OTAN dans le cadre de sa campagne en ex-Yougoslavie, des manifestations ont été organisées dans toutes les grandes villes RPC, notamment dans les universités de Beijing. En raison du support logistique offert aux étudiants par le gouvernement et les services de sécurité (transport par autobus vers les ambassades des États-Unis et de Grande-Bretagne, entre autres), nombre d'observateurs étrangers ont affirmé que ces manifestations n'étaient que le fruit de la manipulation du gouvernement chinois (voir Zhao D. 2003 : 7-8 et Gries 2001 : 25-6).⁴

En août et septembre 1999, Zhao D. a interviewé 62 personnes et sondé au hasard 1 211 étudiants en provenance de trois universités pékinoises. Les résultats de son étude montrent que, contrairement à ce qui a été publié dans la presse occidentale à l'époque, le gouvernement chinois a souvent découragé, voire réprimé, les manifestations nationalistes spontanées.⁵ Cependant, dans le cas du bombardement de l'ambassade, en raison de la gravité de l'incident, les dirigeants chinois craignaient que la grogne populaire ne se retourne contre eux s'ils ne permettaient pas aux étudiants de manifester. C'est donc avec ces considérations à l'esprit que les autorités ont permis les manifestations tout en tentant de les contrôler, notamment à travers les associations étudiantes liées à la Ligue de la jeunesse communiste de Chine et au PCC (Zhao D. 2003 : 15). Bref, s'il est juste de dire que le gouvernement était lourdement engagé dans ces manifestations, cette implication avait toutefois pour principal objectif d'éviter les débordements potentiels, qui pouvaient non seulement affecter les relations sino-américaines mais aussi la crédibilité du régime aux yeux de la population. Du côté des étudiants, l'étude de

⁴ Cette opinion continue de se manifester au-delà de la période qui nous intéresse, entre autres, dans la couverture médiatique des manifestations anti-japonaises de 2005 (voir Liu 2006 : 149 ; French 2005; Schell 2005).

⁵ À ce sujet, voir également Gries (2004 : chap.7).

Zhao D. montre que beaucoup d'entre eux se sont non seulement montrés très méfiants à l'égard de l'influence du gouvernement dans les manifestations mais ont aussi consciemment évité de participer à toute manifestation perçue comme étant contrôlée par les associations étudiantes. Beaucoup d'étudiants ont donc initié des manifestations à l'extérieur du contrôle de l'État (Zhao D. 2003 : 9).⁶

Dans ses conclusions, Zhao D. affirme que son étude prouve qu'en Chine au cours des années 1990, deux types de discours nationalistes ont prévalu: le patriotisme sanctionné par l'État et un « nationalisme de masse » (*mass-based nationalism*). (Zhao D. 2003 : 30-31). Il n'hésite d'ailleurs pas à inclure les discours des intellectuels dans cette dernière catégorie: « [...]les intellectuels chinois développent souvent une rhétorique nationaliste qui est en rupture avec les campagnes d'éducation patriotique sanctionnées officiellement et se servent même d'écrits nationalistes pour faire la promotion de leur propre ordre du jour. » (Zhao D. 2003 : 30) Ces conclusions suggèrent clairement l'idée d'un mouvement nationaliste populaire, incluant des intellectuels, qui fait face à l'État et à sa rhétorique patriotique. Mais la position des intellectuels est-elle si claire? Il est permis d'en douter.

D'abord, pour Marie-Claire Bergère (2000 : 39), l'intelligentsia chinoise, « [h]éritière d'une double tradition - celle du confucianisme et du radicalisme occidentalisant issu du Mouvement du 4 mai 1919⁷ - [...] a de son rôle une conception parfois hésitante. » De fait, selon la tradition confucéenne, le lettré a non seulement le droit de critiquer le pouvoir en place mais une obligation morale de le faire.

Il revenait à ce lettré de rectifier l'idéologie des gouvernants, non point pour renverser le pouvoir mais pour en améliorer l'exercice : si dure que

⁶ D'autres spécialistes, dont Jean-Pierre Cabestan (2005 : 13), Peter H. Gries (2001) et Jeffrey N. Wasserstorm (1999) ont souligné le caractère spontané de ces manifestations.

⁷ Le Mouvement du 4 mai (*wu si yundong* - 五四运动) est une réaction virulente au traité de Versailles, en vertu duquel des territoires chinois dans la province du Shandong, jusqu'alors contrôlés par l'Allemagne, furent cédés au Japon. Le mouvement, qui s'opposait également aux « 21 demandes » formulées par le Japon au gouvernement chinois à l'issue de la Première Guerre mondiale, dénonçait les traditions chinoises qui, pour les intellectuels à sa tête, constituaient la principale source des maux de la Chine.

fût la censure, elle ne pouvait que se situer à l'intérieur du système qu'elle fustigeait. (Bergère 2000 : 39)

En contrepartie, la tradition occidentaliste a amené avec elle « une conception plus autonome de l'activité intellectuelle ». (Bergère 2000 : 39) C'est précisément de cette tradition dont se réclament les intellectuels qui ont animé les mouvements de la « libération de la pensée » (*sixiang jiefang yundong* - 思想解放运动) et des « nouvelles Lumières » (*xin qimeng yundong* - 新启蒙运动), lesquels sont nés à la fin des années 1970 et durant les années 1980, respectivement (Xu J. 2004).

Paradoxalement, c'est le soutien dont ces groupements d'intellectuels jouissent au sein de l'État-Parti qui leur permettent de s'extirper progressivement du carcan marxiste-léniniste (et maoïste) afin de s'exprimer plus librement sur les enjeux politiques, économiques et sociaux qui se dessinent durant cette période de transition, celle de la « politique de réforme et d'ouverture » (*gaige kaifang zhence* 改革开放政策). Selon Jean-Philippe Béja (2006 : 59), la protection dont les membres de ces « embryons de société civile et de sphère publique » bénéficient à l'intérieur du Parti était tributaire du besoin des réformistes d'établir de nouveaux fondements théoriques et idéologiques pour combattre la faction conservatrice au sein du PCC et ainsi donner une légitimité aux réformes économiques.

Cette « libération de la pensée » a éventuellement débouché sur un mouvement pour la démocratie, réprimé par la force en 1989 (massacre de Tian'anmen) et la purge subséquente des réformistes les plus radicaux au sein du PCC, qui soutenaient les organisations sociales semi-autonomes dans lesquelles Béja voyait les embryons d'une société civile. La relance des réformes économiques en 1992, suite à la « tournée dans le sud » (*nanxun jianghua* 南巡讲话) de Deng Xiaoping et le XIV^e Congrès du PCC, a cependant ouvert de nouveaux espaces d'expression et offert de nouvelles possibilités de carrière aux intellectuels, qui se trouvent dans une position financière plus autonome par rapport à l'État-Parti. En revanche, l'introduction des mécanismes de marché dans la production médiatique et dans le monde de l'édition n'a pas marqué la fin du contrôle et de la censure. Pis,

elle a également marginalisé le rôle des intellectuels critiques (Gu et Goldman, 2004 : 1). Comme l'ont montré Huang et Lee (2003), les médias de masse en Chine élaborent des stratégies qui exploitent à la fois la propagande officielle et les tendances du marché. On peut également supposer que les intellectuels continuent, comme au cours des années 1980, à profiter du jeu des factions et du soutien au sein du Parti pour exprimer leurs idées.

D'ailleurs, un grand nombre de réflexions sur la nation et le nationalisme articulées par les intellectuels au cours des années 1990 se sont faites sous les auspices de la revue *Stratégie et Gestion* (*Zhanlüe yu Guanli* 战略与管理), revue dont la direction est à l'époque très proche des cercles dirigeants.⁸ Même l'ouvrage à succès *La Chine peut dire non* (*Zhongguo keyi shuo bu* 中国可以说不是) (Song, Zhang et al. 1996), qui critique certaines politiques du gouvernement chinois face aux États-Unis - et qui est généralement considéré comme l'un des piliers du nationalisme populaire - a d'abord été louangé par la presse officielle puis critiqué en tant qu'interférence dans la conduite de la politique étrangère (Gries 2005 : 186). De plus, Yu Quanyu (喻权域), alors à la tête de la Commission des Droits de l'Homme de Chine, a endossé les propos du livre dans une postface (Fewsmith 2001 : 155). Ceci dit, la position du gouvernement est toujours très équivoque face à ce genre d'écrits. En effet, de tels ouvrages sont à la fois utiles et nuisibles à l'État dans la mesure où ils construisent une bannière sous laquelle une identité nationale unifiée peut s'exprimer mais, du fait de leurs propos parfois xénophobes, constituent un obstacle aux réformes mises de l'avant par le gouvernement depuis 1978 (Dai 2001 : 177). Ceci explique sans doute en partie l'ambivalence des dirigeants chinois face aux discours nationalistes non officiels.

⁸ Fewsmith (2001 :151) explique que son « directeur honoraire » est Xiao Ke (萧克), ancien haut gradé de l'Armée populaire de libération (APL), son directeur était l'ancien membre du Secrétariat du Bureau politique du Comité central du PCC Gu Mu (谷牧), le général à la retraite Zhang Aiping (张爱萍), l'ancien rédacteur en chef de l'organe principal du PCC (le *Quotidien du Peuple - Renmin Ribao* 人民日报) Qin Chuan (秦川), l'ancien directeur de la Commission économique de l'État, Yuan Baohua (袁宝华) et le sous-ministre au Ministère des affaires civiles (MAC) de 1991 à 1997, Yan Mingfu (阎明复) sont tous « hauts conseillers », enfin, à la tête de la rédaction se trouve Qin Chaoying (秦?), fils de l'ancien rédacteur en chef du *Quotidien du Peuple*.

Voilà en gros pourquoi un spécialiste de la question comme Xu Ben (2001 : 125) affirme à propos du nationalisme chinois qu'il « [...] est une jonction et un nœud de contradiction, d'interaction et d'intégration entre l'État et la société, entre l'idéologie officielle et les discours des intellectuels, voire entre les différents discours des intellectuels » et ajoute qu'il est « [...] difficile de dire s'il renforce le pouvoir de l'État ou dans quelle mesure il constitue une forme de résistance qui échappe à celui-ci. » (Xu 2006 : 56)

À la lumière du raisonnement qui précède, nous estimons que l'examen des discours sur la nation et le nationalisme chez certains intellectuels et leurs liens avec le discours officiel permettra d'éclairer certaines de ces interactions, contradictions et dynamiques d'intégration entre l'État et la société. Cet exercice permettra également de reconsidérer les thèses, présentes dans la littérature sur la résurgence du nationalisme chinois, qui postulent l'existence d'un mouvement nationaliste populaire exerçant une pression sur le gouvernement, ou encore celle d'un nationalisme monolithique qui ne serait que le sous-produit de la propagande de l'État-Parti.

Dans un premier temps, nous tenterons de démontrer que, comme au début du XX^e siècle, l'apparente saillance du nationalisme au cours des années 1990, tant dans les milieux officiels que dans les cercles intellectuels, est d'abord et avant tout une réaction à une crise d'autorité de l'État. *En réponse à cette crise d'autorité, les appels à la nation ont principalement pour fonction de légitimer des ordres du jour politiques et économiques de nature et d'envergure variables*, qui peuvent potentiellement aller de la simple réorientation d'une politique à l'appel à une démocratisation du régime. Il s'agit, pour les articulateurs de ces discours, de tracer la route que la nation doit emprunter en exploitant un passé sélectif (« gloires choisies », « traumatismes choisis »; Gries 2004 : 50; Wang 2005 : 83). Il en découle que les conséquences politiques potentielles des différents discours identifiés comme étant « nationalistes » - renforcement de l'unité de la nation sous la gouverne du Parti, contestation de son autorité sous une identité unifiée ou encore fragmentation et affirmation d'identités locales ou ethniques - sont largement

tributaires du contexte, de la nature, de la profondeur de cette crise d'autorité de l'État ainsi que de l'impact relatif desdits discours au sein de la population et des cercles dirigeants. En d'autres termes, l'existence et la multiplication de discours « nationalistes » ne disent rien en eux-mêmes sur un éventuel renforcement ou un affaiblissement de l'autorité centrale.

Dans un deuxième temps, l'analyse et une comparaison contextuelle des discours permettra de démontrer que *les conceptions de la nation ainsi que les objectifs politiques, économiques et culturels contenus dans les différents discours nationalistes articulés par les intellectuels transcendent la frontière conceptuelle entre ce qui est officiel et ce qui ne l'est pas*. Les discours des intellectuels transcendent cette frontière dans la mesure où ils naissent dans le sillage du discours officiel, reflètent les ambiguïtés de celui-ci au sujet de la nation et du nationalisme, contribuent à sa modification et peuvent également être instrumentaux dans le cadre de luttes idéologiques et factionnelles au sein même des organes de direction du Parti et de l'État. C'est pourquoi une distinction analytique entre nationalisme officiel et non officiel ne permet pas d'avoir une idée claire des conséquences de la multiplication des appels à la nation et amène des analystes comme Xu Ben (2006 : 56) à conclure qu'il est difficile de dire si le nationalisme non officiel, en Chine, constitue une résistance ou un soutien au pouvoir de l'État.

Reste maintenant une question fondamentale : comment situer les discours des intellectuels par rapport au discours officiel? Comme nous l'avons mentionné, beaucoup d'analyses portant sur la résurgence du nationalisme en RPC dans la période qui nous intéresse se sont déjà penchés sur les différentes tendances discursives des intellectuels. À cela il faut ajouter que certains auteurs ont même procédé à des comparaisons avec le contenu du discours officiel. L'analyse que nous proposons mettra l'accent sur la mise en contexte : d'abord, en esquisant l'arrière plan historique du rôle des élites politiques et intellectuelles dans la formation des discours nationalistes de la fin du XIX^e siècle à 1976 (chapitre 2) et, ensuite, en juxtaposant les différents discours et en établissant leurs rapports avec

les grands enjeux politiques et économiques qui se dessinent au cours des années 1990 (chapitre 3).

Après avoir indiqué le contenu du discours officiel dans ses grandes lignes, la juxtaposition contextuelle des discours se fera en trois phases. La première, entre 1989 et 1994, qui correspond au stade de formation de la campagne d'éducation patriotique (CEP) dans le contexte de la répression du mouvement pour la démocratie, couvre la période qui va de la fin de la guerre froide à l'effondrement de l'URSS. La seconde phase, 1995-1996, est associée à la crise du détroit de Taiwan et la publication, en 1996, du livre *La Chine peut dire non*, qui marquerait les débuts d'une littérature nationaliste populaire. Enfin, la troisième phase, que nous situons entre 1997 et 1999, correspond à l'intensification des débats sur la mondialisation et l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale (intégration à l'Organisation mondiale du commerce - OMC) et se termine avec le bombardement de l'Ambassade chinoise à Belgrade que nous avons évoqué plus haut. Avant d'attaquer l'arrière-plan historique et l'analyse proprement dite, nous tenterons, dans un premier chapitre, de situer ce mémoire dans le champ théorique sur la nation et le nationalisme.

CHAPITRE I

QUESTIONS THÉORIQUES

1.1 Théories de la nation et du nationalisme

Comme le mentionne à juste titre Charles Tilly, la « nation » est l'un des termes les plus ambigus et tendancieux de la terminologie politique (Tilly 1975 : 6). Elle peut être vue comme une entité objective dont il serait possible d'établir l'existence en fonction de certains critères (langue, culture, histoire, territoire en commun, par exemple) ou encore comme une catégorie sociale subjective, voire le fruit de la volonté du peuple qui la compose : elle serait, selon la formule classique d'Ernest Renan (1882), « un plébiscite de tous les jours ».

Au-delà de l'opposition objectivisme-subjectivisme, le concept de nation soulève de nombreuses controverses. Est-ce qu'une nation doit nécessairement être couplée à un État (État-nation) ou encore désirer en former un (sécessionnisme, irrédentisme, décolonisation) pour obtenir le statut de nation? Si ce n'est pas le cas, qu'est-ce qui distingue la nation d'un groupe ethnique et quels sont les liens entre les affiliations sociales primordiales (de parentèle, claniques, tribales, ethniques) et la nation moderne? À quels facteurs et agents peut-on attribuer le développement d'une « conscience nationale »? Est-ce l'existence d'une nation qui engendre le nationalisme ou est-ce plutôt le nationalisme comme mouvement qui crée la nation? Le « nationalisme » peut également désigner plusieurs réalités suivant, notamment, la conception de la nation que l'on adopte : un sentiment, une doctrine, un mouvement politique ou encore renvoyer tout simplement à une expression de l'identité nationale. Ce sont à ces problèmes fondamentaux - et à bien d'autres - que s'attaquent les différentes théories de la nation et du nationalisme développées aux XIX^e et XX^e siècles.

Dans une revue critique de ces théories, Anthony D. Smith (1998), mentionne que les deux grandes approches qu'il a identifiées dans la littérature (primordialisme/pérennialisme et modernisme) forment l'ossature des « méta-discours » du développement de la nation et du nationalisme. Autrement dit, la plupart de ces théories tentent de tracer l'origine et l'évolution des phénomènes généraux connus sous le nom de nation et nationalisme en cernant les différents facteurs (politiques, économiques, psychologiques, sociologiques, culturels, biologiques, etc.) qui ont contribué à cette évolution. Leur niveau de généralisation est donc élevé et, par conséquent, tenter de les appliquer à des cas spécifiques peut s'avérer un véritable casse-tête. Ajoutons que plusieurs controverses qui animent ces théories - par exemple : est-ce que la nation est un phénomène pérenne ou moderne? - ne sont qu'obliquement reliées à notre problématique puisque qu'il ne s'agit pas ici de retracer les origines et l'essor de la nation chinoise dans son ensemble ni de régler la question de ses racines prémodernes. Le niveau et l'envergure de notre analyse sont donc fondamentalement différents et la validation empirique de l'une ou l'autre de ces théories, dans le cas de la Chine, dépasse le cadre de ce mémoire. Enfin, bien qu'elles aient pour la plupart une prétention universelle, une grande partie de ces théories ont tendance à généraliser à partir de l'expérience européenne (ou, plus largement, occidentale)⁹. Pour toutes ces raisons, nous avons choisi de ne pas appliquer littéralement une théorie de la nation et du nationalisme au cas chinois.

En revanche, les thèmes et les controverses générées par les débats théoriques sur la nation et le nationalisme structurent non seulement les analyses que l'on retrouve dans la littérature sur le nationalisme en Chine mais également, à divers degrés, la compréhension que les acteurs eux-mêmes ont de ces phénomènes. C'est pourquoi il apparaît nécessaire de discuter de certains thèmes, à la fois pertinents à notre objet d'étude et centraux à ces théories.

⁹ À ce titre, les travaux de Benedict Anderson (2001; 1991[1983]) et ceux de Partha Chatterjee (1993; 1986) font exception.

Dans un premier temps, la question de la « construction » de la nation et la manipulation du nationalisme par les élites sera abordée. Ensuite, nous traiterons du rapport entre l'État et le nationalisme pour, finalement, examiner les concepts de « nationalisme officiel » et de « nationalisme populaire ». Comme les principales élaborations théoriques sur les questions de la nation et du nationalisme prennent leurs sources dans des conceptions inhérentes aux deux grandes approches identifiées plus haut, pérennialisme et modernisme¹⁰, il convient d'abord d'identifier les prémisses de base qui distinguent ces deux approches.

1.1.1 Modernisme vs pérennialisme

Selon A.D. Smith (1998 : 18), dont la revue critique des théories de la nation et du nationalisme sera utilisée de manière extensive dans cette section, le « paradigme moderniste du nationalisme » naît au cours des années 1960, période marquée par la libéralisation et l'expansion économique en Occident et au cours de laquelle on assiste à un processus accéléré de décolonisation en Afrique et en Asie ainsi qu'à une adoption généralisée de l'idée d'« édification nationale » (*nation building*).

Essentiellement, le modernisme classique et plus spécifiquement le modèle d'édification nationale, constitue une réaction aux idées et aux principes acceptés souvent tacitement par la génération précédente de spécialistes du nationalisme, parmi lesquels plusieurs acceptaient les prémisses des idéologies nationalistes, même s'ils se distancaient de leurs plus extrêmes manifestations. (Smith 1998 : 18)

Cette génération de spécialistes conçoit les nations comme des communautés historiques de base, à la fois anciennes et immémoriales, et voit dans les sentiments et la conscience nationale des principes fondamentaux qui permettent d'expliquer les phénomènes historiques. C'est ce que Smith nomme la « perspective pérennialiste ».

¹⁰ Tel que mentionné plus haut, il existe également des théories primordialistes. L'approche moderniste s'oppose au primordialisme et au pérennialisme principalement en raison du fait qu'elle postule la modernité des nations et du nationalisme. La principale différence entre les approches pérennialiste et primordialiste est que cette dernière explique l'origine des nations en termes sociobiologiques et culturels tandis que la première postule l'origine prémoderne des nations en se basant sur des explications sociales et historiques. Puisque la perspective moderniste a eu le plus d'influence dans l'étude du nationalisme et dans le cas de la Chine au cours des dernières décennies, nous ne discuterons pas en détail des approches primordialiste et pérennialiste dans ce bref survol théorique.

En contrepoint de cette perspective se développent donc diverses théories dites « modernistes », dont les principales prémisses, relevées par Smith, sont les suivantes : i. Les nations sont principalement modernes, c'est-à-dire des phénomènes récents. ii. Les nations sont le produit de la modernité, puisque leurs éléments sont non seulement récents et nouveaux, mais peuvent et doivent seulement émerger à travers le processus de modernisation, l'avènement de conditions modernes et de politiques modernisatrices. iii. Les nations n'ont donc pas de profondes racines historiques mais sont plutôt une conséquence inévitable des révolutions qui ont pavé la voie à la modernité et, par conséquent, sont liées aux caractéristiques et aux conditions à l'origine de celle-ci de telle sorte que, si ces conditions étaient modifiées, les nations seraient graduellement appelées à disparaître. iv. Le nationalisme est aussi imbriqué dans le processus de modernisation et la transition vers une condition moderne, il en découle qu'une fois ce processus achevé, il serait tout autant appelé à disparaître. v. Les nations et les nationalismes sont des construits sociaux et des créations culturelles de la modernité, conçus pour une époque de révolutions et de mobilisation de masse et essentiels à la maîtrise de ces processus de mutation sociale rapide (Smith 1998 : 21-22).

À partir de ces prémisses, il est possible d'identifier les dichotomies récurrentes qui opposent les deux approches : i. Les pérennialistes voient la nation comme communauté ethnoculturelle politisée, communauté partageant une origine ancestrale et revendique une reconnaissance politique sur ces bases, tandis que les modernistes la conçoivent comme une communauté politico-territoriale. ii. Pour les pérennialistes, la nation est immémoriale, son histoire s'étendant sur des siècles, voire des millénaires tandis que, pour les modernistes, elle est un phénomène nouveau, produit des conditions de la modernité et, par conséquent, inconnue à l'époque prémoderne. iii. Dans la perspective pérennialiste, la nation est enracinée dans le temps et l'espace, elle est enchâssée dans une « terre natale historique » (*historic homeland*) alors que dans la perspective moderniste, cette dernière est une

création, construite délibérément par la communauté. iv. Pour les pérennialistes, la nation est une communauté populaire, qui reflète les besoins et les aspirations du « peuple » tandis que, pour les modernistes, elle est construite consciemment par les élites, qui cherchent à influencer les émotions des masses pour arriver à leur fins. v. Les pérennialistes considèrent que faire partie d'une nation implique la possession de certaines qualités, c'est un « état d'être » alors que, pour les modernistes, cela suppose la maîtrise de certaines ressources, c'est une capacité d'agir (Smith 1998 : 22).

En portant une attention particulière à la dichotomie du point iv, on peut aisément faire le parallèle avec les deux lectures contradictoires du nationalisme en Chine au cours des années 1990 : une lecture « étatiste » ou « élitiste », qui met l'accent sur le caractère instrumental du nationalisme, associée à l'approche moderniste, et une lecture « populaire » qui souligne l'existence de sentiments et de sensibilités nationalistes non exclusivement attribuables à la manipulation par les élites, laquelle peut être associée à l'approche pérennialiste. En général, au cours des deux dernières décennies, c'est tout de même l'approche moderniste qui a prédominé dans l'étude du nationalisme chinois en Occident¹¹ (Gries 2004 : 119) et ce, à la fois en ce qui a trait à la question des origines de la nation et du nationalisme en Chine - question sur laquelle nous nous pencherons à la section 1.2 - et celle de l'instrumentalisation du nationalisme par les élites politiques et intellectuelles.

¹¹ En général, les auteurs chinois sont tributaires de la réflexion occidentale lorsqu'ils réfléchissent sur les causes du nationalisme. Les penseurs nationalistes que nous analyserons font aussi des emprunts à la théorie moderniste pour définir leurs idées de la nation. Il y a toutefois des efforts, notamment de la part des auteurs influencés par les théories postcoloniales et postmodernistes de dépasser le « méta-discours » moderniste et de le suppléer par une théorie « indigène » de la modernisation et du nationalisme. Certains penseurs nationalistes, comme Wang Xiaodong, croient que les théories occidentales sur le nationalisme en Chine cachent les intérêts de l'Occident. Il cite en exemple l'idée de la construction moderne de l'ethnie majoritaire chinoise, défendue par des experts occidentaux, notamment Dru Gladney (1994), comme reflétant l'intérêt qu'a l'Occident à voir la Chine se désintégrer (Shi 1996 : 25). Ceci dit, Wang lui-même déplore le fait que la majorité des réflexions théoriques sur le nationalisme chez les auteurs chinois empruntent toujours les « méta-discours » produits en Occident. Sur ce sujet, voir aussi Wang Shaoguang (2004).

1.1.2 Nation, nationalisme et élitisme

Selon Eric Hobsbawm et Terence Ranger (1983), on peut mieux comprendre la nature et l'attrait pour la nation en analysant les traditions nationales, lesquelles sont essentiellement des « traditions inventées ». Leur ouvrage, *The Invention of Tradition*, est donc une expression éloquente de cette idée de manipulation par le haut. Pour les auteurs, non seulement l'avènement de l'État-nation est à l'origine de l'apparition de nouveaux outils et symboles, tels que les drapeaux, hymnes et emblèmes de la nation, mais la continuité historique de la nation a dû être inventée en créant un passé au-delà de la continuité historique réelle (Hobsbawm et Ranger 1983 : 7). Hobsbawm affirme également que l'étude des « traditions inventées » est hautement pertinente à l'étude de la « nation » et des phénomènes qui y sont associés : nationalisme, État-nation, histoires et symboles nationaux et autres. Pour cet historien marxiste, ces phénomènes reposent sur un exercice d'ingénierie sociale souvent délibéré (Hobsbawm et Ranger 1983 : 13-14).

Dans son ouvrage *Nations and Nationalism since 1780*, Hobsbawm (1990 : 9) fait sienne la définition proposée par Ernest Gellner (1983 : 1), selon laquelle « le nationalisme est essentiellement un principe politique qui affirme que l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes ». Hobsbawm défend aussi l'idée de Gellner en vertu de laquelle les nations sont conceptuellement et historiquement des produits du nationalisme. Dans cette optique, il conçoit la nation comme un phénomène « construit essentiellement d'en haut » même s'il admet du même souffle qu'afin de comprendre le phénomène, il est aussi nécessaire d'étudier « les présomptions, espoirs, besoins, aspirations et intérêts des gens ordinaires, qui ne sont pas nécessairement nationaux et encore moins nationalistes. » (Hobsbawm 1990 : 9-10) Toujours est-il que, même s'il insiste sur le fait que l'analyse ne doit pas se concentrer uniquement sur les élites, Hobsbawm n'abandonne pas l'idée d'une « invention » des traditions nationales et du « caractère artificiel de l'idéologie nationaliste » (Smith 1998 : 125).

Le rôle fondamental des élites est aussi souligné dans l'analyse du nationalisme en Asie et en Afrique proposée Elie Kedourie (1971). Selon ce dernier, le nationalisme est une doctrine inventée en Europe vers le début du XIX^e siècle qui se développe à partir de la tradition philosophique des Lumières, plus particulièrement de la doctrine kantienne selon laquelle la bonne volonté peut seulement être la volonté autonome. Il attribue à Fichte et à d'autres romantiques allemands le mérite d'avoir combiné la doctrine individualiste de Kant au populisme culturel de Herder de telle sorte que l'autonomie de l'individu puisse être subsumée dans la lutte pour l'autodétermination de la nation, cette dernière étant comprise par les nationalistes comme une communauté linguistique pure (Smith 1998 : 99). Contrairement à Hobsbawm, qui associe le message nationaliste à des élites politiques et une classe capitaliste réagissant aux forces de la modernité, pour Kedourie, ce sont les jeunes intellectuels marginalisés et aliénés de la sphère politique qui en sont porteurs, d'abord en Allemagne puis ailleurs en Europe.

Proposant un cadre diffusionniste, Kedourie étend donc cette analyse, centrée sur une jeunesse intellectuelle marginalisée, aux colonies d'Asie et d'Afrique. Essentiellement, son propos est axé sur l'arasement des sociétés traditionnelles par les puissances impériales et sur la diffusion, parmi des élites intellectuelles locales, occidentalisées et frustrées par l'injustice des pratiques coloniales, de la doctrine nationaliste venue d'Europe. En substance, cette doctrine prétend que « l'humanité est naturellement divisée en nations, que les nations comportent certaines caractéristiques discernables et que le seul gouvernement légitime est un gouvernement national autonome » (Kedourie 1971 : 28). En somme, pour Kedourie, la diffusion du nationalisme est un processus unidirectionnel, « une manipulation de masses inertes par des élites messianiques » (Smith 1998 : 108) alors qu'en réalité, comme l'a montré Chatterjee (1993; 1986) dans le cas indien, les masses populaires ont également contribué à la formulation des différentes versions du nationalisme dans le monde colonial. D'autre part, comme le mentionne Miroslav Hroch (1993 : 4), la nation ne peut être une pure invention, créée *ex nihilo* : les « intellectuels peuvent

'inventer' des communautés nationales seulement si certaines conditions objectives préalables à la formation d'une nation sont présentes. »

Il n'empêche que beaucoup d'analyses du nationalisme en Chine adoptent explicitement ou implicitement cette vision d'une « construction » de la nation et d'un modelage du nationalisme par le haut. Par exemple, Lucian Pye (1993 : 108) affirme qu'en Chine le nationalisme est demeuré incohérent et informe en raison du fait qu'il a été foncièrement lié aux intérêts de l'État communiste. Pour Pye, ce nationalisme manque de contenu culturel parce que l'héritage de la Chine traditionnelle a été constamment attaqué depuis le Mouvement du 4 mai et, depuis la fondation de la RPC en 1949, a été réduit aux objectifs politiques du PCC. Dans une perspective qui s'apparente à la vision élitiste de Kedourie, Pye mentionne qu'

[...] en Chine le pouvoir politique, en position avantageuse pour modeler le nationalisme, n'a jamais été fermement entre les mains des gens les plus éduqués et modernes. Ceux qui ont exercé le pouvoir suprême en Chine continentale représentaient les cultures de la Chine intérieure et peu d'entre eux ont expérimenté une profonde immersion dans le monde moderne ou maîtrisé une langue étrangère. Alors qu'ailleurs, les gens les plus modernes étaient considérés comme les dignes représentants des idéaux nationalistes de la société, en Chine, on les suspectait de ne pas être suffisamment « Chinois ». (Pye 1993 : 112)

Ainsi, Pye considère non seulement que ce sont les élites politiques qui ont « modelé le nationalisme » en Chine, mais juge également que seuls les individus « les plus éduqués et modernes » sont en mesure de « combiner des éléments de la tradition avec des traits appropriés de la modernité » et, ainsi, donner une forme cohérente au nationalisme (Pye 1993 : 112-113).

John Fitzgerald (1995 : 76) va encore plus loin en arguant qu'il n'existe pas de continuité nationale en Chine mais seulement une continuité fondée sur « l'idéal d'un État unitaire » transcendant toutes les formations étatiques et étant directement associé à l'idée de la Chine elle-même. L'État chinois ne posséderait donc pas de nation en soi, celle-ci ayant été « créée et re-créée au fil des luttes pour le pouvoir

étatique et ayant été ultimement définie par l'État [nationaliste ou communiste] en récompense de sa conquête du pouvoir. »

Dans un même ordre d'idées, Wang Gungwu (1996) associe le début de la révolution socialiste au point de départ de l'authentique nationalisme chinois. Récupérant l'idée de Gellner selon laquelle le nationalisme est essentiellement l'imposition d'une « haute culture » (culture nationale) sur la société où préalablement une « basse culture » (culture locale) occupait la vie d'une majorité, si ce n'est la totalité, de la population (Gellner 1983 : 141-142), Wang considère la présence du PCC dans les campagnes et son ardeur à présenter et propager ses idéaux comme le moment marquant la fin du « localisme » et le début du nationalisme. Wang ne nie pas l'existence d'une notion de nationalisme au début du XX^e siècle, mais le fait que cette notion ne soit pas généralisée à une majorité de la population - surtout en milieu rural - empêche la possibilité de parler d'une véritable conscience nationale dans l'Empire du Milieu et en République de Chine (RDC - 1912-1949). Le nationalisme chinois serait donc une création « d'en haut », manipulé par le PCC dans son contenu, ce dernier constituant ainsi l'ultime représentant de la nation chinoise.

L'importance de l'État dans la définition de la nation et dans l'assignation du contenu du nationalisme, souligné dans les analyses de Wang et Fitzgerald, nous amène donc à discuter du second thème, celui du rapport entre État et nationalisme.

1.1.3 État et nationalisme

Les théories de la nation et du nationalisme centrées sur l'État insistent pour la plupart sur les aspects strictement politiques de ces phénomènes. À titre d'exemple, John Breuilly (1993) qui, selon Smith (1998 : 84), a développé « la théorie 'politique' du nationalisme la plus élaborée et complète », utilise le terme « nationalisme » pour désigner

[...] des mouvements politiques qui exercent ou cherchent à exercer le pouvoir de l'État et justifient de telles actions par des arguments nationalistes. Un argument nationaliste est une doctrine politique fondée

sur trois principales assertions : a) Il existe une nation ayant un caractère explicite et particulier. b) Les intérêts et les valeurs de cette nation ont la priorité sur tous les autres intérêts et valeurs. c) La nation doit atteindre le plus haut degré d'indépendance possible. En général, ceci requiert minimalement l'acquisition de la souveraineté politique. (Breuilly 1993 : 2)

En procédant à l'analyse de plusieurs cas (dont celui de la Chine), Breuilly cherche à démontrer que le « [...] nationalisme doit être compris comme une forme d'expression politique [*a form of politics*] qui est intimement liée avec le développement de l'État moderne. » (Breuilly 1993 : xiii) Parce qu'il s'intéresse uniquement aux *mouvements* nationalistes politiquement significatifs, l'examen de Breuilly est axé sur le nationalisme en tant que « politique d'opposition » (*opposition politics*). L'auteur décline donc un système de classification fondé sur la relation de ces mouvements à l'État : « une opposition nationaliste peut chercher à se séparer d'un État existant (séparation), le réformer en lui donnant une orientation nationaliste (réforme) ou s'unir avec d'autres États (unification). » (Breuilly 1993 : 9) À la base de cette théorie fondée sur un rapport étroit entre le nationalisme comme mouvement et l'État est l'idée d'une disjonction entre l'État et la société dans les conditions de la modernisation capitaliste, disjonction que l'idéologie nationaliste semble pouvoir corriger - quoique superficiellement - en ce sens qu'elle accepte la distinction moderne entre État et société tout en prétendant la transcender (Breuilly 1993 : 62).

Si l'argument, avancée par Breuilly, du lien intime entre les développements du nationalisme et de l'État moderne semble être éclairant dans le cas chinois, sa définition du nationalisme comme mouvement d'opposition restreint considérablement la portée de son analyse du phénomène en Chine. Sont ainsi évacués tous les discours identitaires centrés sur la nation qui n'ont pas de visée « étatique » explicite (i.e. réforme, séparation, unification) ainsi que le discours nationaliste officiel. Sans rejeter l'idée que l'État puisse embrasser le nationalisme, il considère cependant que le terme « nationaliste » appliqué aux gouvernements ne réfère ni plus ni moins qu'à des politiques agressives ou offensives adoptées par des États-nations (Breuilly 1993 : 10). C'est pourquoi dans son étude du cas chinois, l'historien se concentre strictement sur les nationalismes « réformistes » des

révolutionnaires, du Guomindang (GMD - 国民党 - Parti nationaliste chinois) et du PCC durant une période située entre le début du XX^e siècle et la fondation de la RPC en 1949. Or, appliquer la définition de Breuilly à la politique contemporaine chinoise impliquerait d'abandonner l'idée d'une « résurgence du nationalisme » au cours des années 1990 car, si certains observateurs ont parlé de *mouvements* nationalistes en Chine contemporaine (voir notamment Rose 2000 : 176 et Zhao D. 2003), ceux-ci sont au mieux sporadiques, sans structure définie et ne visent pas le pouvoir de l'État. En ce qui concerne les mouvements « séparatistes » (ou autonomistes) tibétain et ouïgour, ils ne sont jamais inclus dans les analyses de la résurgence contemporaine du nationalisme, puisque celles-ci sont exclusivement consacrées au « nationalisme chinois ».

L'aspect intéressant, cependant, de l'analyse du cas chinois proposée par Breuilly est sans doute son point de départ : l'érosion de l'autorité de l'État impérial (Breuilly 1993 : 231). Sur ce point, beaucoup de spécialistes du nationalisme en Chine s'entendent. Par exemple, Zheng Yongnian (1999 : xi) part lui aussi d'une conception du nationalisme strictement associée à l'État-nation et au système interétatique selon laquelle « [...] la formation de l'identité nationale peut être attribuée à la montée et l'expansion des États modernes ». Zheng (1999 : 21-29) soutient notamment que la faiblesse du pouvoir dynastique à la fin du XIX^e siècle, en partie due aux défaites militaires lors des Guerres de l'opium (1839-1842; 1856-1860) et face au Japon (1894-1895), a contribué au développement d'idéologies nationalistes, dont l'une des principales caractéristiques est le complexe de l'État fort :

Dans la première moitié du XX^e siècle, l'un des principaux thèmes abordé par les nationalistes chinois est celui de la transformation de [...] l'État dynastique traditionnel en un État moderne. Beaucoup d'intellectuels chinois ont alors réalisé que [...] l'État dynastique était différent des États-nations européens modernes. L'État dynastique était très centralisé mais le gouvernement national n'avait pas la capacité de développer le pays et encore moins de défendre la nation. Si la Chine voulait être forte, la première étape n'était pas la démocratisation ni

l'assistance sociale, mais la construction d'un État moderne. (Zheng 1999 : 44)

Selon Zheng, les partisans du « nouveau nationalisme » qui se propage au cours des années 1990 sont tout autant préoccupés par la question de la transformation de l'État que leurs prédécesseurs de la première moitié du XX^e siècle. Cette préoccupation est principalement décentralisation dans la sphère économique, au cœur des réformes lancés par Deng Xiaoping à partir de 1978, aurait affaibli substantiellement le gouvernement central au cours des années 1980 et contribué à une « crise du pouvoir de l'État » (Zheng 1999 : 44; 21). C'est donc dans ce contexte que se développent les discours nationalistes des années 1990 qui reproduisent ce complexe de l'État fort.

Zhao Suisheng (1997; 2000) va sensiblement dans le même sens en suggérant une filiation entre des textes nationalistes produits au cours des années 1990 et différentes traditions nationalistes qui naissent vers la fin du XIX^e siècle, lesquels ont en commun le « rêve d'un État fort » (*qianguo meng* 强国梦)¹². Adoptant une position moderniste¹³, ce spécialiste du nationalisme en Chine maintient qu'avant le XIX^e siècle, la Chine n'est pas un État-nation et les Chinois n'ont pas ce sentiment de loyauté envers l'État-nation ou l'ethnie qui est caractéristique du nationalisme (Zhao S. 2000 : 3). L'événement catalyseur ayant propulsé le nationalisme sur la scène politique en Chine serait la défaite contre la Grande-Bretagne à l'issue de la première Guerre de l'opium. Cette défaite aurait en effet pavé la voie à l'importation du concept venu d'Europe, lequel servirait depuis de fondation à la défense et à la régénération de la Chine.

Citant John W. Garver (1993 : 20), Zhao affirme que la détermination à restaurer la grandeur de la Chine, noyau dur du nationalisme chinois, est devenue la

¹² Lors d'entretiens informels avec une dizaine d'étudiants chinois, l'auteur de ce mémoire a pu constater par lui-même que le « rêve d'un État fort » est communément employé pour définir le nationalisme en Chine.

¹³ Citant Hobsbawm (1990) et Gellner (1983), Zhao (2000 : 3) affirme que le « nationalisme apparaît avec l'émergence du système d'État-nations en Europe et s'est étendu au reste du monde après que les pays non Européens aient été intégrés à ce système. »

« *lingua franca* » de toute politique qui a eu du succès dans la Chine du XX^e siècle. « Alors que l'influence d'autres mouvements et idéologies a crû et décrû, tous ont été imprégnés de nationalisme. » (Zhao 2000 : 4) En conséquence, ce « rêve d'un État fort », central aux discours nationalistes qui se développent à partir de la fin du XIX^e siècle, n'implique pas de projet politique spécifique, de vision claire de la nation, ni de modèle d'édification de l'État. Le nationalisme, ainsi défini (i.e. « rêve d'un État fort », « complexe de l'État fort »), a donc une fonction de légitimation et une nature visiblement protéiforme.

Une observation qui illustre bien ce point est la quantité impressionnante de sous-thèmes associés au terme « nationalisme » dans les analyses de la politique chinoise contemporaine. À partir d'une recension des travaux de Zheng (1999), Zhao S. (1997) et Fewsmith (2001), Hughes (2005 : 250) a dressé une liste exhaustive de ces sous-thèmes : anti-traditionalisme, anti-occidentalisation, néo-autoritarisme, confucianisme, culturalisme, étatisme, (néo)-conservatisme, nouvelle gauche, développementalisme, anti-américanisme, nativisme académique, post-modernisme, « civilisationisme », populisme, élitisme et préoccupations pour la justice sociale. À première vue, ce groupe de sous-thèmes hétérogènes - et parfois littéralement antinomiques - semble entretenir un rapport très distant avec le nationalisme comme principe ou doctrine politique tels que définis par Gellner (voir *supra* : 17), Kedourie (voir *supra* : 18) ou Breuilly (voir *supra* : 20). Si l'examen des différents discours, qui s'articulent dans le contexte de l'effritement de l'autorité dynastique et des balbutiements de la République naissante, permet d'éclairer en partie le rapport qu'entretiennent ces sous-thèmes avec le nationalisme, le problème qui subsiste est avant tout un problème de définition.

De surcroît, les discours associés au nationalisme dans une grande partie de la littérature sur sa résurgence contemporaine en Chine ne représentent pas des mouvements politiques à proprement parler et certains n'ont qu'une visée culturelle. Par conséquent, nous considérons qu'adopter une définition du nationalisme limitée à son aspect politique (nationalisme comme doctrine ou comme mouvement) n'est

pas souhaitable dans le cadre de ce mémoire. En effet, en plus de négliger certains discours non officiels, ces définitions sous-estiment l'importance de ce que Billig (1995) a nommé le « nationalisme banal » : les expressions nationalistes subtiles dans les médias et l'utilisation des symboles nationaux dans un contexte quotidien qui, par leur omniprésence, renforcent inévitablement le sentiment d'appartenance à la nation. Ce « nationalisme banal » est une composante fondamentale de tout nationalisme officiel. À la suite de Gries (2004 : 9), nous emploierons donc le terme « nationalisme » dans un sens large afin de désigner *tout comportement visant à restaurer, maintenir et promouvoir l'image publique de la nation*. En ce qui a trait à la « nation », puisque sa définition est constamment en proie à la contestation ainsi qu'à la manipulation par l'État et les entrepreneurs politiques, nous la considérerons comme *une « catégorie de la pratique », c'est-à-dire une catégorie de l'expérience sociale de tous les jours, développée et déployée par les acteurs sociaux*, par opposition à une catégorie éloignée de l'expérience, employée par les analystes (Brubaker et Cooper 2000 : 4). En effet, si le « rêve d'un État fort » est le point de ralliement de différents discours nationalistes en Chine, en revanche, les conceptions de la nation inhérentes à ces discours sont souvent contradictoires. À ce titre, le schisme qui semble le plus manifeste est sans doute celui qui oppose le nationalisme officiel au nationalisme populaire.

1.1.4 Nationalisme officiel vs nationalisme populaire

Le concept de « nationalisme officiel », forgé par Hugh Seton-Watson et popularisé par Benedict Anderson (1991) [1983] dans son ouvrage *Imagined Communities*, sert principalement à désigner les nationalismes développés par les États dynastiques en réponse aux « nationalismes populaires » (i.e. ethnoculturels) qui émergent sous l'impulsion du « capitalisme de l'imprimé » (*print capitalism*)¹⁴ et s'opposent aux

¹⁴ Anderson soutient que la diversité linguistique avait peu d'importance politiquement avant que « l'imprimerie et le capitalisme créent des publics de lecteurs unilingues. » C'est seulement à partir de ce moment que la nation en est venue à dominer la pensée de l'humanité (Anderson 1991 : 43). Il définit la nation comme « une communauté politique imaginaire, et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine. Elle est *imaginaire* [*imagined*] parce que les membres de la plus petite des nations ne connaîtront jamais la plupart de leurs concitoyens [...] bien que dans l'esprit de chacun vive

dirigeants, aristocrates et centres impériaux. Le nationalisme officiel est donc une réaction qui consiste en « un effort majeur d'étirement de la peau courte et serrée de la nation sur l'ensemble du vaste corps du vieil empire » (Anderson 2001 : 35). Anderson cite notamment la Russie tsariste en exemple dont l'élite dynastique, gouvernant une population composée de plus d'une centaine de groupes ethniques et plusieurs communautés religieuses, s'exprimait en Français - signe qui la distinguait nettement de ses sujets. Après l'éclosion de nationalismes populaires (ukrainien, finnois, géorgien, etc.) au sein de l'Empire, les Tsars ont décidé de se « nationaliser » et, à partir des années 1880, ont entrepris une politique de russification de leurs sujets. De la même manière, Londres a procédé à l'anglicisation de l'Irlande et l'Allemagne impériale à la germanisation, sans grand succès, d'une portion de la Pologne. (Anderson 2001 : 35) Le nationalisme officiel, foncièrement réactif dans sa version originale, peut cependant être imité par les révolutionnaires qui s'emparent des États dynastiques multinationaux.

En Chine, ce modèle de développement historique est en partie applicable en ce sens qu'on a pu noter la naissance d'un nationalisme officiel vers la fin de la dynastie Qing (*Qing chao* 清朝), lequel faisait la promotion d'une nation chinoise multiethnique. Ce nationalisme servait à légitimer non seulement la gouverne de l'État par un groupe ethnique minoritaire - la dynastie manchoue (*manzu* 满族) gouvernent alors une population majoritairement han (*hanzu* 汉族) - mais aussi l'emprise du pouvoir impérial sur de vastes régions peuplées majoritairement par des minorités non-hans, notamment le Xinjiang (新疆 - littéralement : nouvelle frontière), la Mongolie et le Tibet. Les révolutionnaires anti-manchous - tels que Sun Yat-sen (Sun Zhongshan 孙中山), Zhang Taiyan (章太炎) et Zou Rong (邹容) - opposent à

l'image de leur communion. [...] Elle est imaginée comme *limitée* [...] [parce qu']aucune nation ne se considère coextensive à l'humanité. [...] Elle est imaginée comme *souveraine* parce que le concept est apparu où les Lumières et la Révolution détruisaient la légitimité des royaumes dynastiques hiérarchisés et d'ordonnance divine. [...] Enfin, elle est imaginée comme une *communauté* parce que, indépendamment des inégalités et de l'exploitation qui peuvent y régner, la nation est toujours conçue comme une camaraderie profonde, horizontale. » (Anderson 1991 : 6-7) Le rôle de l'imprimé (journal, roman) est central dans l'imagination de la nation non seulement parce qu'il crée des publics unilingues mais aussi parce qu'il permet une imagination *simultanée* de la nation. Anderson décrit ainsi la lecture quasi simultanée du journal comme une « cérémonie » (Anderson 1991 : 35).

cette conception multiethnique de la nation la notion d'une Chine « racialement » pure (i.e. han) qui n'inclurait plus la Manchourie, la Mongolie, le Xinjiang et le Tibet. Cependant, comme nous le verrons plus en détail dans le prochain chapitre, une fois le pouvoir dynastique renversé par les révolutionnaires et la République de Chine fondée (1912), Sun Yat-sen s'est empressé de réviser sa conception de la nation, celle-ci incluant désormais cinq ethnies (han, manchoue, tibétaine, hui [musulmane] et mongole) (Zhao G. 2006 : 22-23; Zhang Yong 2002 : 10-11). Cette idée d'une nation multiethnique sera donc appliquée par les autorités de la RDC et reprise par celles de la RPC, fondée en 1949.

Comme nous l'avons vu en introduction, les concepts de nationalisme officiel et populaire sont aussi employés dans certaines analyses de la politique contemporaine chinoise, même si parfois ils n'ont pas de filiation directe avec les concepts originaux. Ils servent généralement de catégories permettant de situer la provenance (officielle, non officielle) et décrire le contenu des discours nationalistes. Ainsi Caroline Rose (2000), utilisant cette dichotomie dans son analyse de la montée des nationalismes en Chine et au Japon au cours des années 1980-1990, décrit le nationalisme officiel comme un instrument employé par les élites :

[L]es élites emploient le nationalisme comme un moyen pour détourner l'attention des problèmes sociaux, économiques ou politiques, et stimuler des soutiens lorsqu'elles font face à des défis politiques internes ou externes. Par conséquent, le nationalisme est un instrument utile pour les élites afin de maintenir leur légitimité et l'unité interne (Rose 2000 : 170).

Ce que Rose définit comme un « nationalisme populaire » est en fait un « nationalisme culturel [...] animé par les intellectuels, journalistes et écrivains et centré sur les débats à propos de l'histoire, la culture et les 'valeurs' nationales. » Malgré le fait que le nationalisme populaire soit distinct de la rhétorique officielle - notamment du fait de son aspect culturel - son développement ne serait pas sans liens avec la campagne d'éducation patriotique lancée par l'État, en ce sens qu'elle a créé un environnement propice aux débats sur l'identité nationale et les valeurs culturelles (Rose 2000 : 170, 174).

Tout en soulignant l'importance du nationalisme en termes de légitimation du pouvoir politique, Peter Gries (2005) note en contrepartie que le Parti perd le monopole de ce discours. En effet, un nationalisme qui s'affranchit de plus en plus de la rhétorique officielle, évoquant régulièrement les notions de « race chinoise » (*zhongghua minzu* 中华民族) et de « patrie » (*zuguo* 祖国) sans référence au Parti, aurait pris naissance en RPC (Gries 2005 : 180). Bien que son contenu « anti-étranger » corresponde en partie à celui du nationalisme officiel, l'existence indépendante d'un nationalisme populaire mine tout de même l'hégémonie du PCC sur le discours nationaliste. Selon Gries, cette situation menace la légitimité nationaliste du Parti de deux façons. Premièrement, les nationalistes populaires n'acceptent pas systématiquement les prétentions nationalistes du PCC qui veulent, entre autres, que seul ce dernier soit en mesure de guider la Chine vers la gloire nationale. Deuxièmement, ceux-ci ont commencé à formuler leurs propres revendications, lesquelles sont le plus souvent basées sur une identité raciale et non partisane. Le Parti, quant à lui, répond à ce défi en combinant différentes stratégies : suppression, accommodation et cooptation. Bref, conclut Gries (2005 : 191), cette conjoncture crée un espace pour « l'émergence de forces politiques rivales. »

L'analyse de Gries part donc du principe que le discours officiel associe la nation au Parti et au socialisme et qu'il met de l'avant une identité multiethnique à laquelle les « nationalistes populaires » opposent une identité « raciale » et non partisane. Il y aurait donc un parallèle évident entre les visions conflictuelles de la nation soutenues par les autorités dynastiques et les révolutionnaires au début du XX^e siècle (voir *supra* : 26-27). Il semble toutefois que cet antagonisme soit moins tranché que Gries ne l'affirme. D'abord sur le plan lexical, si les termes *zhonghua minzu* et *zuguo* peuvent effectivement référer à une identité raciale ou ethnique, ils sont aussi intrinsèquement ambigus et, justement pour cette raison, sont également employés dans la rhétorique officielle¹⁵. Par exemple, dans un article publié sur le

¹⁵ *Zhonghua minzu* est généralement traduit par « nation chinoise » et non par « race chinoise », le terme « race » étant *zhongzu* (种族) en Chinois et non *minzu* (民族). Si, pour certains individus, ce concept est intimement associé à l'ethnie han (puisque *minzu* signifie à la fois nation, nationalité et

site officiel de l'éducation patriotique intitulé « Savoir ce qu'est réellement le patriotisme », l'auteur explique que « le patriotisme est une excellente tradition de la *nation chinoise* [*zhonghua minzu*] » et qu'il « reflète le profond attachement des masses envers leur *patrie* [*zuguo*] » (ZAJW 2009; emphase ajoutée)¹⁶. Il est à noter que, dans cet article, les termes de « nation chinoise » et de « patrie » sont utilisés à 24 et 17 reprises, respectivement, alors que le terme « socialisme » n'apparaît qu'à deux reprises et les mots « Parti », « Parti communiste », et « communisme » sont complètement absents. Donc, s'il est vrai qu'au début des années 1990 les dirigeants chinois affirment qu'« en Chine contemporaine, patriotisme et socialisme sont une seule et même chose » (Jiang 1990)¹⁷, nous verrons au troisième chapitre qu'au cours des années 1990 le discours officiel a évolué vers une conception de la nation et du « patriotisme » qui est beaucoup plus ambiguë, tant dans son rapport au socialisme qu'à la question de la multiethnicité.

Ceci nous amène à conclure que si les concepts de « nationalisme officiel » et de « nationalisme populaire » peuvent être utiles à la compréhension du nationalisme en Chine, ils doivent cependant être employés avec grande précaution. Comme le mentionne Joseph Levenson, les dichotomies telles que tradition/modernité, État/société, intellectuel/émotionnel, objectif/subjectif doivent être vues comme des outils heuristiques qui servent à expliquer et non à refléter avec exactitude la réalité sociologique ou historique (Levenson 1968 cité dans Townsend 1992 : 106-107). Le danger de l'utilisation de ces concepts est de les

ethnie) en revanche, dans le discours officiel contemporain, il sert à désigner la nation multiethnique (majorité han + 55 ethnies minoritaires). *Zuguo* est également employé dans le discours officiel, et sert généralement à exprimer un attachement émotionnel au « pays », à la « patrie ». Le terme est notamment utilisé dans les slogans de l'Armée populaire de libération (APL), tel que « défendre la patrie » (*baowei zuguo* - 保卫祖国). Ces concepts sont ambigus en ce sens qu'ils contiennent les caractères *zu* (祖 - ancêtres, aïeux) et *zu* (族 - clan, ethnie, famille) qui sont tous deux fortement associés à des affiliations primordiales mais servent également à désigner une identité et un espace politiques « chinois » dans le discours officiel. Il ne faut donc pas négliger le sens qu'ils prennent dans le quotidien et leur contexte d'énonciation.

¹⁶ Texte original : « *Aiguo zhuyi shi zhonghua minzu de youliang chuantong* [...] *Aiguo zhuyi qieshi tixian renmin qunzhong dui ziji zuguo de shenhou qinggan* - 爱国主义是中华民族优良传统 [...] 爱国主义确实体现人民群众对自己祖国的深厚情感 ».

¹⁷ Texte original : « *Zai dangdai Zhongguo, aiguo zhuyi yu shehuizhuyi benzhi shang shi tongyi de* - 在当代中国, 爱国主义与社会主义本质上是统一的 ».

traiter comme des catégories discursives fixes comportant un contenu structurellement déterminé (i.e. discours de l'État = identité politique et multiethnique; discours populaire = identité ethnoculturelle). Leur emploi peut donc tendre à exagérer des contradictions entre les discours de l'État et ceux émanant de la société tout en obscurcissant la contestation et les contradictions au sein même de ces apparentes « unités discursives ».

Ce survol théorique a mis l'accent sur des thèmes qui seront omniprésents dans ce mémoire, à savoir l'importance de l'État et des élites dans la formation des discours nationalistes. En ce sens, on pourrait affirmer que notre analyse se situe dans une perspective moderniste. Il faut cependant y mettre des bémols. Comme cela apparaît clairement en introduction, nous ne défendons pas l'idée selon laquelle seuls l'État ou les intellectuels peuvent « construire » ou imposer leur vision de la nation. Néanmoins, parce que l'État et certains intellectuels possèdent les ressources matérielles, institutionnelles et symboliques pour parler au nom de la nation, ils sont davantage en mesure d'employer le nationalisme à des fins instrumentales. Ceci dit, nous ne concevons pas, à l'instar de certains modernistes, la formation de la nation et des discours nationalistes comme des processus unidirectionnels qui partent nécessairement « d'en haut ». De plus, la position des intellectuels n'est pas unique : certains peuvent avoir une perspective élitiste (éduquer la population, lui inculquer un sentiment d'appartenance nationale) alors que des « intellectuels organiques » - pour reprendre l'expression de Gramsci - vont quant à eux exprimer les points de vues et aspirations des « gens ordinaires » (*laobaixing* 老百姓) et donner ainsi une voix à la population dans la formation des discours sur la nation.

Enfin, la vision élitiste de la « construction » ou « l'invention » de la nation dans les conditions de la modernité, présente dans une grande partie des analyses du cas chinois, suscite naturellement le questionnement suivant : comment se fait-il que les Chinois, ayant une civilisation millénaire et un État séculaire, ne possédaient pas d'identité nationale avant l'avènement de la modernité? La réponse classique à

cette question, qui fait figure de paradigme dans l'étude contemporaine du nationalisme chinois, est la thèse du « passage du culturalisme au nationalisme. »

1.2 La thèse du « passage du culturalisme au nationalisme »

Joseph Levenson, au cours des années 1960, a formulée la thèse du « passage du culturalisme au nationalisme » en défendant l'idée selon laquelle l'identité première des Chinois à l'ère impériale était culturelle, aucune perception d'un État ou d'une nation distincts de l'héritage culturel ne prévalant à l'époque. James Townsend (1992) identifie les deux éléments principaux qui, selon Levenson, ont participé à la construction du « culturalisme ». En premier lieu, figure la notion selon laquelle la Chine est la seule véritable civilisation, sa supériorité culturelle étant incontestée. Dans ces conditions, les peuples non chinois peuvent constituer une menace militaire mais ne peuvent en aucun cas devenir de véritables rivaux, en raison notamment de leur arriération et du fait qu'ils seraient incapables de gouverner la Chine autrement qu'en adoptant la culture chinoise. Le nationalisme n'est, par conséquent, d'aucune utilité dans ce monde dénué de compétition interétatique ou culturelle. En second lieu, on trouve la prescription politique selon laquelle les dirigeants doivent être éduqués et gouverner selon les principes « confucéens »¹⁸, lesquels ont une valeur universelle. En ce sens, le gouvernement légitime n'est pas limité aux Chinois ethniques; les étrangers qui acceptent et exemplifient ces principes peuvent aussi régner¹⁹. En somme, la thèse du « passage du culturalisme au nationalisme » n'explique pas simplement pourquoi l'Empire du Milieu a persisté dans le temps mais aussi pour quelle raison il s'est écroulé lorsqu'une culture étrangère réellement compétitive et refusant de reconnaître la supériorité culturelle chinoise a réussi à pénétrer en Chine. Donc, à partir de la défaite de la Chine face à

¹⁸ « Produit d'une science moderne née dans l'Europe du XIX^e siècle, le 'confucianisme' est un concept occidental qui ne recoupe que partiellement les notions chinoises de *rujia* [儒家] ou *rujiao* [儒教]. Ces dernières peuvent recouvrir des significations très différentes selon le contexte historique. » (Billioud et Thoraval 2007 : 4). Dans un contexte moderne, ce concept correspond moins à une réalité objective qu'à une revendication identitaire. Nous l'emploierons donc toujours entre guillemets.

¹⁹ On n'a qu'à penser aux dynasties mongole (*Yuan chao* 元朝 – 1271-1368) et manchoue (*Qing chao* 清朝 – 1644-1911).

la Grande-Bretagne à l'issue de la première Guerre de l'opium et de l'instauration subséquente d'enclaves coloniales, les principaux fondements du culturalisme auraient commencé à s'écrouler (Townsend 1992 : 97-99).

Les formulations les plus explicites de cette thèse se concentrent sur les périodes de la fin de la dynastie Qing et du début de la période républicaine (1912-1949), plus particulièrement de 1895-1919²⁰, en les assimilant à une ère de compétition entre le culturalisme et le nationalisme, le remplacement définitif du premier par le second ayant lieu en 1919 (Townsend 1992 : 103). En schématisant, on peut affirmer que la thèse s'inscrit dans le paradigme moderniste en ce sens qu'elle interprète le développement du nationalisme en Chine comme une transition de la tradition (culturalisme) vers la modernité (nationalisme) au contact des forces qui en sont porteuses (les puissances occidentales). Townsend (1992) et Prasenjit Duara (1999; 1993) ont tous deux critiqué cette position en arguant principalement l'existence de formes prémodernes d'identité nationale en Chine et en émettant des doutes quant à l'étendue des principes « culturalistes », qui auraient été relégués à l'élite lettrée. Pour l'ensemble des sujets ordinaires de l'Empire, la principale allégeance identitaire serait demeurée ethnique. Il nous apparaît cependant inutile de décrire ce débat en détail car, tel que signalé dans l'introduction de ce chapitre, la question des origines de la nation chinoise est secondaire dans le cadre de notre analyse.

Cette thèse nous apparaît cependant digne d'intérêt pour deux raisons. D'abord, elle a le mérite d'identifier une période charnière dans les discours sur l'identité chinoise au cours de laquelle sont introduites les notions de progrès et de modernité, et où les rapports avec l'Autre semblent avoir radicalement changé. Nous avons donc employé cette périodisation afin de fixer le point de départ (1895) de l'arrière-plan historique qui sera l'objet du deuxième chapitre. La seconde raison, qui

²⁰ 1895 est l'année de la signature du Traité de Shimonoseki, qui mit un terme à la guerre sino-japonaise et en vertu duquel la Chine, défaite, dû céder au Japon l'île de Formose (Taiwan), les Pescadores et la péninsule du Liaoning. 1919 a été marquée, en Chine, par une réaction virulente au Traité de Versailles. Voir note 7 (p.6) sur le Mouvement du 4 mai.

découle de la première, est que cette thèse nous instruit d'une conception de l'histoire qui est centrale à l'ensemble des discours nationalistes ayant traversé le XX^e siècle : celle d'un empire universel humilié et relégué au statut de sujet dans un système international dominé par les puissances occidentales et, dans une moindre mesure, le Japon, grand émulateur de l'Occident. De cette conception émerge aussi la finalité de la nation : le rêve de la restauration de la gloire passée de la Chine. Ces remarques aident en outre à éclairer les relations souvent ambivalentes des nationalistes chinois envers l'Occident (et le Japon) et à ses valeurs, relations qui, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, peuvent être situées sur un spectre allant de la volonté d'émulation complète au rejet radical.

CHAPITRE II

ARRIÈRE-PLAN HISTORIQUE : FORMATION DES DISCOURS NATIONALISTES CHINOIS (1895-1976)

En plus de contribuer à saisir les fondements des discours sur la nation et le nationalisme articulés au cours des années 1990, le survol historique contenu dans ce chapitre permettra de démontrer deux points. 1. Les discours nationalistes qui se développent dans la foulée de la crise d'autorité de l'État dynastique puis celle de la République naissante proposent des visions de la nation et de son passé tributaires, en partie, des objectifs politiques des acteurs qui les articulent. 2. Puisqu'il est associé à différents discours, lesquels contiennent également différents projets politiques, le nationalisme, en Chine, a clairement une fonction de légitimation et une nature protéiforme.

Organisé chronologiquement, ce chapitre est constitué de trois sections, chacune abordant une période historique distincte. La première traite de la Chine à la fin de la dynastie des Qing, période marquée par différentes réactions aux impérialismes occidental et nippon et à la perception de la faiblesse de la Chine : des mouvements de réforme, une révolte populaire antioccidentale et antimoderne ainsi que la naissance d'un nationalisme révolutionnaire antidynastique. La seconde aborde succinctement le bouillonnement intellectuel entourant les mouvements de la « nouvelle culture » (*xin wenhua yundong* 新文化运动) et du « 4 mai » (*wusi yundong* 五四运动) dans la deuxième décennie du XX^e siècle. Enfin, la troisième situe la question de la nation à l'intérieur du système idéologique maoïste qui s'impose en Chine après la fondation de la République populaire en 1949. Nous terminons donc ce survol historique en 1976, année de la mort de Mao Zedong. Quant aux événements de la période de réforme et d'ouverture débutant en 1978,

préludes au développement de discours nationalistes durant les années 1990, ils seront examinés sommairement dans le troisième chapitre.

2.1 La Chine à la fin de la dynastie Qing (*Qing chao* 清朝)

L'issue de la première Guerre de l'opium face à la Grande-Bretagne et la signature subséquente du Traité de Nanjing (1842), premier d'une série de « traités inégaux » (*bu pingdeng tiaoyue* 不平等条约) conclus à partir du XIX^e siècle entre la Chine et des puissances occidentales, constituent une première étape dans l'instauration d'un « système de traités portuaires » qui scellera le destin « semi-colonial » (*ban zhimindi* 半殖民地) de la Chine.²¹ Donc, vers la seconde moitié du XIX^e siècle, une partie de l'élite lettrée chinoise²² commence à prendre conscience de l'arriération technologique et institutionnelle de l'Empire du Milieu et à admettre la nécessité de lancer des réformes. Parallèlement à ces développements, le choc avec les nations occidentales et l'intégration par la force de la Chine au système interétatique dominé par ces dernières, comme nous l'avons évoqué au chapitre précédant (voir *supra* p. 26), a non seulement stimulé « les élites à employer le concept de nationalisme pour leur propre défense » (Zhao S. 2004 : 47) mais a également poussé les dirigeants manchous à mettre de l'avant une conception multiethnique de la nation, en associant les termes « Chine » (*Zhongguo* 中国; littéralement : pays du milieu) et « Chinois » (*Zhongguoren* 中国人) à l'ensemble des territoires et des groupes ethniques sous leur administration. À partir du règne de l'Empereur Qianlong (乾隆 - 1736-95), les autorités impériales adoptent aussi une classification ethnique rigide

²¹ Les « traités inégaux » imposés à la Chine par les puissances occidentales (et le Japon) à partir du XIX^e siècle comportent trois caractéristiques particulières: i. la cession de territoires (e.g. Hong Kong) et l'instauration de « ports de traité », lesquels sont ouverts au commerce extérieur avec des tarifs fixes; ii. le privilège d'extraterritorialité pour les résidents étrangers vivant dans les territoires concédés ou les villes des « ports de traité » (e.g. la concession française à Shanghai), lequel dispense ces derniers de l'assujettissement au système légal chinois et iii. l'absence de concessions similaires de la part des puissances signataires à la Chine, d'où l'expression « traité inégal ». Entre 1842 et 1919 la Chine a signé 709 de ces traités (Zhao S. 2004 : 47). Pour plus de détails sur cette question, voir Fairbank (1953).

²² C'est-à-dire les fonctionnaires de la dynastie régnante ou ceux qui ont étudié en vue des examens impériaux mais ne font pas nécessairement partie du corps mandarinal.

basée sur le lignage (*zu* 族) afin de distinguer les Hans, Manchous, Mongols et Tibétains. Il faut cependant préciser que l'idée d'une Chine multiethnique, mise en avant sous la dynastie des Qing (Windrow 2005 : 387), précède les défaites militaires face à l'Occident et la signature des « traités inégaux ». De fait, dès 1755, l'Empereur Qianlong déclare :

Il existe une vision de la Chine (*Zhongxia* [中夏])²³ en vertu de laquelle les peuples non han ne peuvent devenir des sujets chinois et leurs territoires ne peuvent être intégrés dans le territoire de la Chine. Cette vision ne représente pas la compréhension que notre dynastie a de la Chine mais plutôt celle des dynasties Han [汉朝], Tang [唐朝], Song [宋朝] et Ming [明朝] (cité dans Zhao G. 2006: 4).

Si les preuves documentaires de l'identification de l'État dynastique à une Chine multiethnique abondent jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en revanche, rien ne semble prouver que le Fils du Ciel (i.e. l'Empereur) ou ses lieutenants aient tenté d'imposer cette vision aux sujets de l'Empire. C'est seulement à partir du début du XX^e siècle, dans un contexte de crise de légitimité de l'autorité impériale, de l'échec des mouvements de réforme et principalement à travers l'instauration de cours de géographie, que les Manchous ont tenté d'étayer leur vision de l'identité nationale chinoise tout en stimulant le patriotisme de leurs sujets (Zhao G. 2006 :16). Cette idée d'une identité nationale multiethnique sera cependant attaquée, avant l'abdication de l'Empereur en 1912, par les groupes nationalistes révolutionnaires faisant la promotion d'une conception raciale de la nation, laquelle exclue les groupes non hans et, au premier chef, la dynastie Qing elle-même (Zhang Y. 2002). Les lettrés réformateurs vont en général adopter la conception officielle de la nation (Zhao G. 2006 : 3) mais en l'inscrivant dans les discours sur la race et le darwinisme social qui prévalent en Occident à l'époque (Dikötter 1996) .

²³ Le terme *Zhongxia* est traduit en anglais par le terme « China » par Zhao Gang (2006), lequel cite Qian Long. On peut donc considérer ce terme comme étant plus ou moins un synonyme du mot « Chine » (*Zhongguo*).

2.1.1 Les mouvements de réforme

Les traités signés par la Chine à cette époque sont sans doute à juste titre considérés « inégaux ». D'un autre côté, ils symbolisent la reconnaissance par l'État chinois des principes légaux d'égalité entre les États-nations, tels qu'établis au sein du système westphalien. En ce sens, ils marquent le début de l'effritement de l'universalisme sino-centré de l'Empire du Milieu. Dans un édit impérial approuvant la signature du Traité de Tianjin (1861), l'« Empereur Xianfeng [咸丰] a décrété pour la première fois, à contrecœur : 'L'Angleterre est un État souverain indépendant, elle peut donc avoir un statut égal [à la Chine]' » (Zhao 2004 : 48). Dans un tel contexte, face au défi des puissances impériales et à des troubles intérieurs de plus en plus aigus - dont la Rébellion des Taiping (太平天国 - 1851-1864) - la technologie, les idées et les modèles institutionnels occidentaux deviendront les principaux outils employés par les élites chinoises pour pallier la faiblesse de l'État, le vide idéal laissé par la désintégration des principes universalistes de l'Empire et la rigidité de ses institutions traditionnelles.

C'est donc dans cet état d'esprit que naît le Mouvement d'auto-renforcement (*yangwu yundong* 洋务运动) en 1864, lequel durera jusqu'en 1895. En dépit d'un consensus sur la nécessité d'entreprendre des réformes, le dilemme qui s'impose alors dans les cercles réformistes consiste essentiellement en ceci : quelle place accorder aux idées et aux modèles institutionnels venus de l'Occident (quels idées ou modèles doit-on adopter?) et quelle place doit conserver la culture traditionnelle chinoise dans ces réformes. Les principaux animateurs de ce mouvement, le Prince Gong (恭亲王), Zeng Guofan (曾国藩), Li Hongzhang (李鸿章), Zuo Zongtang (左宗棠) et Zhang Zhidong (张之洞), croient que la raison pour laquelle la Chine est victime de l'impérialisme réside essentiellement dans le fait qu'elle est technologiquement arriérée et, pour cette raison, doit adopter des mesures d'industrialisation agressives - en important des technologies occidentales (principalement militaires) - tout en conservant les institutions et les valeurs traditionnelles « confucéennes » (Zhao S. 2004 : 51). Cette vision se résume dans

la formule célèbre de Zhang Zhidong : « le savoir chinois comme fondement, le savoir occidental comme instrument ». ²⁴ L'objectif de ces réformes est donc de sauver la dynastie et ses institutions en empruntant « la route de l'industrialisation » (*shiye xingguo zhi lu* 实业兴国之路).

À la suite de la défaite de la Chine à l'issue de la Première guerre sino-japonaise de 1894-95 et la signature d'un autre « traité inégal », le Traité de Shimonoseki (1895), l'échec de ces réformes est patent. Pour certains, la défaite face au Japon montre que des transformations plus profondes, touchant les bases institutionnelles et idéologiques de l'Empire, doivent être lancées. En effet, les deux pays ont entrepris en même temps un processus de modernisation militaire. Cependant, l'armée moderne chinoise de Li Hongzhang est fortement teintée de régionalisme et ce, malgré le fait qu'elle ait été formellement nationalisée. Par exemple, lorsqu'il arrive quelque chose à l'un des officiers de l'armée, le remplaçant ne peut être recruté que dans la province natale de Li. Selon le général Yamagata, à la tête des forces nippones durant le conflit, le régionalisme aurait constitué la principale cause de la défaite de la Chine. Il en découle que « sans un État moderne centralisé, la modernisation militaire à elle seule ne [peut] sauver la Chine. » (Zheng 1999 : 24) Ainsi, à partir de 1894-1895, un groupe de réformateurs plus radicaux, qui préconisent entre autres l'adoption d'institutions et d'idées occidentales, fait son entrée sur la scène politique. Ce groupe, dont les figures les plus connues sont Kang Youwei (康有为), Tan Sitong (谭嗣同), Liang Qichao (梁启超) et l'Empereur Guangxu (光绪), est derrière la « Réforme des cent jours » (*bairi weixin* 百日维新), lancée en 1898. Cette année-là, une série d'édits impériaux esquissent ce qui, sans l'intervention de l'Impératrice douairière Cixi (慈禧) et l'emprisonnement de l'Empereur, aurait pu constituer une réforme en profondeur de la structure politique de l'Empire (Wang Y.C. 1966 : 51). Parce que les discours de ce groupe de réformateurs se réapproprient le langage du nationalisme (Dikötter 1996 : 593) et constituent en quelque sorte le prélude à la formation de groupes nationalistes

²⁴ « *Zhongxue wei ti, xixue wei yong* » (中学为体, 西学为用).

révolutionnaires qui renverseront la dynastie en 1911 (Wang Y.C. 1966 : 193), il convient d'examiner brièvement leurs idées maîtresses.

Contrairement à ses prédécesseurs, le « groupe de la réforme » (*weixin pai* 维新派) fait la promotion d'un savoir qui ne puise pas sa légitimité dans le système des examens impériaux, issu de la tradition chinoise.²⁵ Constituant une fusion entre différents courants de pensée indigènes et des répertoires discursifs venus d'Occident, les réformateurs comme

Liang Qichao et Kang Youwei se sont appropriés sélectivement des connaissances scientifiques et ont manipulé activement les théories évolutionnistes afin de consolider les théories des origines pures; ils ont reconfiguré la notion populaire de descendance patrilinéaire à l'intérieur d'une identité nationale incluant tous les habitants de la Chine en tant que descendants de l'Empereur Jaune (Dikkoter 1996 : 596).²⁶

Ainsi Liang Qichao, influencé notamment par les traductions commentées d'ouvrages occidentaux de Yan Fu (严复) - dont ceux de Herbert Spencer, qui applique la théorie de l'évolution de Darwin aux phénomènes sociaux - affirme dans une série d'essais intitulés « Discours sur le nouveau peuple » (*Xinmin shuo* 新民说) que la force d'une nation réside dans la force de son peuple. Yan Fu, dans un essai publié en 1895 intitulé « Sur la force » (*Yuan qiang* 原强), explique l'échec du Mouvement d'auto-renforcement par la piètre condition de la population chinoise. Une nation, pour Yan, est comme une personne : lorsqu'elle est en mauvaise santé, elle ne peut endurer un exercice violent (Wang Y.C. 1966 : 199). Pour Liang, la nation est supérieure au gouvernement parce que ce dernier est seulement son porte-parole. Elle est également supérieure au monde (*tianxia* 天下; littéralement: tout sous le ciel) puisque c'est la compétition entre les nations qui fait évoluer la civilisation (Wang Y.C. 1966 : 214). Cependant, Liang reconnaît le sous-

²⁵ Le système des examens impériaux (*keju* 科举) a servi à pourvoir les postes de la bureaucratie impériale chinoise pendant près de 1300 ans, de 605 à 1905 (il est aboli durant la dynastie Yuan [1271-1368]). Bien que le contenu des examens varie d'une période à l'autre et d'une dynastie à l'autre, ceux-ci sont principalement basés sur les canons de la littérature et de la pensée chinoise traditionnelle.

²⁶ Sur l'Empereur Jaune voir *infra* p.70-71.

développement du concept en Chine (Wang Y.C. 1966 : 215) et souligne la nécessité absolue de développer un nationalisme pour « sauver le pays » (*jiuguo* 救国) :

L'Europe a évolué et le monde a fait des progrès depuis le XVI^e siècle uniquement en raison de l'énorme pouvoir du nationalisme [...] L'impérialisme national, un sous-produit du nationalisme, cherche à étendre le territoire d'une nation donnée et à en coloniser d'autres [...] Par conséquent, [...] si l'on souhaite faire échec à l'impérialisme national de toutes les puissances du monde et sauver le pays de la catastrophe la plus complète, nous devons développer notre propre nationalisme (cité dans Zhao S. 2004 : 49).

Si, comme l'affirme Dikötter (1996 : 596; 1992 : 77), l'omniprésence du discours racial et les influences du darwinisme social transpirent des textes des réformistes comme Liang, il n'en demeure pas moins que ceux-ci proposent une notion de l'identité nationale qui comprend tous les groupes ethniques vivant sur le territoire de l'Empire. Ainsi, Liang sera le premier à distinguer le « nationalisme large » (*da minzuzhuyi* 大民族主义), incluant tout les groupes ethniques des sujets de l'Empire, du « nationalisme étroit » (*xiao minzuzhuyi* 小民族主义), fondé sur l'ethnicité (Fitzgerald 1995 : 87; Zhao 2004 : 65-66). Les réformistes lient donc réformes institutionnelles avec le développement d'une conception élargie et territoriale de l'identité nationale. Liang, par exemple, est en faveur de l'introduction d'une monarchie parlementaire. Pour ceux-ci, exclure les groupes non han de la nation chinoise signifierait non seulement se départir de territoires occupés par d'autres groupes ethniques mais également saper la légitimité de la dynastie manchoue. Il y a donc un lien clair entre le développement de conceptions de l'identité nationale et les objectifs et stratégies politiques des réformistes.

2.1.2 La révolte des « Boxeurs » (*Yihetuan fengchao* 义和团风潮)

Un autre type de réaction à l'impérialisme occidental et, plus spécifiquement, à l'échec du Mouvement d'auto-renforcement et à la défaite contre le Japon en 1895 est ce que Zhao Suisheng (2004 : 54) nomme un nationalisme « nativiste ». Contrairement aux mouvements de réforme qui reconnaissent à divers degrés une

arriération technique, scientifique, voire philosophique et morale de l'Empire du Milieu et, par conséquent, acceptent une certaine dose de modernisation pour pallier ces difficultés et sauver le pays - modernisation qui pour bien des Chinois de l'époque est souvent littéralement confondue avec occidentalisation (Pye 1993 : 111) - les groupes nativistes, incarnés principalement par le mouvement des Boxeurs²⁷, sont fondamentalement xénophobes et antimodernes.

Pour ce groupe nativiste et les éléments conservateurs de la Cour des Qing qui les soutiennent, la subversion des vertus traditionnelles par les puissances étrangères sont à l'origine de la crise que connaît la Chine. Par conséquent, ceux-ci appellent à l'éradication de l'influence étrangère (matérielle et idéale) et au retour à la tradition comme moyen d'éliminer les maux du pays (Zhao S. 2004 : 51-52). Le slogan des Boxeurs - « soutenir les Qing, exterminer les étrangers »²⁸ - en dit long sur leurs sentiments. On peut cependant questionner l'association des Boxeurs par Zhao S. à un mouvement *nationaliste*, en ce sens que ces derniers ne font aucune revendication au nom de la nation chinoise et, comme leur slogan l'indique, justifient leurs actions au nom du soutien à la dynastie régnante. Ce mouvement a toutefois son importance dans la formation des discours nationalistes en Chine dans la mesure où il constitue une réaction populaire à l'impérialisme et parce qu'il sera graduellement mythifié et intégré dans l'imaginaire national, sa signification étant modifiée selon les périodes et les objectifs politiques des acteurs (Cohen 1997 : chap. 7-8-9).

Pour résumer les tenants et aboutissants de ce mouvement de manière très schématique, le groupe connu sous le nom de *Yihetuan* (voir note 27) naît dans le nord-ouest de la province du Shandong (山东) au printemps 1898. Il est composé principalement de jeunes agriculteurs, de travailleurs agricoles saisonniers et de

²⁷ Le terme chinois pour désigner les Boxeurs, *Yihetuan* (义和团), peut être traduit par « milice unie dans la droiture ». Ils sont également nommés « boxeurs » parce qu'ils pratiquent des arts martiaux chinois connus sous le nom de « boxe » (*quanshu* 拳术) mais qui n'ont rien à voir avec la boxe occidentale (Cohen 1997 : 16).

²⁸ « *Fuqing, mieyang* » (扶清, 灭洋).

jeunes hommes sans emploi. Au moment de sa plus forte expansion en 1900, il s'étend jusqu'au sud de la province de Zhili (直隶) (aujourd'hui la province de Hebei [河北]) et la région de la capitale, Beiping (北平; auj.: Beijing 北京). Circonscrit géographiquement, il ne s'agit donc pas, par définition, d'un mouvement national (Cohen 1997 : 16-17). Comme plusieurs autres groupes similaires qui apparaissent vers 1895 dans le Shandong, les Boxeurs doivent leur existence à certaines conditions locales : banditisme endémique, culture de l'opium et contrebande de sel généralisées et petite aristocratie relativement faible. Ces conditions, conjuguées au faible quota de troupes impériales dans la région, dû au conflit sino-japonais, ont contribué au développement de milices non officielles lesquelles ont, à l'origine, pour seule fonction de défendre les petits propriétaires fonciers (Cohen 1997 : 17). C'est donc à ce type de milice qu'appartiennent les Boxeurs. Une autre caractéristique de ces groupes est l'adoption de rituels populaires religieux et magiques conférant à leurs adeptes une soi-disant invulnérabilité au combat.

Des escarmouches éclatent parfois entre ces milices et les groupes de missionnaires catholiques étrangers lorsque ces derniers, avides de conversions, commencent à abriter des bandits échappant aux milices (Eschrick 1987 : 113). Le conflit s'envenime sérieusement lorsque des missionnaires allemands sont assassinés et que le gouvernement allemand demande des réparations considérables au gouvernement chinois (Cohen 1997 : 20-21). Après avoir dégénéré en révolte anti-étrangère ouverte, le mouvement, soutenu par des éléments conservateurs au sein de la cour impériale - et, en quelque sorte, par l'Impératrice Cixi elle-même - a finalement été maté par l'armée de l'Alliance des huit nations²⁹ en 1900, intervention marquée notamment par l'occupation de la capitale et le sac du Palais d'été. La principale conséquence de l'intervention est l'énorme indemnité (450 millions de taels d'argents, soit 1 tael par Chinois) qu'a dû payer le gouvernement des Qing en vertu du Protocole des Boxeurs, signé en 1901.

²⁹ L'Alliance des huit nations était composée de l'Autriche-Hongrie, l'Italie, la France, l'Allemagne, la Russie, le Royaume-Uni, les Etats-Unis, et le Japon.

Outre le paiement de cette indemnité, le Protocole prévoit également le bannissement de toutes les activités anti-étrangères ainsi que l'installation de gardes permanentes pour protéger les légations étrangères. La révolte des Boxeurs s'est donc avérée un désastre pour la Chine. (Zhao 2004 : 56)

Les points de vues contemporains sur le mouvement au sein des élites sont variables. Chez les réformistes, ils sont en général fortement négatifs. Liang Qichao, dans un essai publié en 1902, condamne l'esprit superstitieux de la population qui a non seulement ralenti le processus de modernisation (construction de chemin de fer, ouverture de mines) mais également contribué à l'expansion des Boxeurs. Un disciple de Kang Youwei, Mai Menghua (麦孟华), condamne quant à lui la « xénophobie indiscriminée » et la barbarie du mouvement qui, selon lui, n'ont qu'été dommageables aux intérêts de la Chine (Cohen 1997 : 224). Sans grande surprise, les conservateurs au sein à la Cour des Qing dépeignent les Boxeurs comme étant justes, loyaux et patriotes (Cohen 1997 : 239).

Chez les révolutionnaires anti-manchous, qui commencent à faire leur apparition au tournant du XX^e siècle, la perception est plus partagée. Selon Cohen (1997 : 224-225), Zou Rong mythifie le phénomène à des fins révolutionnaires. Peu intéressé par les faits historiques entourant le mouvement, il le présente comme une « révolution barbare » (*yeman zhi geming* 野蛮之革命), contre-exemple de la « révolution civilisée » (*wenming zhi geming* 文明之革命) qu'il préconise, laquelle est fondée sur les modèles anglais, américain et français. Sun Yat-sen, le plus célèbre révolutionnaire anti-manchou, considère quant à lui les Boxeurs comme étant naïfs, voire stupides, parce qu'ils refusaient de reconnaître l'utilité des armes à feu. Il est tout de même sympathique au mouvement, puisque celui-ci incarne, selon lui, le patriotisme du peuple chinois. D'après Cohen (1997 : 240), Sun a également franchit une étape importante en cessant de désigner le Boxeurs comme « eux » ou les « autres », mais en privilégiant plutôt le « nous », s'y associant et en en faisant, du même coup, les représentants de l'esprit du peuple chinois. Selon l'historien, le

franchissement de cette étape fut essentiel à l'exploitation ultérieure du pouvoir mythique du mouvement.

2.1.3 Le nationalisme de Sun Yat-sen

Figure la plus saillante de la Révolution de 1911 (*Xinhai geming* 辛亥革命), qui mettra un terme à la gouverne des Qing, laquelle mènera à la fondation de la République de Chine le 1^{er} janvier 1912, Sun Yat-sen fonde à Hawaï la première organisation révolutionnaire chinoise en 1894, la « Société pour le redressement de la Chine » (*Xingzhonghui* 兴中会). Il débute ses activités révolutionnaires avec le premier d'une série de soulèvements infructueux à Canton (*Guangzhou* 广州) en octobre 1895. Durant les seize années qui ont précédé le soulèvement décisif de Wuhan en 1911, Sun passera le plus clair de son temps en exil (Japon, Asie du Sud-Est, États-Unis, Europe) en quête de financement et de support diplomatique pour la révolution (Gordon 1999 : 328).

Avant les bouleversements de 1911-1912, le principal pilier de la pensée nationaliste de Sun - et d'une grande partie de ses camarades révolutionnaires - est l'établissement d'une république chinoise qui serait débarrassée de toute trace de l'influence des Manchous. Le caractère anti-manchou des visées nationalistes de Sun, Zhang Taiyan et Zou Rong est évident dans leurs écrits du début du XX^e siècle. Comme l'explique Zhang Yong (2002 : 106), le serment de l'Alliance révolutionnaire (*Tongmenghui* 同盟会) fondée par Sun Yat-sen à Tokyo en 1905, « Se débarrasser de l'ennemi tartare, rétablir la Chine »³⁰, signifie que les révolutionnaires ne visent pas simplement à « renverser » (*tuifan* 推翻) la dynastie mandchoue mais plus précisément à « repousser les Manchous en Manchourie ».³¹ D'autre part, le terme « rétablir » (*huifu* 恢复) signifie « revenir à une condition initiale », c'est-à-dire la

³⁰ « *Quchu Da lu, huifu zhonghua* » (驱除鞑虏, 恢复中华); ici le terme « Tartare » (*Da* 鞑) est associé aux Manchous. Il s'agit d'un terme générique qui désignait, à l'époque, les tribus nomades du nord de la Chine. Dans le contexte, son emploi est clairement péjoratif.

³¹ « [...] *ba Manzu ganhui Manzhou* » (把满人赶回满洲); la Manchourie correspond aux trois provinces actuelles du nord-est, Liaoning (辽宁), Jiling (吉林) et Heilongjiang (黑龙江).

situation de la Chine avant l'établissement de la dynastie manchoue, qui correspond *grosso modo* aux dix-huit provinces habitées alors en majorité par les Hans. À l'appui de cette interprétation est l'un des drapeaux adopté par les révolutionnaires de l'époque, lequel est composé de dix-huit étoiles, représentant chacune des provinces han. Conséquemment, dans la pensée de Sun et des révolutionnaires au début du XX^e siècle, « les territoires habités par les Manchous, les Mongols et les autres minorités ethniques ne sont pas une partie intégrante du territoire de la Chine, donc, advenant la victoire de la révolution, leur incorporation serait secondaire au sein du nouvel État. » (Zhang Yong 2002 : 107)

La vision raciale de la nation dans l'esprit de Sun Yat-sen, qui considérait les Hans comme formant une « race pure » (Dikötter 1992 : 124), a cependant pris un curieux tournant au cours de la Révolution de 1911, après qu'un groupe de plus en plus important de nationalistes modérés, composé de réformateurs constitutionnalistes (*lixian pai* 立宪派), de membres de l'ancienne bureaucratie impériale (*jiu guanliao* 旧官僚) et de révolutionnaires modérés (*wenhe geming pai* 温和革命派), commence à joindre les rangs des révolutionnaires. Ce groupe plaide en faveur d'une conception multiethnique de la nation, de la préservation de l'intégrité du territoire administré par les Qing et, dans cet esprit, prône l'adoption d'un drapeau à cinq couleurs (représentant chacune des ethnies officiellement reconnues à l'époque) pour la nouvelle république (Zhang Yong, 2002 : 111). Vers la fin de l'année 1911, Sun est nommé président intérimaire de la République de Chine et, bien qu'irrité à l'origine par l'idée du drapeau à cinq couleurs (Zhang Yong 2002 : 110), il déclare tout de même dans son discours d'entrée en fonction le 1^{er} janvier 1912 :

La base d'un État c'est son peuple. Il faut à la fois unir les territoires han, manchou, mongol, hui et tibétain pour former l'État et unir les nations han, manchoue, mongole, hui et tibétaine pour former un peuple. C'est ce qui s'appelle l'unité nationale. Au moment du soulèvement de Wuhan, une dizaine de provinces ont successivement déclaré leur indépendance. L'indépendance signifie à la fois le détachement de la Cour des Qing et l'unification de toutes les provinces, incluant la Mongolie et le Tibet. Unité

dans l'action, absence de déviation [...]. C'est ce qui s'appelle l'unité territoriale. (Sun Yat-sen cité dans Zhang Yong 2002 : 111)

Les motifs de ce changement radical vers la conception d'une république composée de « cinq races » ou d'une « nation multiraciale », pour emprunter le vocabulaire employé à l'époque, sont sans doute complexes et multiples. Il est tout de même possible de supposer qu'une raison fondamentale expliquant l'adoption d'une conception exclusivement han de la nation dans les discours de Sun et ceux d'autres révolutionnaires au début du XX^e siècle était essentiellement de puiser dans le réservoir de sentiments anti-manchous à des fins de mobilisation révolutionnaire. Une fois les objectifs de la révolution pratiquement atteints (l'Empereur abdiquera finalement le 12 février 1912), cultiver les sentiments anti-manchous n'a plus d'utilité. Par ailleurs, comme l'explique Prasenjit Duara, si la construction de l'identité han en tant que sujet national sert, à l'origine, à exclure les manchous de la « nation-race », elle n'a pu faire autrement que de menacer également les autres groupes non hans :

La plupart des grandes communautés minoritaires voyaient leur incorporation à l'empire des Qing comme étant équivalente à l'incorporation forcée des Hans : ils ne faisaient pas l'équation entre l'empire des Qing et *Zhongguo* (la Chine). Le renversement des Qing en 1911 a créé la possibilité de l'indépendance; la rhétorique du nationalisme racial la rendait urgente. En raison de leur propre équation entre race et nation, les révolutionnaires pouvaient difficilement contenir l'expansion du mouvement indépendantiste mongol, l'établissement d'une Mongolie indépendante en 1911 [...] et une situation menaçante au Tibet et au Xinjiang. C'est dans ces circonstances que Sun Yat-sen et les leaders de la nouvelle République ont cherché à suppléer leur discours racial par le discours culturaliste [discours multiethnique] de leurs ennemis - les réformateurs et la Cour des Qing elle-même (Duara 1999 : 12).

Enfin, comme on l'a vu, une fois que Sun occupe le poste de président intérimaire de la nouvelle République, il doit composer avec les groupes de réformateurs constitutionnalistes, de bureaucrates de l'ancien régime et de révolutionnaires modérés qui ont joint les rangs de la révolution tardivement, lesquels craignent la perte des immenses territoires qui faisaient partie de l'Empire

tout en s'opposant à la pensée et aux changements proposés par les révolutionnaires radicaux (Zhang Yong 2002 : 111).

En 1919, lorsque le GMD est fondé pour succéder au Parti révolutionnaire chinois (*Zhonghua geming dang* 中华革命党), fondé seulement cinq ans auparavant, Sun, à titre de chef du nouveau parti, prononce plusieurs discours sur l'avenir de la nation, notamment en 1924 dans le cadre d'une série de 16 conférences sur ses « Trois principes du peuple » (*San min zhuyi* 三民主义)³², document régulièrement retravaillé qui décrit son projet d'instauration d'un système politique républicain et démocratique en Chine (Gordon 1999 : 328). À la première conférence, présentant le premier de ses trois principes, le nationalisme, Sun continue à parler de la « race chinoise » qui, selon lui, est alors menacée d'extinction. Il définit alors le concept « nation-race »³³ « en termes de liens de sang et de langage, de mode de vie, de religion et d'habitudes en commun. » (Y.C. Wang 1966 : 320) Cette définition suggère qu'il est alors revenu à l'idée du peuple han comme étant synonyme de la nation chinoise. Il ajoute plus loin :

En ce qui concerne la nation chinoise, sa population totale est de 400 millions, on n'y trouve que quelques millions de Mongols, environ un million de Manchous, quelques millions de Tibétains et un peu plus d'un million de Turkmènes musulmans. Le total des étrangers [外来的] ne dépasse donc pas quelques millions de personnes. Par conséquent, on peut dire que la majorité des 400 millions de personnes en Chine est composée de Hans. Mêmes liens de sang, langue, religion et habitudes, il s'agit absolument d'une nation. (Sun 1924)

Le caractère anti-manchou de sa pensée nationaliste est grandement dilué lors de ces conférences et l'objet de ses préoccupations semble être désormais l'impérialisme des grandes puissances. Toujours est-il qu'à partir des années 1920, Sun paraît avoir changé d'avis sur la question de la « république des cinq races »

³² Les trois principes du peuple de Sun Yat-sen sont le nationalisme (*minzuzhuyi* 民族主义), la démocratie (*minquanzhuyi* 民权主义), et le bien-être du peuple (*minshengzhuyi* 民生主义).

³³ Même s'il distingue parfois clairement la nation de la race, à d'autres endroits Sun les confond. Par exemple, il parle de « la crainte de l'extinction de la race chinoise » (*Zhongguo bian you wang guo mie zhong zhi you* 中国便有亡国灭种之忧), et parle plus loin de la « nation chinoise » (*Zhongguo minzu* 中国民族) (Sun 1924).

dont il s'était fait l'avocat après la révolution de 1911. Durant cette période, il déclare successivement « qu'il y [a] plus de cinq races en Chine et que l'assimilation [est] une solution plus adéquate que celle des identités distinctes » puis, dans le manifeste du 1^{er} Congrès du GMD, en 1924, que tous les groupes ethniques sont égaux et que le droit à l'autodétermination doit leur être accordé, sans toutefois définir le terme (Y.C. Wang 1966 : 354). Cette incohérence sur la question de l'identité nationale chinoise et de son rapport aux minorités ethniques peut sans doute être attribuée au peu de cas qu'il faisait de ces dernières, mais également à ce qui semble être sa priorité absolue au cours des années 1920 : faire échec à l'impérialisme des grandes puissances et obtenir un statut d'égalité face à ces dernières. Dans le cadre de cette lutte contre l'impérialisme, la question des minorités lui apparaît sans doute secondaire. En effet, la Chine, qui a contribué à l'effort de guerre des forces de l'Entente durant la Première guerre mondiale, n'a tout de même pas pu récupérer les possessions allemandes sur son territoire lesquelles, en vertu du Traité de Versailles (1919), ont été remises au Japon. Ce traité a suscité une vague d'indignation chez les intellectuels et les étudiants, connue sous le nom de « Mouvement du 4 mai ». Ainsi, la pensée nationaliste de Sun se modifie selon les périodes et les objectifs politiques inhérents à celles-ci. On peut distinguer trois périodes dans l'évolution de sa vision de l'identité nationale : une vision raciale anti-manchoue avant 1911, une vision multiethnique (ou multiraciale) entre 1911 et 1920 et un retour à l'ethnie han comme sujet de la nation après 1920.

Enfin, une autre caractéristique de la pensée nationaliste de Sun Yat-sen est son bilan pessimiste de l'unité nationale. Malgré le fait qu'il soit attaché émotionnellement à la tradition et aux valeurs chinoises (Y.C. Wang 1966 : 337), il considère en même temps que la loyauté que les Chinois vouent à la famille et au clan les ont empêché de développer un nationalisme, d'où sa comparaison du peuple chinois à « du sable épars » (*yi pian san sha* 一片散沙) (Barlow 1991 : 214). D'autre part, un peu à la manière de Yan Fu, Sun considère que la « qualité » de la population chinoise n'est pas non plus suffisante pour adopter immédiatement un

système démocratique (Y.C. Wang 1966 : 344-345). Par conséquent, il propose une théorie de la révolution en trois étapes : d'abord l'instauration d'un gouvernement militaire pour unir et pacifier le pays, ensuite, une période de tutelle politique pour éduquer le peuple et, enfin, une dernière étape où le gouvernement confèrera des droits politiques au peuple (Y.C. Wang 1966 : 346).

Ainsi, pour Sun, les élites doivent non seulement inculquer à la population la notion de citoyenneté mais également une conscience nationale. Cette idée qu'il faille éduquer la population chinoise est d'ailleurs partagée par les intellectuels qui animent le Mouvement du 4 mai. Cependant, les plus proéminents intellectuels libéraux à la tête du mouvement, dont Cai Yuanpei (蔡元培) et Hu Shi (胡适), s'opposeront au régime du GMD après sa prise du pouvoir en 1927 dans la mesure où, selon eux, ce dernier utilise comme excuse la défense des droits de la nation dans l'arène internationale pour pouvoir bafouer les droits individuels à l'intérieur du pays.³⁴ Hu rejette aussi l'idée, défendue par Sun Yat-sen, d'imposer une période de tutelle politique sous la direction du GMD parce que, selon lui, cela constituerait une violation des droits humains (Zhao S. 2004 : 126).

2.2 Aux racines de l'anti-traditionalisme : les mouvements de la « nouvelle culture » et du « 4 mai »

Le Mouvement du 4 mai est en fait l'aboutissement d'une série de remous chez les intellectuels qui ont commencé avec le Mouvement de la nouvelle culture en 1915. Ce dernier mouvement est principalement le fruit d'une réaction aux Vingt-et-une demandes³⁵ imposées à la Chine par le Japon dans un climat caractérisé par

³⁴ À ce titre d'ailleurs, un autre intellectuel ayant participé activement au Mouvement du 4 mai, Lu Xun (鲁迅) rappelle à ses compatriotes la chausse-trappe du nationalisme : « faire la promotion du nationalisme ne signifie pas qu'il est mauvais d'être réduit à l'esclavage par d'autres nations, mais qu'il est préférable d'être réduit à l'esclavage par ses propres compatriotes » (cité dans Xu 2001 : 130).

³⁵ Dans ce document, le Japon, demande davantage de droits économiques pour ses sujets en Manchourie et en Mongolie intérieure, une administration conjointe (sino-japonaise) d'une imposante entreprise minière, Han-Ye-Ping (汉冶萍公司), la non aliénation de tout port ou île chinoise sur sa côte en faveur d'autres puissances étrangères que le Japon, le stationnement de policiers et de conseillers économiques japonais en Chine du nord, ainsi que des droits commerciaux considérables dans la

l'anomie, l'absence d'idéologie fédératrice, la faiblesse du gouvernement central et, après la mort en 1916 du président de la République, Yuan Shikai (袁世凯), la division du territoire chinois en plusieurs unités géopolitiques contrôlées par des « seigneurs de la guerre » (*junfa* 军阀) (Wright 2001 : 123-124). Le principal animateur du mouvement, Chen Duxiu (陈独秀), indigné par les Vingt-et-une demandes, fonde à Shanghai la revue *Jeunesse* (*Qingnian Zazhi* 青年杂志) en 1915, laquelle sera renommée plus tard *Nouvelle Jeunesse* (*Xin Qingnian* 新青年) (Wright 2001 : 125).

Dès ses débuts, la revue déclare la guerre au « confucianisme » qui, selon Chen, est responsable des problèmes que rencontre la Chine dans la construction d'un État moderne. À titre d'exemple, dans une série d'articles sur le « confucianisme », un des collaborateurs à la revue, Wu Yu (吴虞) conclut que le système éthique chinois a entravé l'essor intellectuel et contribué au développement de l'autocratie (Y.C. Wang 1966 : 309). En plus d'en appeler au démantèlement de la « boutique à Confucius », le mouvement fait également la promotion de « Monsieur Science » et de « Monsieur Démocratie ».³⁶

En 1917, Cai Yuanpei, alors recteur de l'Université de Beijing (*Beida* 北大), invite Chen à prendre en charge l'École de lettres de l'Université. Chen lui-même s'entoure d'un groupe d'intellectuels partageant ses idées anti-traditionalistes, ayant tous étudié en Occident ou au Japon et parmi lesquels on compte Li Dazhao (李大钊), Lu Xun (鲁迅) et Hu Shi. À la suggestion de Chen, ce dernier va d'ailleurs publier un article influent dans *Nouvelle Jeunesse* - « Sur la révolution littéraire »³⁷ - qui propose l'adoption de la langue vernaculaire (*baihua wen* 白话文) comme nouvelle forme littéraire en remplacement de la langue littéraire classique (*wenyan wen* 文言

région du Fujian (福建) (Spence 1999 : 281). Ces demandes ont finalement été acceptées par le président chinois Yuan Shikai (袁世凯) après que les provisions concernant le Fujian aient été retirées.

³⁶ Les mots d'ordres sont : « À bas la boutique à Confucius » (*Da dao Kong jia dian* 打倒孔家店); M. Science (*Sai Xiansheng* 塞先生) M. Démocratie (*De Xiansheng* 德先生).

³⁷ « *Wenxue geming lun* » (文学革命论).

文) (Y.C. Wang 1966 : 308). Donc, lorsqu'en 1919 l'indignation monte en Chine au sujet du Traité de Versailles, le groupe d'intellectuels radicaux de l'Université de Beijing et réuni autour la revue *Nouvelle Jeunesse* deviennent l'épicentre du mouvement de protestation qui sera plus tard nommé « Mouvement du 4 mai ».

Si les intellectuels qui ont animé les mouvements de la nouvelle culture et du 4 mai partagent l'idée selon laquelle la destruction de la culture traditionnelle constitue le seul moyen de faire de la Chine un pays riche et puissant (Zheng 1999 : 74-75) et sont tous fortement influencés par les idées occidentales, ils sont toutefois loin de s'entendre sur le plan idéologique. Par exemple, Hu Shi et Lu Xun, qui partagent l'objectif d'une simplification du langage afin de pouvoir éduquer les masses et ultimement construire un État national (*minzu guojia* 民族国家) (Zhao 2004 : 57-58), sont partagés sur l'idéologie, le premier ayant des tendances libérales tandis que le second tend vers la gauche du spectre politique. D'autres, comme Li Dazhao, vont être influencés par les idées anarchistes de Kropotkin pour finalement se tourner vers le marxisme au cours des années suivant la Révolution d'octobre (Dirlik 1989 : 4). Chen Duxiu, quant à lui, est au départ attiré par les idées libérales et prend pour modèles les démocraties occidentales (Zhao 2004 : 58). Il se convertira lui aussi au marxisme vers 1920 (Dirlik 1989 : 149; Wright 2001 : 129). Il fait d'ailleurs partie, avec Li Dazhao, du groupe qui fondera le PCC en 1921.

Malgré le fait que Chen ait consciemment répudié le nationalisme, il n'en demeure pas moins que « son ardent désir de voir la Chine renaître de ses cendres peut difficilement être expliqué en d'autres termes » (Y.C. Wang 1966 : 314). Dans un article publié dans le premier numéro de *Nouvelle Jeunesse*, les fondations nationalistes de l'anti-traditionalisme de Chen apparaissent clairement : « J'aimerais mieux assister à la ruine de notre traditionnelle 'essence nationale' (*guocui* 国粹) que de voir notre race, dans le présent et le futur, en voie d'extinction pour cause d'inaptitude à la survie » (cité dans Zhao S. 2004 : 58). Il faut aussi ajouter que lorsqu'il anime le Mouvement de la nouvelle culture, Chen n'attribue pas à l'impérialisme des grandes puissances les énormes difficultés qu'éprouve la

République de Chine mais plutôt à ses traditions « féodales », toujours omniprésentes. Ainsi, en 1918, dans la liesse suivant l'annonce de la défaite de l'Allemagne lors de la Première Guerre mondiale, Chen entend des manifestants appelant à la destruction du monument dédié à von Ketteler, personnalité allemande assassinée durant la révolte des Boxeurs. Chen publie alors un article décrivant l'attitude complaisante de ses compatriotes envers les Boxeurs. L'argument principal de cet article est que l'impérialisme, symbolisé par le monument de von Ketteler, n'était pas la cause des difficultés de la Chine mais plutôt sa conséquence. Selon Chen, c'est l'arriération intellectuelle de la Chine, symbolisée par les Boxeurs, qui a rendu possible l'érection de cet humiliant monument. Les Chinois doivent donc consacrer leur énergie à la construction d'une nouvelle société - républicaine, scientifique et athée - qui, par sa nature, permettra d'éviter ce genre d'humiliation nationale à l'avenir (Cohen 1997 : 230).

Lorsque Chen Duxiu devient secrétaire général du PCC au début des années 1920, sa vision des Boxeurs prend cependant un tournant surprenant. En effet, le 7 septembre 1924, il publie un article dans le *Xiangdao Zhoubao* (向导周报) en commémoration de la signature du Protocole des Boxeurs dans lequel il affirme que la révolte des Boxeurs est un événement tout aussi important que la Révolution de 1911 dans l'histoire chinoise moderne. Alors qu'en 1918 il condamnait les Boxeurs pour leur barbarie, leur conservatisme, leur xénophobie et leur esprit superstitieux, en 1924, Chen leur donne légitimité en affirmant que la source de leur xénophobie réside dans l'oppression et l'exploitation étrangères. La barbarie des Boxeurs n'était donc rien en comparaison de la brutalité de l'impérialisme (Cohen 1997 : 242-3). Comme l'explique Cohen, cette réévaluation de l'héritage des Boxeurs dans le discours de Chen sert à légitimer les attitudes anti-étrangères parmi ses compatriotes - qui jusqu'alors étaient considérées comme « barbares et disgracieuses » - et stimuler ainsi la lutte à l'impérialisme dont le PCC se fait alors le champion (Cohen 1997 : 244-245).

D'autre part, après leur adoption de l'idéologie marxiste-léniniste, Chen Duxiu et Li Dazhao introduisent progressivement en Chine une nouvelle conception de la nation, celle de la « nation-classe ». La première tentative d'union entre l'idée de classe et celle de nation vient de Li Dazhao, lequel, en situant la lutte des classes dans le champ des relations internationales, a fait de la nation l'unité de base de son analyse. Ainsi, les nations victimes de l'oppression impérialiste sont considérées comme appartenant au « prolétariat » international tandis que les nations impérialistes font partie de la « bourgeoisie » transnationale. « Dans ce cas, l'idée de classe [sert] à établir la position de la Chine dans le monde en tant que nation-classe distincte » (Fitzgerald 1995 : 92). Chen Duxiu va encore plus loin en se servant de la notion de classe et de l'analyse marxiste pour faire la promotion de l'unité nationale. Comme la Chine est l'hôte d'une seule nation (*Zhonghua minzu* 中华民族) qui évolue au sein d'un système socio-économique uniforme et que son économie est sujette aux lois universelles de l'histoire, Chen suggère que le prolétariat industriel du pays constitue l'agent liant de la nation toute entière. Il affirme ainsi en 1922 que la situation économique de la Chine progresse graduellement du stade agricole et artisanal vers celui de la production industrielle. Il y a donc peu de différences entre le nord et le sud puisque les mêmes différences de classe qui divisent le nord sont aussi présentes dans le sud de telle sorte que, « paradoxalement, ce sont les divisions sociales qui servent à marquer l'unité de la nation » (Fitzgerald 1995 : 93).

Le besoin de situer la question de la nation à l'intérieur du système idéologique marxiste montre que les fondateurs du PCC ont senti que, pour susciter une adhésion de masse à leur révolution prolétarienne, ils devaient absolument inscrire celle-ci au sein d'un discours de salvation nationale. Bien entendu, on peut se demander si un communiste, qui est par définition internationaliste, peut en même temps être un patriote. À cela Mao Zedong (毛泽东), disciple de Li Dazhao et membre fondateur du PCC qui, en 1949, fondera la République populaire de Chine, répond que « non seulement il peut, mais il doit l'être » (cité dans Zheng 1999 : 90).

2.3 Mao, la nation et les intellectuels (1949-1976)

L'ère maoïste (1949-1976), comme d'ailleurs toutes les périodes que nous avons couvertes dans ce survol historique, est trop riche en événements pour que nous puissions la présenter, même synthétiquement, sous une forme narrative. Ce que nous cherchons à faire ici est plutôt de proposer; dans un premier temps, une synthèse de la vision maoïste de la nation et, ensuite, de nous pencher elliptiquement sur les rapports entre l'État communiste et les intellectuels durant cette période.

Comme nous venons de le suggérer, l'internationalisme inhérent à l'idéologie marxiste-léniniste semble entrer directement en contradiction avec le nationalisme (ou le patriotisme)³⁸ mis de l'avant par Mao Zedong et le PCC. Il ne faut cependant pas oublier que les circonstances historiques - l'état de guerre civile presque constant entre le PCC et le GMD à partir de 1927 ainsi que le second conflit sino-japonais (1931-1945) - vont inciter fortement le PCC à se présenter comme le véritable défenseur de la nation chinoise. Chalmers Johnson (1962 : ix) est d'ailleurs convaincu que « l'ascension des communistes au pouvoir en Chine doit être comprise comme une forme de mouvement nationaliste ». Dans son influente étude, Johnson fait valoir que le nationalisme de masse, basé sur la mobilisation des paysans face à l'invasion japonaise, est une partie intégrante de la révolution communiste. Quelques années plus tard, Lucien Bianco (1967) écrira que la reconnaissance de l'importance du nationalisme dans la révolution communiste chinoise est maintenant devenue un lieu commun (Guang 2005 : 490). Mais comment est définie cette nation que Mao et le PCC prétendent, après la fondation de la RPC en 1949, à la fois défendre et représenter?

³⁸ La notion de « patriotisme » (*aiguozhuyi* 爱国主义) est jugée plus acceptable par les autorités communistes que celle de « nationalisme » (*minzuzhuyi* 民族主义) en raison de la connotation ethnique que cette dernière notion peu revêtir (et donc référer à ce que Liang Qichao nommait le « *xiao minzuzhuyi* »; voir *supra* p.40). Cependant, parce que le terme « patriotisme » sert à « décrire et à expliquer les caractéristiques particulières de la quête *d'identité nationale* chinoise » (Zheng 1999 : 90; emphase ajoutée), nous l'assimilons ici à une forme de nationalisme.

Dans un discours prononcé lors du vingt-huitième anniversaire de la fondation du PCC en 1949, Mao définit la nation associée à la République populaire dans les termes suivants : « [d]ans l'état actuel des choses en Chine, il y a la classe ouvrière, la paysannerie, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale » (cité dans Fitzgerald 1995 : 98). Ces quatre classes, représentées par quatre petites étoiles sur le drapeau de la RPC, sont les classes unies dans la construction de la nouvelle république « sous la direction du PCC »³⁹, lequel est représenté par une grande étoile. Les autres classes, celles des propriétaires terriens et de la bourgeoisie bureaucratique, sont exclues des insignes de l'État et des rangs du « peuple » (*renmin* 人民). Tel que spécifié dans le discours de Mao (« dans l'état actuel des choses [...] »), la composition de la nation sera cependant appelée à être modifiée. En effet, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie nationale sont éliminées comme classes après la première décennie de gouverne communiste. Ainsi, à partir de cette époque, la lutte des classes ne caractérise plus les relations au sein de la société mais plutôt « les relations entre l'État et les survivants des luttes de classes passées [...] et ont fini par être identifiées aux conflits entre des 'idéologies de classe', qui s'affrontent au sein même de la structure de l'État. » Plus tard, il n'est plus suffisant d'être né paysan ou ouvrier; ce qui compte désormais est *l'attitude de classe*, qui permet d'inclure ou d'exclure des éléments de la nation, attitude exprimée par le support à Mao Zedong lui-même (Fitzgerald 1995 : 98-99).

Comme l'explique Fitzgerald, le GMD et le PCC se percevaient comme des institutions représentant la nation jusqu'à ce que celle-ci atteigne sa propre unité (raciale ou de classe) « à travers la lutte et l'éducation politiques » (Fitzgerald 1995 : 101-102). Après la fondation de la RPC, c'est l'« État qui représente la nation » (Chatterjee 1986 : 168). En somme, « le marxisme a rendu possible une ré-

³⁹ Dans le film officiel dédié aux célébrations du 60^e anniversaire de la RPC présenté en octobre 2009, *La naissance d'une République (Jianguo daye 建国大业)*, le personnage de Mme Sun Yat-sen décrit le drapeau dans les termes suivants : « [ce drapeau] reflète la situation actuelle de la Chine : sous la direction du PCC, toutes les classes s'unissent en coeur pour construire ensemble une Chine nouvelle. » « [...] *fayin le zhongguo de shiji zhuankuang : zai Zhongguo gongchandang de lingdao xia, ge ge jieji tuanjie xiang xin, yiqi jianshe xin zhongguo* ; [...] 反映了中国的实际状况 在中国共产党的领导下, 各个阶级团结向心, 一起建设新中国].

imagination radicale de l'identité nationale en termes de classe : la classe offre ainsi un principe rationnel pour exclure de la nation les groupes sociaux qui résistent à l'expansion de l'État révolutionnaire. » (Fitzgerald 1995 : 102) La catégorie de classe dans l'assignation du contenu de la nation par l'État permet également de résoudre - du moins sur le plan rhétorique - le problème des minorités ethniques qui, dans la conception raciale de la nation, sont incluses de manière ambiguë ou carrément exclues. Enfin, comme le stipule le préambule de la constitution de la RPC, celle-ci est un « État unitaire multiethnique »⁴⁰ (Ghai 2000 : 77), ce qui signifie entre autres qu'elle revendique les territoires occupés jadis par l'État des Qing d'où, par exemple, la « libération » du Tibet en 1951 et son intégration à la « mère patrie » (Josephs, Harvey et Landergan 1999 : 36).

On peut aussi constater que, alors que les intellectuels et les lettrés réformateurs du début du XX^e siècle légitiment différents projets politiques en se posant comme les représentants de la nation chinoise (Barlow 1991 : 214), après la fondation de la RPC, les intellectuels se font retirer ce privilège. C'est en fait à partir de 1942, lors du Forum sur les arts et la littérature, que « Mao Zedong réaffirme la volonté du Parti de mettre les intellectuels à son service et leur activité créatrice au service du peuple » (Bergère 2000 : 40). Conscient de l'utilité, du pouvoir symbolique et créatif des intellectuels mais se méfiant de leurs origines bourgeoises et de leurs tendances libérales, le régime maoïste oscillera en permanence entre l'ouverture et la répression dans son rapport avec les intellectuels. Ceux-ci n'échappent pas non plus au programme de « rééducation » massive que le PCC a prévu pour l'ensemble de la société.

⁴⁰ Les termes employés dans le texte original sont les suivants : « *tongyi de duo minzu guojia* 统一的多民族国家 ». Certains auteurs, comme Ghai (2000 : 77), traduisent « *duo minzu* » par « multinational » mais comme le terme « *minzu* » peut être associé à la fois aux concepts de « nation », de « nationalité » et d'« ethnies » et que les autorités chinoises considèrent qu'il n'y a qu'une seule « nation chinoise » (*Zhonghua minzu*) et plusieurs ethnies (*minzu*) incluses dans celle-ci, nous considérons que la notion « d'État unitaire *multiethnique* » est plus appropriée pour traduire le sens du préambule de la constitution de la RPC.

Ainsi, dès 1951, la plus grande partie des intellectuels doit se soumettre à une campagne de « réforme de la pensée » (*sixiang gaizao* 思想改造), qui

[...] appelle tous les intellectuels à rejeter les valeurs traditionnelles inspirées de la tradition confucéenne, ainsi que les aspirations bourgeoises, libérales, individualistes qu'ils ont pu emprunter à l'Occident. Pour s'initier au marxisme et à la pensée de Mao Zedong, les lettrés doivent retourner à l'école et participer à de nombreux groupes d'études, réunions et débats (Bergère 2000 : 40).

La résistance de certains intellectuels sera éventuellement réprimée, notamment lors de la Campagne anti-droitière de 1957. Le dogmatisme et l'importance de la ligne de parti dans tout discours public, à leur apogée durant la Révolution culturelle (*Weng* 文革 - 1966-1976), rendront les discours politiques et les luttes entre les factions incompréhensibles à tout observateur non directement impliqué dans l'arène politique chinoise.

Si beaucoup d'intellectuels furent « rééduqués » et envoyés à la campagne durant la Révolution culturelle, le rapport entre l'État communiste et les intellectuels n'est pas uniquement caractérisé par la répression mais plutôt par des « cycles de répression-libération » (Bergère 2000 : 39). Ces cycles débutent généralement par une ouverture sur la société, laquelle « coïncide dans la pratique totalitaire chinoise avec les ruptures d'unité au sein du groupe dirigeant » (Bergère 2000 : 74). Ainsi, les affrontements entre les factions constituent une forme de brèche, exploitée par les intellectuels et autres acteurs sociaux pour effectuer leur retour dans le jeu politique.

Si la fin de la période maoïste et le retour de Deng Xiaoping aux affaires en 1978 va permettre de réhabiliter un grand nombre « d'éléments réactionnaires », mis au ban durant la Révolution culturelle et les différents mouvements de répression, il n'empêche que les « cycles de répression-libération » demeureront une caractéristique de la vie politique chinoise dans l'ère post-maoïste. En effet, en 1978, Deng lance le slogan « chercher la vérité dans les faits » (*shishi qiu shi* 实事求是), critique à peine voilée des excès idéologiques de la Révolution culturelle, qui donne le coup d'envoi au mouvement du Mur de la démocratie. Ce mouvement permettra

au leader réformiste de consolider son pouvoir et de délégitimer la faction maoïste au sein du Parti. Toutefois, lorsque Wei Jinsheng (魏京生) écrit sur une affiche en gros caractères (*dazibao* 大字报) un article intitulé la « Cinquième modernisation », qui réclame la démocratisation du régime, « Deng Xiaoping reprend ses distances par rapport à un mouvement qui déborde le cadre de la lutte des lignes et des factions » (Bergère 2000 : 167). La répression du mouvement est lancée en 1979 et Wei Jinsheng condamné à 15 ans de prison.

Malgré le fait que les « cycles de répression-libération » aient caractérisé la vie politique chinoise durant les années 1980, il n'en demeure pas moins qu'une progressive « libération de la pensée », marquée par une ouverture sur le monde extérieur et les idées occidentales ainsi qu'un renouveau de l'anti-traditionalisme caractéristique du Mouvement du 4 mai, a aussi marqué cette décennie. Cette « libération de la pensée » a non seulement conduit aux manifestations de Tian'anmen de 1989, mais également à un retour aux réflexions sur les rapports entre Orient et Occident, modernité et tradition, qui seront au centre des débats sur la nation et le nationalisme durant les années 1990.

2.4 Conclusion

Ce survol historique nous a permis de constater que la crise d'autorité de l'État dynastique et celle de la République de Chine ont donné naissance à une variété de discours centrés sur la renaissance d'une Chine puissante et prospère. Ces discours, généralement articulés dans les cercles dirigeants et intellectuels, proposent des visions de la nation chinoise et de son passé tributaires des objectifs politiques des acteurs qui les articulent. Sur fond de conflits armés, de révolutions et du démembrement de l'État chinois, la profondeur de cette crise d'autorité n'a évidemment aucune commune mesure avec celle qui prévaut en Chine au début des années 1990. En effet, après la Guerre de Corée (1950-1953) et la récupération de plus grande partie des territoires de l'Empire des Qing (à l'exception de Taiwan et de la Mongolie extérieure), la RPC n'a été engagée dans aucun conflit armé majeur.

L'écroulement de la vision du monde sino-centré causé par le choc avec les puissances occidentales avait créé un vide idéologique, progressivement comblé par des discours nationalistes. De la même manière, les excès de la Révolution culturelle, qui avaient provoqué une démaoïsation partielle au cours des années 1980, ont eux aussi entraîné un vacuum idéologique et, en quelque sorte, sapé la légitimité du PCC. Au début des années 1990, ce dernier a partiellement comblé ce vide avec un discours patriotique renouvelé. Mais peut-on pousser le parallèle historique jusqu'à observer la naissance de discours nationalistes qui, comme ceux des révolutionnaires au début du XX^e siècle, proposent une vision de la nation en complète contradiction avec le discours officiel? C'est ce que nous examinerons dans le prochain chapitre.

CHAPITRE III

LA MONTÉE DU NATIONALISME DANS L'APRÈS TIAN'ANMEN

Peu après la répression de Tian'anmen en 1989, considérant sa légitimité considérablement affectée par les événements, le PCC a jugé bon de lancer une campagne d'éducation patriotique (CEP). Au cours des années suivantes, de nombreux intellectuels se sont impliqués dans les débats sur la nation, sa culture, son passé et son avenir. Contrairement aux années 1980 cependant, l'anti-traditionalisme n'est plus de mise. À partir de 1996, le nationalisme devient également un objet de consommation de masse avec des ventes record enregistrées par l'ouvrage nationaliste *La Chine peut dire non*. Nous verrons donc dans ce chapitre dans quel contexte s'articulent ces discours et comment ils se construisent les uns par rapport aux autres. Nous débuterons par un bref exposé sur la constitution du corpus de textes et les méthodes d'analyse. Ensuite, les principaux éléments de contenu du discours officiel, tels qu'articulés à travers la campagne d'éducation patriotique, seront établis. Enfin, le discours officiel et les discours des intellectuels seront examinés sous trois périodes distinctes : la genèse de la campagne d'éducation patriotique (1989-1994), la crise du détroit de Taiwan (1995-1996) et, finalement, les débats sur l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade (1997-1999).

3.1 Constitution du corpus et méthodes d'analyse

Une grande quantité de textes sur la nation et le nationalisme ont été produits par les intellectuels chinois au cours des années 1990. Constituer un corpus réduit mais qui demeure représentatif des principales tendances n'a donc pas été une tâche facile. Dans un premier temps, il a fallu identifier ces tendances, lesquelles sont recensées dans la littérature secondaire. Examinons donc les différentes typologies présentes dans la littérature.

D'abord, il y a celle de Xu Ben (2001 :126-130) qui dénombre, outre le discours officiel, cinq tendances chez les intellectuels: un *nationalisme stato-centré*, se distinguant du nationalisme officiel et prenant ses sources dans un discours néo-autoritaire (*xin quanweizhuyi* 新权威主义) apparu au cours des années 1980, lequel a pris un tournant nationaliste au début des années 1990, surtout dans les écrits de Xiao Gongqin (萧功秦); un *nationalisme culturel* qui préconise un rejet de la modernité occidentale, de ses modèles de développement et milite pour le passage à une « sinité » (*zhonghuaxing* 中华性; littéralement: caractère chinois) post-moderne, courant surtout représenté dans les milieux littéraires et dont Zhang Fa (张法), Zhang Yiwu (张颐武) et Wang Yichuan (王一川) sont des représentants; un *nouveau nationalisme anti-impérialiste*, principalement axé sur les questions politiques et économiques internationales, représenté par les auteurs de *La Chine peut dire non* et Shi Zhong (石中) (pseudonyme de Wang Xiaodong - 王小东); un *nationalisme populaire-civique*, dont Zhang Xudong (张旭东) est l'avocat, qui avance l'idée selon laquelle l'apparente symbiose entre le nationalisme et la culture populaire met de l'avant une nouvelle conscience civique; enfin, un *nationalisme libéral* qui argue que le respect de la nation chinoise à l'échelle internationale passe d'abord par le respect des droits individuels à l'intérieur du pays, cette tendance étant principalement représentée par Qin Hui (秦晖). Dans un article publié quelques années plus tard, Xu (2006) reprend les mêmes catégories mais écarte celle du *nationalisme libéral*.⁴¹

⁴¹ Il est possible de spéculer sur les raisons de cet abandon. Ce qui semble le plus vraisemblable c'est que, dans son article de 2001, Xu aurait utilisé cette catégorie pour répondre aux idées de Zhang Xudong qui, comme lui-même, est professeur de littérature comparée aux États-Unis. Xu est un libéral qui croit que les intellectuels chinois doivent faire le lien entre dignité nationale et individuelle, autrement dit, tout en défendant la dignité nationale, ne pas fermer les yeux sur l'autoritarisme qui prévaut en Chine. Or l'idée centrale défendue par Zhang Xudong (1998) est que l'apparente symbiose entre la culture populaire et le nationalisme met de l'avant une nouvelle conscience civique en Chine. Il en profite pour attaquer au passage les « intellectuels libéraux » (il cite Xu) pour leur manque apparent d'engagement pour la démocratie et leur élitisme. L'article de Xu (2001) peut donc être vu comme une réponse à Zhang et le motif de l'intégration d'une catégorie « nationalisme libéral » peut être perçu comme une volonté de défendre les idées libérales attaqués par Zhang. Notons également que Zhang ne semble pas être cité ailleurs dans la littérature sur le nationalisme chinois et que le seul article de ce dernier auquel réfère Xu a été publié en anglais; il n'était donc pas destiné au public chinois.

Zhao Suisheng (1997) a élaboré une typologie qui comprend deux grandes mouvances : une tendance *néo-conservatrice*, plus ou moins équivalente au nationalisme stato-centré identifié par Xu Ben et qui prend aussi ses sources dans le néo-autoritarisme des années 1980; Zhao mentionne notamment Xiao Gongqin, He Xin, Wang Shan (王山), Wang Shaoguang (王绍光), Hu An'gang (胡鞍钢) et quelques autres comme principaux auteurs néo-conservateurs; une tendance *nationaliste culturaliste*, qu'il subdivise en trois écoles de pensée, une école « anti-occidentale » (représentée par Zhang Yiwu et Chen Xiaoming - 陈晓明) inspirée par les travaux d'Edward Said sur la question de l'« orientalisme » (voir Said 1978), une « nouvelle gauche » (*xin zuopai* 新左派) qui propose une troisième voix dans la modernisation, au-delà du socialisme et du capitalisme (représentée par Cui Zhiyuan - 崔之元) et une troisième école, représentée par Sheng Hong (盛洪), qui a formulé une critique virulente de la civilisation occidentale dans un article publié dans la revue *Stratégie et Gestion*. Comme cette typologie est tirée d'un article publié en 1997, Zhao parle de Wang Xiaodong (alias Shi Zhong) et de *La Chine peut dire non* mais ne les associe pas à une tendance en particulier. Par contre, dans sa monographie sur le nationalisme en Chine (Zhao S. 2004 : 138), il en traite dans un chapitre sur le *nationalisme libéral*, lequel aurait été à son apogée au cours des années 1980 et aurait pris un tournant « géopolitique » et « culturel » au cours des années 1990.

D'autres auteurs font mention de certaines tendances des discours sur la nation et le nationalisme chez les intellectuels chinois sans pour autant créer des catégories exclusives. Par exemple, Zheng Yongnian (1999) parle d'une *nouvelle gauche* et de *discours sur la civilisation* qui se distinguent du discours officiel et qui, toutes deux, incluent des auteurs classés dans d'autres tendances chez Xu et Zhao. Par exemple, Xiao Gongqin, classé comme un néo-conservateur par Zhao et un néo-autoritaire par Xu, participe aux débats de la « nouvelle gauche » et au « discours sur la civilisation », selon Zheng. Le cas le plus problématique est sans doute celui de Wang Xiaodong, qui est considéré comme faisant partie d'un « nouveau

nationalisme anti-impérialiste » selon Xu (2006 : 56; 2001 : 128), est associé au « nationalisme libéral » par Zhao (2005 : 138) et, finalement, est identifié à la « nouvelle gauche » chez Zheng (1999 : 59).

Après avoir recensé ces différentes typologies, il apparaît clairement que classer les auteurs en tendances ou catégories distinctes peut poser certaines difficultés. Pour faire correspondre un auteur à une catégorie en particulier, on met l'accent sur un aspect de sa pensée sans tenir compte d'autres aspects ou encore on crée une catégorie pour un seul auteur lorsqu'il s'avère inclassable, comme c'est le cas pour Sheng Hong (dans la typologie de Zhao) ou Zhang Xudong (dans la typologie de Xu). Cependant, ces typologies donnent tout de même une idée des grandes mouvances chez les intellectuels, même si celles-ci peuvent potentiellement se recouper à l'intérieur de la pensée d'un même auteur. Nous retiendrons les trois mouvances suivantes : *néo-autoritarisme* (ou néo-conservatisme)⁴², *nationalisme culturel* et *anti-impérialisme* (ou tendance géopolitique). La mouvance libérale a été écartée dans la mesure où elle est complètement absente chez Zheng et a été abandonnée par Xu dans un article plus récent. Zhao, quant à lui, ne fait aucune référence à cette catégorie dans son article publié en 1997, puis inclura les « nationalisme culturel » et « géopolitique » dans la grande catégorie du « nationalisme libéral » dans son ouvrage de 2004 et un article publié en 2005. On peut en déduire que, pour Zhao, tous les intellectuels qui produisent des discours moindrement en rupture avec la rhétorique officielle sont des « intellectuels libéraux » (Zhao S. 2004 : 147) . Par conséquent, cette définition est trop large pour constituer une mouvance en soi⁴³. De plus, des auteurs qu'il classe comme libéraux, dont Wang Xiaodong, attaquent eux-mêmes les « intellectuels libéraux » dans certaines publications (Fang, Wang, Song et al. 1999). Nous avons également laissé

⁴² Zheng (1999 : 60) parle aussi d'un « nouveau conservatisme » mais il le classe à l'intérieur du courant de la « nouvelle gauche ».

⁴³ Ajoutons que pour critiquer *La Chine peut dire non*, un groupe d'intellectuels libéraux a publié un ouvrage collectif intitulé *Comment la Chine fait face à l'Occident (Zhongguo ruhe miandui xifang 中国如何面对西方)* (Hong Kong : Mirror, 1997). Cependant, en raison du climat politique de l'époque, le livre n'a pas pu être publié sur le continent (Yan 2002 : 47). On peut donc douter de l'existence d'une importante mouvance nationaliste libérale au cours des années 1990.

tombé les sous-catégories (celles du « nationalisme culturel » chez Zhao 1997) et les catégories contenant un seul auteur qui, par définition, ne peuvent représenter des grandes tendances.

Pour tenter de concilier les contraintes reliées à ce mémoire et notre volonté de constituer le corpus le plus représentatif possible, les textes d'un seul auteur pour chacune des trois grandes mouvances identifiées dans la littérature secondaire seront analysés. Les auteurs choisis sont tout simplement ceux qui ont été recensés le plus fréquemment dans la littérature. En procédant de la sorte, nous aurons un échantillonnage relativement représentatif sans évidemment pouvoir prétendre à l'exhaustivité. Il faut également ajouter que les auteurs ayant produit des textes tout au long des années 1990 ont été privilégiés. Pour la *mouvance néo-autoritaire*, notre choix s'est arrêté sur Xiao Gongqin⁴⁴, professeur d'histoire à l'Université Normale de Shanghai. Il a publié des articles qui couvrent toute la période de notre recherche. Pour la *mouvance culturelle*, le choix a été plus difficile en raison du fait que la plupart des auteurs, appartenant principalement au milieu littéraire, n'ont publié que très peu d'articles qui traitent directement des questions liées à la nation et au nationalisme. Nous avons finalement choisi Zhang Yiwu qui, en plus d'avoir publié avec deux collègues l'un des « articles fondateurs » (Xu 2006 : 57) du nationalisme culturel (Zhang F., Zhang Y. et Wang 1994), en a également publié deux autres sur des questions connexes. Enfin, pour représenter la *mouvance anti-impérialiste*, nous avons opté pour les textes de Wang Xiaodong. Ce membre de la rédaction de la revue *Stratégie et Gestion* de 1993 à 1998 a publié plusieurs articles sur la question du nationalisme (de 1993 à 1999) en plus d'avoir collaboré à la publication d'un ouvrage collectif (Fang, Wang, Song et al. 1999) avec Song Qiang, l'un des principaux auteurs de *La Chine peut dire non*.⁴⁵

⁴⁴ Xiao est d'ailleurs associé formellement à cette mouvance dans une entrevue publiée sur un site chinois de nouvelles en avril 2009. Voir He (1^{er} avril 2009).

⁴⁵ Plus récemment, Wang a collaboré à un autre *best-seller* nationaliste, *La Chine mécontente* (*Zhongguo bu gaoxing* 中国不高兴), publié en mars 2009 aux Presses populaires du Jiangsu (*Jiangsu renmin chubanshe* 江苏人民出版社).

Utiliser les catégories discursives présentées jusqu'ici pose cependant de nombreuses difficultés. Par exemple, Xu (2001 : 131) assigne une position à chacune des catégories qu'il a identifiées dans un spectre où les approches stato-centrée et libérale occupent les extrêmes, l'une agissant comme conseiller du régime et l'autre comme son opposant. Donc, en utilisant cette méthode d'analyse, le rapport à l'État et au discours officiel d'un auteur est déterminé par son appartenance à une catégorie, ce qui réduit la possibilité de rendre compte des variations subtiles à l'intérieur même du discours d'un auteur. De plus, pour en arriver à situer chacune des catégories discursives par rapport au discours officiel, il faut établir une fois pour toutes le contenu de chacune d'entre elles et du discours officiel en faisant plus ou moins abstraction de leurs évolutions respectives. C'est pour cette raison que bien que chacun des auteurs choisis aient été associé à une mouvance, nous n'utiliserons pas ces dernières comme catégorie d'analyse.

En ce qui concerne le discours officiel, la tâche sera plus aisée. Pour avoir une idée précise de ce dernier, notamment des discours de Deng Xiaoping et de Jiang Zemin (江泽民)⁴⁶ et à plusieurs sources secondaires, telles que des analyses générales de la CEP et de certains aspects plus précis de cette campagne (Callahan 2006; Vickers 2007; Wang 2005; Zhao S. 1998) ainsi que des sources plus générales (Anagnost 1997; Chan 2005; Chen 1995; Gries 2004; Guo 2004; Fitzgerald 1995; Xu 2001, 2006; Zhao S. 2004, 2005; Zheng 1999).

Pour rendre compte des différents aspects de ce discours, un cadre d'analyse proposé par Abdelal et al. (2006) pour examiner le contenu des identités sociales sera employé. Le contenu d'une identité sociale y est divisé en quatre catégories non mutuellement exclusives : *normes constitutives*, *finalités sociales*, *comparaisons relationnelles* avec d'autres groupes et *modèles cognitifs*. Les normes constitutives se réfèrent aux règles, formelles ou informelles, qui déterminent l'appartenance au groupe; les finalités sociales aux buts assignés à ce groupe; les comparaisons

⁴⁶ Jiang Zemin était le secrétaire général du PCC de 1989 à 2002, président de la RPC de 1993 à 2003 et président de la Commission militaire centrale de 1989 à 2004.

relationnelles à l'identification, positive ou négative, par rapport à d'autres groupes; et les modèles cognitifs aux visions du monde du groupe. (Abdelal et al. 2006 : 696). Ce cadre servira à l'esquisse des grandes lignes du discours officiel. Cependant, c'est lorsque nous procéderons à l'analyse des discours des intellectuels que nous serons à même de relever l'évolution et les éléments plus circonstanciels du discours officiel de même que certaines contradictions au sein des organes dirigeants du PCC au sujet de la nation et du nationalisme. Pour ce faire, nous nous appuyons principalement sur les recherches de Fewsmith (2001), qui a analysé en détail le rôle des personnalités politiques et le jeu des factions dans les hautes sphères de l'État-Parti durant la période qui nous intéresse.

3.2 Le discours officiel

Avant d'aborder directement les éléments de contenu du discours nationaliste officiel, dont les fondements peuvent être puisés dans la campagne d'éducation patriotique, il importe de dépeindre brièvement son contexte d'émergence. Tel qu'évoqué en introduction, les années 1980 ont été le théâtre d'une « fièvre culturelle » parfois même nommée « fièvre de l'apprentissage occidental » (*xixue re* 西学热). Durant cette période, Deng Xiaoping lance une campagne pour critiquer et « réévaluer » l'un des piliers idéologiques du régime, la pensée de Mao Zedong. Son intention est essentiellement de lever tous les obstacles idéologiques et psychologiques pouvant entraver les réformes économiques (Zhao S. 1998 : 288).

Or le climat de l'époque, combiné à cette campagne, engendre un discrédit inopiné de l'idéologie officielle, particulièrement chez les jeunes intellectuels, phénomène identifié dans la littérature à une « triple crise de confiance » (*sanxin weiji* 三信危机)⁴⁷ (Chen 1995; Wang 2005; Zhao S. 1998, 2004). Comme l'idéologie officielle perd de son attrait, certains intellectuels se tournent progressivement vers les idées libérales au point de finalement demander une réforme démocratique à l'occidentale. La « triple crise de confiance » évolue donc en un mouvement pour la

⁴⁷ Crise de confiance envers le socialisme, le Marxisme et le Parti.

démocratie, lequel débouche ultimement sur les manifestations de masse du printemps 1989. Dans cette perspective, l'« incident de Tianan'men » peut être vu comme un résultat de la faillite de l'idéologie officielle. En effet, explique Zhao, alors que le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong s'effacent de l'avant-scène, le Parti est incapable de les remplacer, si ce n'est par des slogans tels que « s'enrichir est glorieux » (*zhifu guangrong* 致富光荣) et « chercher la vérité dans les faits ». Dans ces circonstances, lorsque les réformes économiques occasionnent des problèmes tels que de l'inflation et le chômage, il n'y a ni idéologie, ni vision à long terme permettant de justifier auprès de la population le fait d'endurer ces difficultés (Zhao S. 1998 : 289).

Peu après la suppression du mouvement, le Parti a commencé à examiner le passé récent afin de trouver et de comprendre les racines de l'incident. Tirant ses conclusions de cet exercice, Deng Xiaoping en est arrivé au constat qu'une des plus graves erreurs qu'a commise le PCC est de n'avoir pas accordé suffisamment d'attention à l'éducation idéologique :

J'ai mentionné à nos hôtes étrangers que, dans les dix dernières années, notre plus grave erreur a été de négliger le domaine de l'éducation, principalement l'éducation idéologique et politique - pas simplement chez les étudiants mais aussi dans la population en général. Nous ne leur en avons pas dit suffisamment à propos du besoin de lutter, à propos de ce que la Chine était dans le passé et du genre de pays qu'elle est appelée à devenir. Il s'agit d'une sérieuse erreur de notre part (Deng 1990a).

Ajoutons que le climat spécifique de l'après-1989 suscite une recrudescence du nationalisme qui s'inscrit dans la continuation d'une logique d'affrontement et de conflit. « Confrontée aux griefs intérieurs, aux remontrances occidentales ainsi qu'à l'érosion du système communiste en Europe de l'Est, la légitimité politique et idéologique de l'État se voit mise en cause par des facteurs défavorables, intérieurs comme extérieurs » (Zhang Y. 2001 : 136; Whiting 1995 : 296). Voilà donc, très sommairement, le contexte dans lequel l'idée de lancer une campagne d'éducation patriotique prend forme. Comme nous l'avons vu en introduction, cette campagne vise un très large public puisqu'elle est introduite dans le système d'éducation, les

systèmes de l'État et du Parti, les sites commémoratifs (musées, monuments, etc.) les médias, la culture populaire et les commémorations officielles (Wang Z. 2005 : 113-117).

3.2.1 Normes constitutives

Tout d'abord, le nationalisme officiel met à l'avant-plan une appartenance *politique* au groupe. On peut le saisir en examinant la signification littérale du terme « patriotisme » (*aiguo zhuyi* 爱国主义). L'expression « *aiguo* », qui signifie littéralement « aimer l'État ou le pays » fait correspondre les frontières de la nation avec celles de l'État. Pour cette raison, le patriotisme dont le Parti fait la promotion peut être compris comme comportant une conception stato-centrée de la nation et du nationalisme (Zhao S. 1998 : 290). Par voie de conséquence, font partie de la nation tous les citoyens de la République populaire de Chine, chinois ethniques (Hans, 91,5% de la population)⁴⁸ et ethnies minoritaires (N=55; 8,5% de la population)⁴⁹ comprises. Bref, selon le discours officiel, bien que la Chine soit composée de 56 ethnies, il n'y a qu'une nation qui les englobe toutes (Chan 2005 : 343). Le thème de l'unité est d'ailleurs au centre de ce discours, sur un fond de collectivisme qui subsume les choix individuels : « [l]e nationalisme officiel réclame loyauté, engagement et dépassement de l'individu. L'adhésion à la nation ne dépend pas du choix individuel mais du destin collectif » (Xu 2006 : 52).

Ces thèmes de l'unité nationale et de l'intégrité territoriale qui sont au centre du discours nationaliste officiel permettent, comme on peut aisément le concevoir, de lutter contre les nationalismes ethniques, en particulier ceux qui représentent un danger de sécession dans des régions frontalières stratégiques. Ajoutons que

⁴⁸ Ces chiffres sont tirés du recensement de 2000. Le ratio Han/minorités est à peu près le même au cours des années 1990. Source : CIA World Factbook [en ligne] : <<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/ch.html>> (consulté le 12 septembre 2009).

⁴⁹ C'est en 1954, que les autorités de République populaire de Chine ont amorcé un projet de classification des ethnies minoritaires (*shaoshu minzu* 少数民族). Ce processus de classification a finalement aboutit au nombre de 55 ethnies minoritaires - considérable en comparaison des cinq groupes ethniques reconnus à la fin des Qing et durant la période républicaine. Sur ce sujet, voir le numéro spécial de *China Information* (2004), vol.18, n°2 (juillet).

l'espace territorial occupé par les minorités nationales compte pour 64% du territoire de la RPC. Il est donc d'une nécessité vitale, pour la cohérence du discours et l'unité de la nation, de rejeter l'idée selon laquelle l'histoire et la culture chinoises soient exclusivement celles des Hans (Zhao S. 1998 : 291). Un des problèmes avec cette conception de la nation réside dans le fait que, jusqu'au début des années 1990, beaucoup de héros nationaux étaient des Hans ayant lutté contre les minorités ethniques, dont Yue Fei (岳飞), qui a combattu les Nüzhen (女真) (qui sont les ancêtres de l'ethnie manchoue) ou encore Wen Tianxiang (文天祥) qui, vers la fin de la dynastie des Song (960-1279), a résisté à l'avancée des Mongols. Pour les besoins de l'unité nationale, ces héros ont dû être retirés des livres d'histoire (Chan 2005 : 349)⁵⁰ et l'on a même déniché de « nouveaux héros » au sein les figures historiques des minorités nationales ayant contribué au caractère multiethnique de la Chine, parmi lesquels on compte nul autre que Kubilaï Khan (petit-fils de Gengis Khan), fondateur de la dynastie Yuan (Zhao S. 2004 : 237-38).

Le thème de l'unité nationale touche également à la question de Taiwan. À ce titre, des directives spécifiques ont été adressées en 1994 aux professeurs afin qu'ils enseignent correctement le patriotisme à leurs étudiants. Comme le détaillent ces directives, la notion de « réunification pacifique » ainsi que la théorie « un pays, deux systèmes » doivent être enseignées (Zhao S. 1998 : 293). Donc, depuis que Macao et Hong Kong ont été rétrocédés en 1999 et 1997, respectivement, Taiwan demeure le seul territoire non politiquement rattaché à la RPC qui, selon ses dirigeants, fait tout de même partie de la nation chinoise. En somme, les règles d'appartenance à la nation, selon le discours officiel, sont essentiellement politiques et peuvent se résumer à la citoyenneté (sauf dans le cas des taiwanais, qui ne sont pas citoyens de la RPC). Il semble également que ce soit seulement l'histoire commune au sein de la même unité politique, l'Empire du Milieu, qui fasse de tous les groupes

⁵⁰ Cependant, l'auteur de ces lignes a pu constater, lors d'un passage au temple de Yue Fei à Hangzhou en 2008 que la plaque commémorative mentionne toujours qu'il est un « héros national ».

ethniques reconnus par la RPC une seule et même nation, comme en témoigne d'ailleurs l'élévation de Kubilaï Khan au statut de héros national.

En revanche, beaucoup d'éléments de la culture traditionnelle chinoise (qui est essentiellement han) sont ajoutés au cursus scolaire et aux célébrations officielles comme partie intégrante de l'éducation patriotique (Zhao S. 1998 : 294). Un exemple probant de ce type de récupération culturelle par l'État à des fins nationalistes est celui de l'« Empereur Jaune » (*Huang di* 黄帝), ancêtre mythique de l'ethnie han dont la tombe, restaurée durant les années 1990, est devenue patrimoine par excellence de l'État. « De grande cérémonies [y] furent organisées en présence d'officiels de haut rang de façon à renforcer l'«esprit national' » (Xu 2006 : 53). Ce retour du mythe de l'Empereur Jaune, banni entre 1949 et les années 1980 en tant que « superstition féodale » (Sautman 1997 : 18), est depuis les années 1990 clairement encouragé par les autorités centrales et locales en ce sens qu'il a un rôle instrumental dans le rapprochement entre les deux rives du détroit de Taiwan. Ainsi, plus récemment, une délégation taiwanaise composée de membres du GMD a visité le mausolée de l'empereur mythique à Huangling (黄陵), dans la province du Shaanxi (陕西). Parmi les personnages importants présents à cette cérémonie, on comptait Xu Jialu (许嘉璐), vice-président du Comité central de l'Assemblée nationale populaire (ANP) et, du côté taiwanais, John Chiang Hsiao-yen membre du Comité central du GMD et petit-fils de Chiang Kai-shek⁵¹. Durant la cérémonie, Chiang Hsiao-yen a déclaré :

Les peuples des deux côtés des rives du détroit de Taiwan sont Chinois. Rien ne peut, ni ne doit les séparer [ils ont] la même racine, [sont] du même clan et [ont] le même ancêtre. Le sang est toujours plus dense que l'eau. (*China Daily* 6 avril 2005)

Dans cette logique de rapprochement entre les deux rives du détroit de Taiwan, les gouvernements central et locaux de RPC ainsi que des entreprises et des

⁵¹ Successeur de Sun Yat-sen à la tête du GMD, Chiang Kai-shek dirigeait toujours la formation politique lorsque, défait par les forces du PCC durant la guerre civile (1945-1949), le GMD s'est replié sur l'île de Taiwan pour y installer la République de Chine.

individus ont dépensé 130 millions de yuan⁵² entre 1992 et 2005 pour la restauration du mausolée de l'Empereur Jaune (*China Daily* 6 avril 2005). Deng Xiaoping a lui-même affirmé que le désir de réunification avec Taiwan « prend racine dans le cœur des descendants de l'Empereur Jaune » (cité dans Sautman 1997 : 19). Même si ce symbole d'unité est officiellement associé à l'ensemble des ethnies qui sont incluses dans la RPC, il n'empêche qu'officieusement les minorités qui ne ressemblent pas physiquement ou culturellement aux Hans ne sont pas considérées comme étant des descendants de l'Empereur Jaune par ces derniers. De surcroît, des intellectuels faisant partie des minorités ethniques, et même ceux qui acceptent le discours nationaliste officiel, contestent ce mythe (Sautman 1997 : 19-20).

Ces observations montrent que l'inclusion de toutes les ethnies résidant en RPC au sein de la « nation chinoise » est hautement problématique. Le double discours officiel apparaît clairement lorsqu'il s'agit de la réunification avec les « compatriotes » (*tongbao*, 同胞) de Taiwan, laquelle est fondée sur des arguments essentiellement ethniques, voire raciaux. Jiang Zemin a ainsi déclaré en 1993 que « les Chinois des deux rives du détroit de Taiwan sont de la *même race* et parlent la *même langue* » (cité dans Sautman 1997; emphase ajoutée). Un autre aspect problématique de l'appartenance politique à la nation est le terme « Chinois » (*Zhongguo ren* 中国人). Alors que ce terme peut désigner toutes les ethnies qui vivent en RPC et les Hans qui vivent à l'extérieur de la RPC, les Tibétains, les Mongols, les Ouïgours, etc. qui vivent à l'extérieur du pays ne sont pas considérés comme étant Chinois (Windrow 2005 : 418). En somme, l'appel à l'unité de la nation dans le discours officiel comporte des ambiguïtés indéniables en ce sens qu'il a recours à la fois à l'appartenance à une unité politique et à une appartenance ethnique, fondée sur des mythes de descendance.

⁵² C'est-à-dire environ 20 million de dollars canadiens au taux de change actuel (octobre 2009).

3.2.2 Finalités sociales

Comme le mentionne Wang Zheng (2005 : 149) le contenu de l'histoire participe clairement au processus de définition des buts et de la finalité de la nation. Nous l'avons vu dans le second chapitre, « l'humiliation » de la Chine à partir des Guerres de l'opium est centrale à la formation de discours nationalistes qui se développent au tournant du XX^e siècle. Si la question de « l'humiliation nationale » (*guochi lun* 国耻论) n'est pas nouvelle, il n'en demeure pas moins que, selon les archives de la Bibliothèque nationale de Chine, aucun livre sur le sujet n'a été publié entre 1947 et 1990. À partir de 1990, par contre, plusieurs ouvrages et articles liant l'humiliation nationale à l'éducation patriotique ont été publiés. De surcroît, au lieu de commémorer le premier anniversaire de « l'incident de Tian'anmen » au printemps 1990, on a plutôt commémoré le cent cinquantième de la Guerre de l'opium (Callahan 2006 : 186-187). La campagne d'éducation patriotique articule donc l'histoire en termes de « gloires choisies » et de « traumatismes choisis » avec l'avenir de la nation, afin d'assigner un rôle directeur au PCC : mettre fin à l'humiliation passée et restaurer la grandeur de la nation (Wang Z. 2005 :142). Ainsi, le développement devient un objectif national : la transformation en un pays moderne et puissant constitue un effort collectif qui implique tous les territoires et les peuples compris dans l'État (Zhao S. 1998 : 291).

Qui plus est, cette finalité assigne une identité au PCC, laquelle justifie son rôle directeur, puisque c'est lui qui aurait mis un terme au « siècle d'humiliations » en fondant la RPC en 1949. En effet, le discours officiel du patriotisme met l'accent sur le fait que c'est le Parti qui a mis fin aux traités inégaux avec les puissances occidentales, à tous les privilèges associés à l'impérialisme dans le pays, à l'histoire de la diplomatie humiliante et a sauvegardé avec efficacité la souveraineté et la sécurité de l'État ainsi que la dignité nationale (Wang Z. 2005 : 142). Pour toutes ces raisons, le Parti doit être considéré comme l'unique défenseur de la souveraineté et des intérêts nationaux. De plus, comme le PCC demeure par définition un parti communiste, même s'il exploite extensivement les « reliques culturelles » de la

Chine traditionnelle à des fins d'éducation patriotique⁵³, l'objectif de modernisation doit demeurer dans le cadre du socialisme. De fait, un des objectifs prévu dans le « Plan de mise en oeuvre de l'éducation patriotique » publié en 1994, est de rallier les passions patriotiques des masses afin de construire le « socialisme aux caractéristiques chinoises »⁵⁴ (Callahan 2006 :186).

3.2.3 Comparaisons relationnelles

Les éléments de comparaison relationnelle inclus dans le discours officiel sont aussi nettement liés à l'histoire, particulièrement à l'histoire de l'impérialisme en Chine. Ainsi, le monde peut être divisé en deux groupes d'États, ceux qui ont malmené la Chine dans le passé, c'est-à-dire la plupart des pays développés, et ceux qui ont vécu sensiblement la même expérience historique ou les pays faisant partie de ce qu'on nommait jusqu'à récemment le « Tiers monde ». À ce titre, un extrait du discours de Jiang Zemin au XVI^e Congrès du PCC en novembre 2002 est très révélateur:

Nous allons continuer *d'améliorer* et de *développer* nos *relations* avec les pays développés. En considérant les intérêts fondamentaux des peuples de tous les pays concernés, nous allons élargir les points de convergence, les intérêts communs et régler convenablement les différends en se basant sur les Cinq principes de la coexistence pacifique et ce, nonobstant les différences de systèmes sociaux et idéologiques. Nous allons continuer *d'accroître* la *solidarité* et la *coopération* avec d'autres pays du Tiers monde, d'approfondir la compréhension et la confiance mutuelles et de renforcer l'aide et le support mutuels. (cité dans Wang Z. 2005 : 143; emphase ajoutée)

Afin de saisir comment est conçue la relation de la Chine avec les deux catégories de pays, on doit accorder une attention particulière aux différents mots choisis dans le discours de Jiang. Lorsqu'il s'agit de la relation avec les pays développés, il utilise *améliorer* et *développer*, tandis qu'il parle de continuer

⁵³ Nous référons ici au titre du document fondateur de la campagne d'éducation patriotique, publié en 1991 : *Consigne à propos de l'exploitation extensive des reliques culturelles à des fins d'éducation patriotique et de tradition révolutionnaire*. (Zhao 1998 : 292).

⁵⁴ « *You zhongguo tese de shehuizhuyi* » (有中国特色的社会主义).

« d'accroître la solidarité et la coopération avec d'autres pays du Tiers monde » (Wang Z. 2005 : 143). Il y a donc clairement une identification formelle avec ce qu'il nomme le Tiers monde, la Chine en faisant clairement partie. Par conséquent, on peut en déduire que l'Autre est le pays développé, l'ex-colonisateur, l'Occident. Il faut cependant nuancer. La construction d'un Autre ne signifie pas sa pure et simple « démonisation » mais sert plutôt de stratégie pour définir ce qui est spécifiquement chinois, stratégie que Zhang Yinde (2001 : 137) nomme une « autoréférentialité à structure comparative ». Ainsi, au cœur de la campagne d'éducation patriotique, outre l'enseignement de l'histoire, il y a l'enseignement des « conditions nationales » (*guoqing* 国情 - littéralement, la situation du pays) (Callahan 2006 : 186). Cet enseignement sert à détailler les caractéristiques et les réalités de la Chine - notamment l'arriération économique et la piètre « qualité » (*suzhi* 素质)⁵⁵ des masses paysannes (Anagnost 1997 :75) mais aussi une éthique « confucéenne » plus collectiviste - afin de démontrer leur incompatibilité avec les valeurs de la modernité occidentale (Zhao S. 1998 : 293).⁵⁶

C'est d'ailleurs dans le même esprit que les autorités de la RPC ont endossé le discours sur les « valeurs asiatiques », en vogue durant les années 1980-1990 et principalement défendu par Mahatir bin Mohammed, Premier ministre de Malaisie (1981-2003), et Lee Kwuan-Yew, son homologue de Singapour (1959-1990). Bien que le concept englobe des systèmes de valeurs très différents les uns des autres (« confucéen », bouddhiste, islamique), il a l'utilité de justifier une opposition entre Orient et Occident et de rejeter certaines valeurs occidentales telles que les droits humains et la démocratie qui, pour ses propagateurs, ne sont pas universelles puisqu'elles sont incompatibles avec les « valeurs asiatiques » (Dirlik 1996 : 10). Ce

⁵⁵ On peut voir ici une résonance avec les discours de Sun Yat-sen et celui de Yan Fu (voir chap. 2). Sun Yat-sen justifiait d'ailleurs son idée d'une période de tutelle politique pour éduquer la population avant la transition vers un système démocratique par la piètre qualité du peuple.

⁵⁶ Le régime est pourtant loin d'écarter l'idée d'une démocratisation du système politique. Zhou Tianyong, membre de l'École centrale du PCC et voix libérale qui pousse le dossier de la réforme des institutions politiques, a affirmé que la Chine aura achevé sa transition vers un système démocratique en 2020. En revanche, Jiang Zemin a signalé en 2002 qu'il n'était pas question « de copier quelque modèle de système politique occidental que ce soit. » (Moore 2008)

discours a récemment perdu de son attrait, notamment depuis la crise financière asiatique en 1997 (Thompson 2001 : 154), mais reflète néanmoins l'existence d'une certaine communauté de valeurs, liée par le repoussoir des valeurs occidentales.

3.2.4 Modèles cognitifs

Comme les modèles cognitifs réfèrent à des visions du monde ou à des compréhensions des conditions politiques et matérielles ainsi qu'à des intérêts qui sont façonnés par les identités (Abdelal et al., 2006 : 699), il est possible de les déduire des éléments que nous venons d'identifier dans le discours officiel. D'abord, comme nous avons pu le constater à la section précédente, l'histoire de l'impérialisme peut servir de modèle cognitif puissant dans la mesure où elle structure le discours nationaliste officiel et, par conséquent, la vision du monde qui en découle. Par exemple, dans la foulée des sanctions économiques imposées par les pays du G7⁵⁷ à la RPC suite à la répression des manifestations pro-démocratie à Tian'anmen, Deng Xiaoping a utilisé une analogie historique pour interpréter la situation :

Je suis Chinois et suis familier avec l'histoire de l'agression étrangère en Chine. Quand j'ai entendu que les sept pays occidentaux, à leur sommet, ont décidé d'imposer des sanctions à la Chine, j'ai immédiatement associé l'événement avec ce qui s'est produit en 1900, lorsque les forces alliées des huit puissances ont envahi la Chine. Six de ces sept pays, excluant le Canada, avec la Russie tsariste et l'Autriche, constituaient les huit puissances qui formaient les forces alliées à cette époque. Notre peuple doit étudier l'histoire chinoise, cela nous inspirera pour développer le pays (Deng 1990).

Le type d'analogie historique contenu dans le discours de Deng implique que si deux événements (ou plus) séparés dans le temps ont au moins un élément en commun, il est inféré qu'ils auront d'autres éléments en commun. Autrement dit, il s'agit d'un cas d'analogie de type « $AX : BX :: AY : BY$ ». Dans la situation qui nous intéresse, l'invasion des huit puissances en 1900 (événement A) ressemble aux sanctions du G7 en 1990 (événement B) parce qu'ils ont tous deux les

⁵⁷ États-Unis, France, Grande-Bretagne, Japon, Allemagne, Canada et Italie.

caractéristiques X (essentiellement les mêmes pays). L'événement A a aussi les caractéristiques Y (puissances impérialistes qui imposent des sanctions, humiliation de la Chine). En conséquence, il est inféré que l'événement B comporte aussi les caractéristiques Y (Wang Z. 2005 : 148).

Si l'anti-impérialisme structure la vision du monde attribuée à l'identité chinoise par le discours officiel, il faut tout de même se questionner davantage sur la nature de cet anti-impérialisme. Puise-t-il dans les idéologies marxiste-léniniste et maoïste (lutte des classes à l'échelle internationale) ou ces références sont-elles abandonnées dans le discours, comme le suggère Zhao S. (1998)? Pour Zhang Yinde, si « la mobilisation des sentiments patriotiques s'opère en établissant des liens entre l'animosité présente et les hostilités anciennes », en présentant l'Occident comme une menace pour la nation, cette attitude défensive

[...] sous une apparence différente de l'orthodoxie maoïste, s'inscrit en réalité dans son prolongement dans la mesure où elle tire sa force de certaines conceptions fondamentales, comme affrontement, conflit et opposition. Elle vient à point nommé combler le vide laissé par les slogans de la lutte des classes, idéologie d'antagonisme par excellence, quelque peu désavouée et discréditée cependant par le cataclysme de la Révolution culturelle (Zhang Yinde 2001 : 136-137).

Dans ces conditions, la rhétorique nationaliste officielle se découvre une complicité inopinée avec le nationalisme culturel tiré des théories postcoloniales - sur lequel nous reviendrons dans la prochaine section - qui lui permet de pallier au déficit théorique de son hypothèse de la menace occidentale dans l'après-Guerre froide en présentant cette hégémonie non seulement sous un jour politique ou économique mais lui permet également de suggérer l'idée de « confrontations culturelles et axiologiques » :

Le veto sur les questions des droits de l'homme prend ainsi appui sur le double arc-boutant du postcolonialisme et de la rhétorique nationaliste pour exemplifier la résistance à l'ingérence étrangère et à l'hégémonie culturelle occidentale qui méprise les particularités politiques, sociales et économiques du pays, ainsi que l'ensemble de sa tradition culturelle (Zhang Yinde 2001 : 138).

Pour Guo Yingjie (2004 : 111), si les campagnes officielles contre la « culture coloniale » suggèrent clairement une certaine complicité avec le discours postcolonialiste chez les intellectuels, il n'en demeure pas moins que l'inspiration théorique de ces campagnes puise davantage dans la pensée de Mao Zedong, celles-ci s'attardant essentiellement aux effets concrets de la cette « culture coloniale » sur la conscience sociale ainsi qu'à ses implications pour le socialisme. En revanche, l'anti-impérialisme officiel met clairement de l'avant un « relativisme culturel » pour contrer cette « culture coloniale », laquelle réfère en gros à la volonté de la bourgeoisie occidentale de façonner le monde à sa propre image afin de subordonner l'Orient. Dans ces conditions, la culture occidentale n'est pas exportée en Chine pour le bien de son indépendance, de sa prospérité ou du développement de la démocratie mais plutôt pour faciliter une invasion politique, militaire et économique (Guo 2004 : 111).

En somme, si la vision du monde induite par le discours nationaliste officiel introduit des éléments culturels qui justifient, à l'échelle internationale, une opposition relationnelle avec l'Occident, elle n'est tout de même pas en totale rupture avec l'idéologie marxiste-léniniste et l'idée de la lutte des classes. Sur le plan interne par contre, l'appel à l'unité de la nation, élément fondamental de la campagne d'éducation patriotique, discrédite complètement la notion de lutte des classes, fondée sur un antagonisme irréductible. Déjà, dans l'immédiat après-Tian'anmen, durant un discours soulignant le 70^e anniversaire du PCC en 1991, le président Jiang Zemin mentionnait que la lutte des classes n'était plus la principale contradiction au sein de la société chinoise (Misra 2003 : 719). Enfin, l'introduction de la théorie des « trois représentativités » (*san ge daibiao* 三个代表) de Jiang, qui sera enchâssée dans la constitution du Parti à son XVI^e congrès (2002). Selon cette théorie, le PCC représente désormais les forces productives avancées, la culture avancée ainsi que les intérêts fondamentaux de la majorité de la population. Concrètement, cela signifie que le Parti n'est plus une organisation de classe représentant seulement le prolétariat chinois mais qu'il représente la nation toute

entière. De la même manière, le Parti ne représente plus seulement la culture socialiste mais aussi les « excellentes traditions de la culture nationale » (Guo 2004 : 135).

3.3 Genèse de la campagne d'éducation patriotique (1989-94)

Les années 1980 ont été le théâtre de luttes intenses au sein du PCC entre la « vieille gauche » (*jiu zuopai* 旧左派), défendant la planification économique et l'orthodoxie idéologique, et la « faction des réformateurs » (*gaigepai* 改革派), laquelle soutenait des réformes plus en profondeur de l'économie et du système politique. Bien qu'étant en faveur des réformes, Deng Xiaoping a énoncé, lors de la répression du Mouvement du mur de la démocratie en 1979, les « quatre principes cardinaux » (*si xiang jiben yuanze* 四项基本原则) - maintien de la voie socialiste; de la dictature du prolétariat (plus tard, la dictature démocratique du peuple); du rôle directeur du Parti; du marxisme-léninisme et de la pensée de Mao Zedong - afin de mettre un terme aux critiques d'inspiration libérale contre Mao et le système socialiste. Ces principes ne constituent pas un appendice à l'idéologie officielle mais plutôt une ligne de démarcation pour déterminer les limites de l'opinion publique politiquement acceptables (Fewsmith 2001 : 27). Ainsi, le PCC a périodiquement lancé des campagnes contre la « libéralisation bourgeoise » durant les années 1980. Soucieux de conserver un certain équilibre et d'empêcher les luttes entre factions de déchirer le Parti comme elles l'ont fait dans le passé, Deng utilise la politique de « réforme et d'ouverture » pour calmer les ardeurs de la « vieille gauche » et accélérer le rythme des réformes et impose les « quatre principes cardinaux » pour contrer la « libéralisation bourgeoise ».

L'imposition de la loi martiale en mai 1989 pour mettre un terme aux manifestations de Tian'anmen ne peut cependant être vue simplement comme une autre campagne contre la « libéralisation bourgeoise ». Le mouvement pour la démocratie a démontré l'ampleur et la rapidité des changements dans la société chinoise induits par la politique de réforme et d'ouverture. Le questionnement qui

s'impose donc aux dirigeants communistes, après 1989, est « comment canaliser, supprimer ou incorporer les demandes qui [...] émanent de cette société en mutation? » (Fewsmith 2001 : 22) Outre le processus d'introspection qui, comme on l'a vu, a conduit Deng Xiaoping à admettre que le Parti a négligé l'éducation idéologique au cours années 1980, un autre résultat immédiat de la répression de Tian'anmen a été le remaniement des organes de direction du Parti et la purge des individus les plus dévoués aux réformes, dont le secrétaire général Zhao Ziyang (赵紫阳) et Hu Qili (胡启立), son plus proche allié au sein Comité permanent du Bureau politique du PCC (CPBP - organe décisionnel ultime du Parti), qui se sont tous deux opposés à l'imposition de la loi martiale (Zhang, Nathan et Link 2001 : 223).

Lors du IV^e plenum du XIII^e Comité central, les 23 et 24 juin 1989, Jiang Zemin, jusqu'alors secrétaire du PCC de la municipalité de Shanghai, est élu secrétaire général du Parti en remplacement de Zhao. À l'ordre du jour de ce plenum figure également la lecture du rapport sur Zhao Ziyang par le premier ministre et membre notoire de la « vieille gauche », Li Peng (李朋). Dans ce rapport, Li affirme entre autres que depuis son entrée au CPBP Zhao « a dévié des quatre principes cardinaux, a abandonné l'opposition à la libéralisation bourgeoise et a sérieusement négligé [...] le travail idéologique » (Zhang, Nathan et Link 2001 : 437-439). Li déclare en outre que le Parti devra continuer la lutte contre la « libéralisation bourgeoise » pour une longue période, sans abandonner en milieu de parcours, comme cela fut le cas dans le passé (Fewsmith 2001 : 30). Cet assaut contre Zhao n'est pas uniquement attribuable à sa présumée responsabilité dans l'émergence du mouvement pro-démocratie mais aussi à des désaccords de longue date entre réformateurs et conservateurs (i.e. vieille gauche) quant à la profondeur et l'envergure des réformes, à l'avenir des entreprises d'État et de l'économie planifiée, à la décentralisation encouragée par Zhao, aux relations sino-américaines, etc. D'autre part, les origines du mouvement ne sont pas uniquement attribuées à la « libéralisation bourgeoise », soi-disant stimulée par la négligence de Zhao et de ses associés « libéraux » au sein du PCC, mais aussi à des forces étrangères. Ainsi,

Deng Xiaoping décrit métaphoriquement la « tempête » de Tian'anmen comme étant le produit du « microclimat interne et du macroclimat international » (Fewsmith 2001 : 22). En octobre 1989, lors d'un entretien avec Richard Nixon, Deng ira même jusqu'à accuser les États-Unis d'avoir été lourdement impliqués dans le mouvement étudiant (Fewsmith 2001 : 42).

Peu après « l'incident de Tian'anmen », la situation internationale change dramatiquement. L'empire soviétique se désintègre, les gouvernements socialistes en Europe de l'Est sont renversés et remplacés par des gouvernements pro-occidentaux. Ainsi, après l'effondrement de l'URSS, dans un contexte où l'État-Parti et la société chinoise sont en totale disjonction, la Chine devient le plus important pays socialiste toujours existant et, par voie de conséquence, la cible des critiques occidentales. La chute de l'URSS réduit également à néant la valeur stratégique de la Chine en tant qu'allié pour contenir le géant socialiste (Wang Z. 2005 : 87-88). Ces facteurs, combinés aux sanctions imposées à la Chine par le G7 et de nombreux autres États dans l'immédiat après-Tian'anmen (voir Zhang, Nathan et Link 2001 : 417-418), ont contribué à l'isolement temporaire du pays et au développement de la campagne d'éducation patriotique. C'est donc dans cet environnement international relativement hostile et dans un climat interne favorisant la « vieille gauche » au sein des organes centraux du PCC que germe graduellement l'idée de lancer une campagne d'éducation patriotique afin de redonner une forme de légitimité au régime. De fait, la légitimité du PCC a non seulement été affectée par la contradiction entre la nature des réformes économiques (capitalistes) et celle du régime (socialiste), les demandes de libéralisation politique à l'intérieur et l'effondrement du bloc socialiste à l'extérieur, mais aussi par le fait que le gouvernement ait employé la force contre sa propre population pour se maintenir au pouvoir.

Si une majorité s'entend pour développer une campagne d'éducation patriotique dans les hautes sphères du Parti et de l'État, le contenu spécifique de cette campagne fait cependant l'objet de désaccords entre réformateurs et

conservateurs. Des membres de la « vieille gauche » tels que Ding Guangeng (丁关根 - directeur du Département de la propagande du PCC de 1992 à 2002)⁵⁸ et Deng Liqun (邓力群 - ancien directeur du Département de la propagande et ancien vice-rédacteur en chef de la revue *Drapeau Rouge (Hongqi - 红旗)*, organe théorique du PCC de 1958 à 1989), proposent d'axer la campagne sur l'opposition à l'Occident capitaliste, qui chercherait à subvertir le régime par sa stratégie d'« évolution pacifique »⁵⁹. Les réformistes et Deng Xiaoping lui-même, craignant qu'une nouvelle campagne contre la « libéralisation bourgeoise » et l'« évolution pacifique » n'affecte le succès des réformes économiques, proposent d'orienter davantage la campagne sur l'éducation patriotique des jeunes et la culture traditionnelle (Zhao S. 1998 : 292). Au début des années 1990, le nouveau secrétaire général du PCC, Jiang Zemin, sans appartenir à une faction en particulier, semble toutefois pencher du côté des conservateurs (Fewsmith 2001 : 51-52). Le programme de la campagne sera donc un amalgame de ces deux visions, dans la mesure où des éléments positifs, tel que le rôle modernisateur du PCC dans l'histoire chinoise moderne, côtoient des aspects plus antagonistes, comme l'incompatibilité de la réalité chinoise avec les valeurs occidentales ou encore des questions de sécurité nationale « dans le contexte de la lutte contre l'« évolution pacifique » et des forces étrangères hostiles » (Zhao S. 1998 : 293). L'influence idéologique de la « vieille gauche » est très visible dans la première étape de formulation de la CEP, comme en témoigne un discours sur le patriotisme et le rôle des intellectuels, prononcé par Jiang Zemin lors de la commémoration du Mouvement du 4 mai, en 1990. D'abord, le secrétaire général du

⁵⁸ Ding Guangeng a fait son entrée au secrétariat du Comité central au quatrième plénum du treizième Comité central en juin 1989, donc à ce même plénum où Li Peng a fait la lecture du rapport condamnant Zhao Ziyang.

⁵⁹ *Heping yanbian* (和平演变). Cette stratégie a été proposée par John Foster Dulles dans les années 1950. Durant la guerre de Corée, l'ancien secrétaire d'État des États-Unis a en effet suggéré explicitement « l'utilisation de moyen pacifiques [...] pour accélérer l'évolution des politiques gouvernementales au sein du bloc sino-soviétique [...] et réduire l'espérance de vie du communisme. » (Ong 2007 : 717) Sommairement, cette stratégie chercherait à saper les valeurs socialistes par le biais d'une pénétration politique, économique et culturelle des États communistes. Plus récemment, cette pénétration se ferait essentiellement à travers l'assistance économique et commerciale des pays occidentaux (Ong 2007 : 718).

PCC soutient qu'« en Chine contemporaine, patriotisme et socialisme sont une seule et même chose ». Il ajoute que « la défense et le développement de la démocratie socialiste sont des aspects majeurs du patriotisme. » Enfin, Jiang affirme que

[d]es forces hostiles à l'intérieur et à l'extérieur du pays ont tenté, en employant leur stratégie d'évolution pacifique, de subvertir le système socialiste, de priver le peuple chinois de son droit à gouverner sa destinée et de faire de la Chine un vassal des puissances occidentales (Jiang 1990).

Dans ce discours, Jiang fait aussi régulièrement référence aux « quatre principes cardinaux » et à la lutte contre la « libéralisation bourgeoise ». Nous verrons cependant plus loin que, malgré des associations occasionnelles entre socialisme et patriotisme, les références à la lutte des classes, aux « quatre principes cardinaux », à la « libéralisation bourgeoise » et à l'« évolution pacifique » disparaîtront progressivement du discours nationaliste officiel.

3.3.1 Néo-autoritarisme et « Réponses réalistes »

Après l'échec du coup d'État d'août 1991 en URSS, lequel a sonné le glas du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS) et contribué au démantèlement de l'État socialiste, des réflexions intenses sur l'avenir de la République populaire se propagent dans les cercles gouvernementaux et intellectuels. Chez les intellectuels, ces réflexions ont provoqué le retour en force du néo-autoritarisme, courant de pensée né vers la fin des années 1980 et associé à certaines figures réformistes. En 1986, un professeur de politique internationale à l'Université Fudan (复旦大学), Wang Huning (王沪宁), a discuté dans un rapport de l'idée d'une « concentration nécessaire » de l'autorité centrale durant le processus des réformes. Ce rapport aurait vivement impressionné Hu Qili, qui l'a immédiatement présenté à Hu Yaobang (胡耀邦), alors secrétaire général du PCC. Hu n'a cependant pas apprécié le rapport et l'aurait même qualifié de « rebut » (Fewsmith 2001 : 76). En revanche, son successeur Zhao Ziyang a publiquement soutenu l'idée de néo-autoritarisme vers la fin des années 1980 (Guo 2003 : 140). En 1989, un article de Wu Jiaxiang (吴稼祥) défendant des idées associées à cette mouvance est publié dans un journal

réformiste, le *Shijie Jingji Dabao* (世界经济大报). Selon l'auteur, la société chinoise devrait se développer en trois étapes : une première caractérisée par l'autoritarisme traditionnel, une seconde au cours de laquelle les libertés individuelles peuvent se développer sous la protection d'un nouvel autoritarisme et, enfin, l'étape ultime où liberté et démocratie sont pleinement développées. Pour Wu, l'étape du nouvel autoritarisme est nécessaire dans la mesure où, sans elle, l'autorité en déclin du pouvoir serait accaparée par une panoplie de structures et de forces sociales, empêchant le développement des libertés individuelles et minant l'autorité centrale (Fewsmith 2001 : 76). Paradoxalement, après Tian'anmen et la chute de Zhao Ziyang, Deng Xiaoping a aussi explicitement endossé le concept de néo-autoritarisme (Fewsmith 2000 : 63). C'est également à partir de cette période que ce courant de pensée prend un tournant distinctement nationaliste (Xu 2006 : 54; Zhao S. 1997 : 733).

En 1989, Xiao Gongqin qui, comme on l'a vu, est aussi associé à la mouvance néo-autoritariste, critique la vision « romantique » (*langmanzhuyi* 浪漫主义) des réformistes durant les années 1980. Bien qu'il considère compréhensible que les élites politiques chinoises aient cherché des réponses et des modèles en provenance de l'Occident, dans la mesure où l'économie planifiée ne pouvait être réformée par les forces provenant à l'intérieur de ce système, l'auteur soutient toutefois que les réformistes radicaux ignoraient un fait capital : ces modèles ont tous été développés dans le contexte socioéconomique et culturel de l'Occident et, pour cette raison, ne pourraient survivre dans un contexte chinois (Xiao 1989 : 71). Ainsi, Xiao jette les bases de l'étude des « conditions nationales », qui sera incorporée à la CEP pour justifier l'impossibilité d'instaurer en Chine un système de valeurs et des modèles politiques occidentaux.

Une étape importante dans le développement des idées nationalistes associées au néo-autoritarisme est la circulation en 1991 d'un document interne nommé « Réponses réalistes et choix stratégiques de la Chine après le soulèvement

en URSS » (ci-après « Réponses réalistes »)⁶⁰. Selon Zhao Suisheng (1997 : 733) ce document, qui deviendra par la suite la bannière du néo-autoritarisme, aurait été rédigé par un groupe d'intellectuels politiquement ambitieux soutenus par les enfants adultes de figures proéminentes du Parti, connus sous le nom de « *taizidang* » (太子党 - littéralement, le Parti des princes héritiers). Chen Feng (1997 : 608) mentionne une rumeur qui voudrait que le document ait été rédigé sous la direction de Chen Yuan (陈元) - fils de Chen Yun (陈云) qui lui-même est un vétéran du Parti et membre du politburo durant les années 1980 - et de Deng Yingtao (邓英涛) - fils de Deng Liqun, représentant important de la « vieille gauche ». Selon Fewsmith (2001 : 98) toutefois, les « Réponses réalistes » auraient été rédigées à l'instigation de Yang Ping (杨平), alors à la tête des pages théorique du *Quotidien de la jeunesse de Chine* (*Zhongguo Qinnian Bao* - 中国青年报), organe de la Ligue de la jeunesse communiste (LJC), et de son bon ami Wang Xiaodong, aussi associé à la LJC (Fewsmith 2001 : 97). Les deux hommes auraient invité une douzaine de jeunes intellectuels pour discuter de l'avenir du pays et le document serait un sommaire de ces discussions. Si aucun des « princes héritiers » n'était présent à la rencontre, il n'en demeure pas moins que certains des participants sont très proches des cercles dirigeants (Fewsmith 2001 : 98).

Le document reconnaît que l'idéologie officielle a perdu de son attrait dans la population et que l'écroulement du bloc soviétique marque la retraite du communisme à l'échelle planétaire. Dans ces conditions, les auteurs suggèrent aux dirigeants de l'État-Parti de mettre davantage l'accent sur les particularités du socialisme chinois bref, de faire la promotion du « socialisme aux caractéristiques chinoises » tout en insistant sur le nationalisme et le patriotisme. À cette fin, ils proposent d'incorporer des « éléments raisonnables » de la « tradition confucéenne » au sein du système de valeurs socialiste. Sans cela, préviennent les auteurs, ce système de valeurs deviendra comme « des eaux sans source et un

⁶⁰ « *Sulian jubian zhihou Zhongguo de xianshi yingdui yu zhanlüe xuanze* » (苏联剧变之后中国的现实应对与战略选择).

arbre sans racines » (*wu yuan zhi shui, wu ben zhi mu* 无源之水, 无本之木) (Chen 1997 : 608). En somme, ces jeunes intellectuels, qui s'inquiètent de la perte d'autorité du gouvernement central occasionnée entre autres par la décentralisation fiscale au cœur des réformes entreprises au cours des années 1980, croient également qu'il est essentiel d'unir « le marxisme avec la réalité chinoise [...] avec une attention particulière portée sur les conditions nationales de la Chine » (Fewsmith 2001 : 99). Il est intéressant de constater que beaucoup des éléments proposés dans ce document, dont l'idée de mettre l'accent sur les « conditions nationales », seront incorporés explicitement dans le « Plan de mise en œuvre de l'éducation patriotique », document rédigé par le Département central de la propagande et publié dans le *Quotidien du Peuple* (*Renmin Ribao* - 人民日报) le 6 septembre 1994 (Zhao S. 1998 : 293). Autre constat : malgré le fait que les auteurs des « Réponses réalistes » rejettent la rigidité idéologique de la « vieille gauche », ceux-ci semblent avoir les mêmes préoccupations, notamment la crainte de l'« évolution pacifique » (Fewsmith 2001 : 100) et la perte d'autorité du gouvernement central résultant de la décentralisation.

3.3.2 Naissance de *Stratégie et Gestion* (1993)

En janvier 1993, la Commission d'État à l'éducation (aujourd'hui Ministère de l'éducation) publie un document intitulé « Programme pour la réforme et le développement de l'éducation », qui pose le patriotisme comme principe fondamental de la réforme du système d'éducation (Zhao S. 1998 : 292). Plus tard au cours de la même année est fondée la revue *Stratégie et Gestion* qui, comme nous l'avons mentionné, sera l'une des principales plate-formes pour les idées nationalistes articulées par les intellectuels au cours des années 1990 (Fewsmith 2001 : 151). Cette revue, qui cessera ses activités en 2004, est alors publiée par l'Institut chinois de recherche en stratégie et gestion (*Zhongguo zhanlüe yu guanli yanjiuhui* 中国战略与管理研究会), lequel est financé par l'Armée populaire de libération (Fewsmith 1995 : 648). Incidemment, parmi les membres de la direction de la revue, on compte Gu Mu (谷牧) qui, non seulement est un ancien vice-premier

ministre et ancien membre du Conseil d'État, mais est alors aussi à la tête de l'Association chinoise de Confucius. Xiao Ke (萧克), général à la retraite et président de l'Association chinoise de l'Empereur Jaune, fait aussi partie de la direction de la revue (Guo 2003 : 63; Fewsmith 2001 : 151). Il faut également signaler que Wang Xiaodong, Xiao Gongqin et Zhang Yiwu ont tous publié dans cette revue.

Dans le numéro inaugural de *Stratégie et Gestion*, paru en novembre 1993, Wang Xiaodong, membre du comité de rédaction, y publie son premier article sous le pseudonyme de Shi Zhong (石中). Cet article, « Les conflits du futur » (Shi 1993), se veut une réponse à l'article de Samuel Huntington, « Le choc des civilisations? », publié dans le numéro d'été 1993 de *Foreign Affairs*. Selon Huntington, la chute du mur de Berlin et l'éclatement du bloc soviétique signalent le passage d'un monde marqué par des clivages idéologiques entre communisme et capitalisme à un monde caractérisé par des clivages culturels. Un grand nombre d'intellectuels chinois ont été marqués par la thèse de Huntington selon laquelle les civilisations confucéenne et islamique sont les plus importantes menaces pour la civilisation occidentale et par le fait qu'il invite les États occidentaux à se méfier de la coopération qu'il observe entre les États appartenant à ces deux civilisations (Huntington 1993 : 45-48).

Wang Xiaodong réfute la thèse de Huntington en arguant que les conflits entre groupes, quels qu'ils soient, naissent de la compétition pour des ressources limitées et, par conséquent, même si les conflits dans le futur peuvent potentiellement suivre des lignes de démarcation entre « civilisations », « la raison fondamentale des conflits demeurera les facteurs économiques » (Shi 1993 : 46). Wang critique également le terme de « civilisation confucéenne », employé par Huntington essentiellement pour désigner la Chine, en arguant que depuis près d'un siècle les élites et la population chinoise en général ont condamné en bloc « l'enseignement confucéen » (*rujiao* 儒教). Il ajoute que les Chinois n'auraient aucunement l'intention de modeler le monde en fonction des « enseignements confucéens » et signale au passage que les avocats d'un « renouveau confucéen » sont des voix très marginales au sein de la société chinoise (Shi 1993 : 47). En bref, Wang croit que,

comme toutes les rivalités prennent racine dans des conflits d'intérêts économiques, la thèse du « choc des civilisations » n'est rien d'autre qu'une façade qui cache des intérêts nationaux. En effet, explique-t-il, « il n'y a aucune raison de croire que les différences culturelles entre le Japon et les pays de l'Asie de l'Est surpassent les différences culturelles au sein des pays européens ou entre les États-Unis, le Canada et le Mexique » (Shi 1993 : 48). Par conséquent, l'exclusion du Japon de la « civilisation confucéenne » par Huntington ne peut être justifiée que par des facteurs politiques et économiques.

Wang profite de l'occasion pour critiquer les « intellectuels occidentalisans » (*xifanghua zhishifenzimen* 西方化知识分子们) - associés à la faction réformatrice au sein du Parti - qui, durant les années 1980, ont été beaucoup trop naïfs dans leur lecture des intentions des pays occidentaux. Pour lui, l'Occident s'est toujours méfié de la Chine et, « même dans l'éventualité de la dissipation complète du facteur idéologique, cette méfiance persisterait » (Shi 1993 : 49). En effet, le potentiel de développement de la Chine ferait en sorte que l'Occident - et particulièrement les États-Unis - la perçoivent comme une menace. Dans ces conditions, Wang considère que la voie du développement de la Chine sera à la fois pavée de difficultés inhérentes à sa propre condition et d'obstacles créés intentionnellement par l'Occident. Si certains de ces obstacles prennent leur source dans l'incompréhension mutuelle et peuvent être surmontés par le dialogue, d'autres ne peuvent se régler par la conciliation, dans la mesure où ils naissent de « l'égoïsme occidental » (*xifang de lijizhuyi* 西方的利己主义) (Shi 1993 : 50). Enfin, tout au long de son article, l'auteur souligne les conflits d'intérêts potentiels entre les pays occidentaux et les pays non occidentaux, puis entre la Chine et les pays occidentaux, ce qui a clairement pour effet de réifier les comparaisons relationnelles inhérentes au discours nationaliste officiel.

3.3.3 Maturation de la CEP et prolifération des textes nationalistes (1994)

L'année 1994 est marquée par la publication du « Plan de mise en œuvre de l'éducation patriotique », point culminant du développement de la CEP (Zhao S.

1998 : 293). Contrairement au contexte qui favorisait les conservateurs dans l'immédiat après-Tianan'men, après le XIV^e Congrès du PCC en 1992, les réformes économiques reprennent de plus belle tandis que l'accent sur l'orthodoxie idéologique et la campagne contre la « libéralisation bourgeoise » semblent s'estomper (Fewsmith 2001 : 70). Signe des temps, le « Plan de mise en œuvre de l'éducation patriotique », document de 10 000 caractères, ne contient qu'une seule référence au marxisme et accorde une place prépondérante à la « culture traditionnelle » (Liu 1996 : 203). Il faut aussi noter que, cette année-là, la publication d'articles sur le nationalisme et la culture chinoise est foisonnante, même si cette vogue a véritablement débuté autour de 1993 (Fewsmith 2001 : 152). *Stratégie et Gestion* publie en 1994 un numéro spécial intitulé « Changements de la situation mondiale et nationalisme » dans lequel Wang Xiaodong, toujours sous le pseudonyme de Shi Zhong, et Zhang Yiwu publient chacun un article. C'est aussi à partir de cette période que l'Académie chinoise des sciences sociales (ACSS) commence à organiser des conférences sur la culture chinoise à l'aube du XXI^e siècle (Shih 2003 : 373). On peut donc clairement établir un lien entre le développement de la CEP et l'engouement des intellectuels pour les questions liées à la nation et au nationalisme.

Dans ce numéro spécial de *Stratégie et Gestion* donc, Zhang Yiwu publie un article portant sur la « fin de la modernité ». Visiblement inspiré par les travaux d'Edward Said, notamment par son ouvrage *Orientalism*, Zhang associe la quête de la modernité en Chine au colonialisme occidental et au « siècle de l'humiliation vécu par la nation » (Zhang Yiwu 1994 : 104). Sa réflexion s'amorce à partir de la quête identitaire de la nation chinoise causée par le double choc avec l'Occident et la modernité. Pour Zhang, le concept de modernité est à la fois un produit de la culture occidentale et d'un discours unissant pouvoir et savoir au centre duquel on trouve les valeurs associées aux Lumières. Bref, pour les pays non occidentaux, la modernité est un concept lié au processus de colonisation (Zhang Yiwu 1994 : 104). Reprenant en quelque sorte la thèse du « passage du culturalisme au nationalisme »

de Levenson (voir *supra* p. 31), l'auteur affirme qu'à partir de la Première guerre de l'opium, la Chine a amorcé le passage d'une vision du monde traditionnelle (sino-centrée) à une vision totalement occidentalisée, cette transformation s'achevant en 1919 avec le Mouvement du 4 mai. L'adoption d'une vision « moderne » du monde, de la notion de « progrès » et d'une conception linéaire de l'histoire (par opposition, sans doute, à une conception cyclique) par les intellectuels chinois au début du XX^e siècle aurait engendré un processus d'intériorisation de la perspective occidentale, processus impliquant le ralliement à un système de hiérarchisation culturelle au sein duquel la culture occidentale occupe le centre et la culture chinoise, la périphérie. Cette intériorisation de la perspective occidentale provoquerait ainsi l'essentialisation de la culture « traditionnelle » chinoise en tant qu'Autre arriéré (Zhang Yiwu 1994 : 106).

Pour illustrer cette essentialisation de la culture chinoise et le processus d'auto-« altérisation » (*tazhehua* 他者化) amorcé par les intellectuels de la période du 4 mai, Zhang donne en exemple un article de Chen Duxiu traitant des différences entre la pensée orientale et la pensée occidentale. Afin de démontrer l'arriération de la société et de la culture orientales, Chen emploie « une série d'oppositions binaires », telles que « en Occident, l'individu est l'unité de base [de la société] tandis qu'en Orient, c'est la famille ». En observant ainsi la Chine du point de vue des « valeurs cosmopolites et universalistes de l'Occident », écrit Zhang, Chen Duxiu « a construit une forme d'essence' chinoise » (Zhang Yiwu 1994 : 106). Or, selon l'auteur, les valeurs cosmopolites, humanistes et soi-disant universelles en fonction desquelles les intellectuels chinois du XX^e siècle ont jugé leur pays sont historiquement et spatialement situées (Zhang Yiwu 1994 : 107). La critique de l'universalisme du 4 mai sert également à attaquer la position des intellectuels de la « nouvelle ère » (*xin shiqi* 新时期; i.e. la période de 1976 à 1989) qui, en adoptant les valeurs et les modèles occidentaux aveuglément, se sont fait les vassaux de cette culture du premier monde. Il en résulte que, chez les nationalistes culturels comme Zhang Yiwu,

[...] l'appel au réexamen de ce rapport inégal et marginalisant et à la résistance à l'universalisme de la culture du premier monde orientent l'attention vers la reconsidération et la réinvention des valeurs propres de la culture nationale (Zhang Yinde 2001 : 135).

Ainsi, il y a dans ce discours la quête de l'origine authentique et la volonté, entre autres, de recréer une langue chinoise littéraire débarrassée de toute trace d'influence occidentale. Cette nouvelle langue, la « post-langue parlée » (*hou baihua* 后白话) est décrite comme étant unique, poétique et supérieure à la « langue parlée » (*baihua* 白话), laquelle est entachée de l'impulsion modernisatrice du 4 mai (Zhang Yiwu 1994a : 109; voir *supra* p. 50). Débarrassée des traces de grammaire occidentale et, par conséquent, émancipée de la « vassalité » inhérente à la « langue parlée », elle servirait de condition préalable à la création d'une littérature également émancipée. « Cette nouvelle littérature chinoise, écrite en *houbaihua*, sera désormais non pas la 'littérature chinoise' (*Zhongguo wenxue* [中国文学], littéralement, la « littérature de la Chine ») mais la 'littérature en langue chinoise' (*hanyu wenxue* [汉语文学]) » (Zhang Yinde 2001 : 144). Ce léger glissement sémantique permet à la « sinité » (*zhonghuaxing* 中华性) de transcender l'espace politique chinois pour constituer une fédération culturelle, la « ceinture de la culture chinoise » (*Zhonghua wenhuaquan* 中华文化圈), concept élaboré dans un article que Zhang Yiwu a publié avec Zhang Fa et Wang Yichuan, « De la 'modernité' à la 'sinité' » (Zhang, Zhang et Wang 1994).

Dans cet article, Zhang et ses collègues traitent du passage de la quête de la « modernité », qui a caractérisé la période du 4 mai jusqu'à 1989, à une quête de la « sinité » dans la « post-nouvelle période » (*hou xin shiqi* 后新时期; qui suit la « nouvelle période » - 1976-1989). Outre le « nouveau mode de connaissance » débarrassé de l'universalisme des Lumières et la réappropriation de l'origine authentique chinoise, cette « sinité » se matérialiserait dans la « ceinture de la culture chinoise ». Cette dernière comporte cinq aspects interreliés : une économie sino-asiatique, une éthique, un langage (*hanyu* 汉语), un style esthétique, une façon de raisonner et de penser spécifiquement chinois (Zhang, Zhang et Wang 1994 : 19-

20). Cet espace panchinois est imaginé à la manière d'une superposition de différentes couches hiérarchisées : la première est celle de la Chine continentale, la seconde est composée de Hong Kong, Macao et Taiwan, la troisième regroupe l'ensemble des « Chinois d'outre-mer » (*huaqiao* 华侨) et la dernière est constituée des pays de l'Asie orientale et sud-orientale qui ont subi l'influence de la culture chinoise (Zhang, Zhang, Wang 1994 : 18).

L'utilisation de termes comme « littérature en langue chinoise » (*hanyu wenxue*; *hanyu* signifie littéralement langue des Hans) et l'idée de la constitution d'un espace culturel panchinois incluant les Chinois d'outre-mer semble supposer la conception d'une nation essentiellement han, transcendant l'espace politique de la RPC et qui serait en contradiction avec les normes constitutives de la nation inhérentes au discours officiel. Cependant, comme le mentionne Guo Yingjie (2003 : 134-135), « le nationalisme culturel imagine une nation panchinoise qui inclut tous les groupes ethniques [de la RPC] tout en rejetant la notion ethnocentrique de la Chine en tant que nation han ». L'inclusion dans la nation dépend donc essentiellement de la connaissance et de l'application de principes « chinois ». Cependant, remarque Guo (2003 : 135), « ce qui passe pour la 'sinité' [...] est en réalité beaucoup plus han que, disons, tibétain, mongol ou ouïgour. » Il en découle que les normes constitutives du discours nationaliste culturel comportent une ambiguïté similaire à celle du discours officiel, lequel incorpore dans sa représentation de la nation des éléments à connotation ethnique, notamment pour y inclure les « compatriotes » taiwanais, tout en maintenant l'idée d'une nation multiethnique, fondée sur un critère d'appartenance politique.

Sur le plan des comparaisons relationnelles, il existe une complicité évidente entre le discours de l'État et celui de Zhang Yiwu dans la mesure où ce dernier fournit des arguments pour justifier la thèse de l'hégémonie occidentale dans l'après-guerre froide et celle de l'incompatibilité des valeurs chinoises avec les valeurs occidentales. L'obsession de la « sinité » dans le discours de Zhang légitime également l'idée d'une indigénisation du socialisme en Chine, telle qu'exprimée dans

la rhétorique de Deng Xiaoping et de ses successeurs, notamment par le biais du concept de « socialisme aux caractéristiques chinoises ». D'autre part, la critique de l'anti-traditionalisme du 4 mai, omniprésente dans les textes de Zhang, semble saper la légitimité du PCC puisque celui-ci est directement issu de ce mouvement. Toutefois, si Zhang attaque facilement le mouvement du 4 mai et les intellectuels qui l'ont animé, il ne prive pas le PCC de son rôle salvateur, puisqu'il réitère l'idée du « siècle de l'humiliation » qui se termine avec la fondation de la RPC. En somme, le discours de Zhang Yiwu donne non seulement de la légitimité au PCC en reprenant son « discours de l'humiliation », mais constitue aussi, à bien des égards, le pendant culturel du discours officiel sur la nation qui s'élabore durant les années 1990.

L'idée d'un retour à la « sinité » épouse très bien les idées néo-autoritaires, puisque leurs propagateurs doutent de l'applicabilité des modèles politiques occidentaux dans la période des réformes en faisant valoir leur incompatibilité avec les valeurs chinoises. Toutefois, les penseurs néo-autoritaires comme Xiao Gongqin ne rejettent pas en bloc les valeurs occidentales puisque leur objectif ultime est le passage à un système démocratique. De ce fait, la centralisation du système politique et la concentration du pouvoir ne seraient qu'une étape transitoire dans le processus de modernisation. Xiao (1994a) exprime clairement ce point de vue dans un article sur l'affaiblissement du pouvoir central et la formation de groupes d'intérêts au cours du processus des réformes économiques. Cette appréhension des effets néfastes de la décentralisation économique est commune chez les intellectuels à partir de la fin des années 1980. Au début des années 1990, la crainte de voir la Chine se désintégrer en raison de cette décentralisation se répand aussi dans les cercles gouvernementaux (Zheng 1999 : 39; 41).

Selon Xiao (1994a : 2), l'« affaiblissement du pouvoir politique » (*ruanzhenghua* 软政化) signifie, au sein d'un État en processus de modernisation, « le déclin de la capacité de l'administration à faire appliquer ses directives, la baisse de l'efficacité administrative et la violation délibérée de la légalité. » De surcroît, une fois que les standards de l'État autoritaire « traditionnel » se sont dissipés au cours

du processus de réforme, avance Xiao, les normes de la légalité et de l'économie de marché ne sont pas suffisamment ancrées dans les mœurs de la population et du corps administratif pour remplacer immédiatement les anciennes normes (Xiao 1994a : 3). Pour éviter l'affaiblissement de l'État, lequel pave la voie à la corruption et à la préséance des intérêts privés sur les intérêts collectifs, Xiao propose une période de transition marquée par l'établissement d'un « État fort » (*ying zhengquan* 硬政权), basée sur le modèle des « quatre petits dragons » d'Asie de l'Est (Singapour, Hong Kong, Taiwan, Corée du Sud). Xiao propose ainsi l'adoption du modèle de réforme « étapiste » (*guoduxing* 过渡性) de ces pays non seulement en raison de leur succès économique impressionnant durant les années 1980, mais aussi parce que leur structure étatique « traditionnelle », très centralisée, est similaire à celle de la Chine (Xiao 1994a : 3). Enfin, parce que les réformes ont engendré un état d'« anomie » (*shifan* 失范) au sein de la population, l'auteur croit qu'il faut aussi examiner les questions de l'idéologie et de la légitimité du régime, idée qu'il défend dans un second article.

Afin d'assurer sa légitimité, affirme Xiao (1994 : 23), le pouvoir chinois fait essentiellement appel à deux ressources: les principes fondamentaux de l'idéologie socialiste et la performance économique. D'une part, le maintien des principes socialistes est fondamental pour « assurer la continuité historique de l'ordre politique actuel. » (Xiao 1994 : 23) Par conséquent, ces principes ne peuvent être remplacés. D'autre part, les réformes et la performance économique sont aussi nécessaires au renforcement de la légitimité du régime. Or la contradiction entre les réformes économiques et l'idéologie du régime constitue un problème majeur auquel le gouvernement doit faire face. Afin de pallier ces difficultés, de renforcer la cohésion de la communauté politique et de maintenir l'ordre, l'État doit donc - et a déjà commencé à - épouser le nationalisme comme troisième ressource pour maintenir sa légitimité (Xiao 1994 : 23-24).

Pour Xiao (1994 : 21), le nationalisme est une « ressource 'naturelle' du politique » (« *tianran* » *de zhengzhi ziyuan* '天然' 的政治资源) qui sert à assurer la

« cohésion politique » et qui permet, lorsqu'un État est en proie à des pressions extérieures, de « rehausser [son] autorité légitime » aux yeux du peuple. Or pour que le nationalisme dont l'État fait la promotion ait une réelle résonance au sein de la population, il doit être fondé sur la « culture dominante » (*zhuliu wenhua* 主流文化) de ce pays. Dans le cas de la Chine, il s'agit du « confucianisme » (*rujia* 儒家) (Xiao 1994 : 21). Xiao explique que, durant la plus grande partie du XX^e siècle, « le nationalisme chinois s'est opposé à la culture dominante. » Il ajoute que même si, « à la lumière des conditions historiques particulières de la Chine », l'attitude anti-traditionaliste des élites politiques et intellectuelles semble rationnelle, il n'empêche que ces dernières ont ignoré la force cohésive inhérente à la culture traditionnelle et son utilité dans une période de progrès et de transformation de la nation (Xiao 1994 : 23).

L'accent mis sur la « culture dominante » traditionnelle dans la promotion du nationalisme, affirme Xiao, contribuera non seulement à la réunification pacifique avec Taiwan mais aussi à apaiser les tensions entre les différentes couches de la société durant la période des réformes, dans la mesure où « la culture traditionnelle a une force d'attraction à la fois au niveau des élites et au niveau populaire » (Xiao 1994 : 25). Xiao se réjouit donc de constater que l'État fait de plus en plus la promotion du « confucianisme » et de la « culture traditionnelle » (Xiao 1994 : 25). Chez les intellectuels, on peut également remarquer, depuis le début des années 1990, le passage d'une « fièvre de l'apprentissage occidental », qui prévalait au cours des années 1980, à une « fièvre de l'apprentissage national » (*guoxue re* 国学热). L'auteur souligne également le caractère positif du mouvement de « renouveau confucéen » qui,

en fouillant et réexplorant les éléments intrinsèques du confucianisme [*rujiao* 儒教]⁶¹, a permis de mettre au jour une série de méthodes et de

⁶¹ *Rujiao* fait référence à la « religion confucéenne, » par opposition à *Rujia*, qui fait référence à la « philosophie confucéenne ». Cette distinction, absente dans la Chine traditionnelle, entre religion et philosophie, est un autre exemple d'emprunt aux catégories occidentales.

ressources qui nous autorisent à constater sa compatibilité avec la période contemporaine (Xiao 1994 : 24).

Toutefois, Xiao ne spécifie pas quels éléments de la « culture traditionnelle » ou du « confucianisme » doivent servir de fondement à ce nouveau nationalisme. Enfin, l'auteur prédit « l'avènement d'une nouvelle ère de cohésion au sein de la nation chinoise » et constate l'entrée de la Chine dans l'ère « post-4 mai » (*hou* « *wusi* » *shidai* 后 ‘五四’ 时代), ce qui signifie la fin de l'anti-traditionalisme pour régler les problèmes de la Chine (Xiao 1994 : 24; 25).

Il est aisé de constater, dans les écrits de Xiao Gongqin, un dévouement explicite pour le régime. Ainsi, bien qu'il remarque des contradictions entre le socialisme et la nature des réformes économiques, il continue de croire que les principes de base du socialisme demeurent un facteur de continuité historique et, par conséquent, de légitimité politique pour le PCC. Le fait qu'il perçoive le nationalisme comme une ressource politique qui doit être employée par le gouvernement à des fins de légitimation indique clairement la vision qu'il a de son rôle en tant qu'intellectuel : comme les lettrés de la période impériale, il se pose en « conseiller du pouvoir ». Son approbation d'un certain retour à la tradition et l'intérêt qu'il porte pour le modèle autoritaire des « quatre petits dragons » prouvent que son discours s'inscrit dans le discours plus large sur les « valeurs asiatiques » qui, comme on l'a vu, a aussi été endossé par le régime (voir *supra* p. 74). De surcroît, dans son article sur le nationalisme, on sent clairement qu'il décrit les dilemmes et les choix qui se posent aux dirigeants communistes après Tian'anmen. Son discours se développe dans le sillage des questionnements et des débats qui ont cours en hauts lieux après 1989 et, comme il met l'accent sur l'instrumentalité du nationalisme, il est beaucoup moins viscéral que le discours identitaire des nationalistes culturels et que l'anti-impérialisme de Wang Xiaodong.

Ce dernier réitère d'ailleurs sa méfiance envers les États-Unis dans un article sur les défis auxquels fait face la Chine dans son processus de modernisation (Shi 1994). Cet article aborde deux questions : le nationalisme et la mondialisation ainsi

que la question de la redistribution des richesses dans le cadre du passage à l'économie de marché. Dans la première partie, Wang affirme que si la mondialisation des marchés est une réalité avec laquelle la Chine doit composer, elle ne doit pas y participer à n'importe quel prix. Selon lui, les règles du jeu de la mondialisation sont établies par les pays occidentaux ou, plus précisément, les États-Unis qui sont à la tête des trois principaux pôles de l'économie mondiale : les États-Unis, l'Europe et le Japon (Shi 1994 : 7-8). Les États-Unis seraient donc parfaitement en mesure de modifier les règles du jeu si la Chine venait à les maîtriser, de manière à tirer profit de la mondialisation. Pour lui, les principaux obstacles à une participation de la Chine à la mondialisation viennent donc des États-Unis et non, comme le croient certains, de « forces conservatrices » (*baoshou shili* 保守势力) à l'intérieur du pays. Wang ajoute que, dans le contexte de la mondialisation, le nationalisme est une réaction normale et que, s'il n'y pas de « nationalistes éclairés » (*mingzhi minzuzhuyizhe* 明智民族主义者) qui se lèvent pour défendre les intérêts de la nation, le peuple optera pour des solutions simplistes en soutenant l'« l'ultranationalisme » (*jiduan minzuzhuyi* 极端民族主义) (Shi 1994 : 8).

Sur le plan de la politique intérieure, Wang s'inquiète de l'impact social éventuel de la liquidation des entreprises d'État dans le cadre de la transition vers l'économie de marché, processus réenclenché en 1992 avec la « tournée dans le sud » de Deng Xiaoping, au cours de laquelle ce dernier a réitéré son engagement à poursuivre les réformes et a critiqué la gauche comme étant le principal obstacle à la modernisation du pays (Shi 1994 : 8; Fewsmith 2001 : 170). Pour Wang, la plus grande partie de la population urbaine devra payer un prix élevé pour soutenir ces réformes (pertes d'emplois, détérioration des fonds de retraite, de l'assurance-maladie et perte des logements abordables) alors qu'ils n'en tireront pratiquement pas de bénéfices. En contrepartie, ceux qui profitent de la liquidation des entreprises d'État ne sont pas ceux qui ont participé, par leur force de travail, à la création de ces richesses. Wang considère ainsi que le processus de redistribution des richesses dans le cadre de la transition vers l'économie de marché est foncièrement

injuste (Shi 1994 : 9). Enfin, l'auteur croit qu'une erreur fondamentale de la part des décideurs politiques serait de considérer l'accroissement des inégalités sociales comme étant un phénomène inévitable dans le cadre des réformes (Wang 1994 : 9).

Il faut noter ici que les préoccupations pour la justice sociale et la méfiance envers les États-Unis dans le discours de Wang correspondent visiblement à un retour de la critique des réformes venant de la gauche du Parti au cours de la même période. En effet, comme nous l'avons vu, après le XIV^e Congrès du PCC en 1992, la gauche est demeurée relativement silencieuse. Cependant, en août 1994, certaines personnalités politiques associées à cette faction, dont Deng Liqun, Xu Weicheng (徐惟诚), Shao Huaze (邵华泽), Wang Renzhi (王忍之), He Jingzhi (贺敬之) et Li Ximing (李希明) se sont réunies à Xiangshan (香山), au nord-ouest de Beijing, pour critiquer la voie capitaliste empruntée au cours des réformes et le « révisionnisme »⁶² des théories de Deng Xiaoping. En septembre de la même année, les membres de ce groupe se réunissent à nouveau dans la capitale du Hebei (河北). Lors de cette rencontre, les participants prononcent des discours aux titres révélateurs: « Le révisionnisme et le déviationnisme de droite constituent une trahison du marxisme », « La ligne mise de l'avant actuellement est la pratique du capitalisme sous la direction du Parti communiste » ou encore « Les dommages causés au pays par la ligne proaméricaine » (Fewsmith 2001 : 168-169). Au début de l'année 1995, la critique des réformes venant de la gauche s'intensifie avec la circulation d'un document anonyme au sein du Comité central du PCC (apparemment rédigé par un chercheur de l'ACSS et endossé par Deng Liqun), intitulé « Plusieurs facteurs influençant la sécurité nationale de la Chine ». Le document, aussi nommé « manifeste de 10 000 caractères », exprime des inquiétudes au sujet du démantèlement des entreprises d'État, de la montée d'une « nouvelle bourgeoisie » ainsi que de la dépendance économique croissante face à l'Occident (Fewsmith 2001 : 169). Ainsi, bien que Wang Xiaodong n'enrobe pas de

⁶² *Xiuzhengzhuyi* (修正主义). Ce terme est une vieille expression, surtout employée dans la période maoïste, pour désigner les lectures « hétérodoxes » du marxisme-léninisme (Fewsmith 2001 : 168).

rhétorique marxiste son analyse des problèmes auxquels fait face la Chine, on peut tout de même noter une certaine convergence entre son discours et celui de la « vieille gauche » au sein du PCC.

3.4 Crise du détroit de Taiwan (1995-1996)

En comparaison avec l'année précédente, 1995 est une année de vache maigre sur le plan de la publication de textes sur la nation et le nationalisme. Cependant, comme nous venons de le voir, l'année a été marquée par l'intensification de la critique des réformes venant de l'aile gauche du Parti. En effet, vers la fin de l'été et le début de l'automne 1995, lorsque la tension monte dans le détroit de Taiwan, un second « manifeste de 10 000 caractères » circule au sein du Comité central du PCC. Alors que le premier document était surtout axé sur les questions de politique intérieure, le « second manifeste » se concentre sur la désintégration de l'URSS et la chute du socialisme en Europe de l'Est, ainsi que sur la menace de l'« évolution pacifique » (Fewsmith 2001 : 169-170). Les tensions sino-américaines liées à la question de Taiwan vont stimuler les critiques venant de la gauche et, du fait de la réaction anti-américaine virulente au sein de la population (surtout chez les étudiants), vont donner un nouveau souffle à la littérature nationaliste en 1996, laquelle exploitera le ressentiment populaire.

Depuis que la Chine a normalisé ses relations avec les États-Unis en 1979, la question de Taiwan a toujours été un sujet de tensions entre les deux États. Les États-Unis ont en effet implicitement reconnu dans « divers communiqués qui ont jalonné le rapprochement sino-américain depuis 1972 [...] [qu'ils] ne soutiennent ni l'indépendance de Taiwan, ni la coexistence entre deux Chine [sic] ou la Chine et Taiwan, ni la participation de Taiwan aux organisations internationales » (Bergère 2000 : 289). Malgré le fait que le Traité de défense mutuelle entre les États-Unis et la RDC (i.e. Taiwan) ait été abrogé dans la foulée de la normalisation des relations avec la RPC, tout au long des années 1980, les États-Unis ont continué à fournir des « armes défensives » à l'île, en vertu du *Taiwan Relations Act*, loi adoptée par les deux chambres du Congrès des États-Unis et ratifiée par le président Carter en 1979

(Lasater 2000 : 123). Ajoutons que cette loi prévoit l'intervention des États-Unis en cas de tentative de règlement non pacifique de la question de Taiwan (Lasater 2000 : 124), ce qui n'est pas sans irriter la partie chinoise.

La tension monte donc durant l'été 1995, lorsque le président de Taiwan, Lee Teng-hui (李登輝), s'est vu accorder un visa pour effectuer une visite à son *alma mater*, l'Université Cornell, aux États-Unis. Du point de vue de Beijing, la décision des États-Unis d'accorder un visa à Lee constitue un sérieux affront à la politique taiwanaise de la RPC, qui s'oppose fermement au mouvement d'indépendance taiwanais. Un commentaire du *Quotidien du Peuple* suggère d'ailleurs que « Lee s'est servi de cette visite afin d'obtenir des soutiens aux États-Unis pour l'indépendance de Taiwan » (Ross 2000 : 91). En guise de représailles, Beijing a conduit des tests de missiles et divers exercices militaires dans le détroit de Taiwan, en plus d'annuler des pourparlers avec les États-Unis sur les droits humains, le commerce et la prolifération de l'armement, de rappeler son ambassadeur pour « consultation » et d'annuler des visites de haut niveau (Ross 2000 : 94). Peu avant les élections législatives à Taiwan, qui se sont tenues en décembre, Beijing a encore une fois effectué des exercices militaires, cette fois en déclarant que ceux-ci avaient pour objectif de maintenir l'« unité » de la nation et de résister aux activités « séparatistes » des forces indépendantistes taiwanaises. En effet, en raison des récents succès diplomatiques de Lee et du soutien apparent des États-Unis pour Taiwan, le gouvernement chinois craignait que « l'optimisme du public ne se matérialise en une victoire pour le Parti Démocrate Progressiste (PDP), parti indépendantiste de Taiwan » (Ross 2000 : 102). En faisant cette démonstration de force, Beijing cherchait à atteindre deux objectifs : influencer les élections à Taiwan et forcer Washington à déclarer explicitement son opposition à l'indépendance de l'île.

La tension atteint finalement son paroxysme dans les semaines précédant les premières élections présidentielles démocratiques sur l'île en mars 1996. Craignant que la tenue de ces élections ne légitime le mouvement indépendantiste taiwanais à

l'échelle internationale, le gouvernement chinois a décidé de déplacer près de 100 000 soldats dans la province du Fujian (福建), de poursuivre ses exercices militaires et d'effectuer des tests de missiles sol-sol. Voulant préserver leur crédibilité auprès de leurs alliés en Asie de l'Est, les États-Unis ont cette fois répliqué en déployant des forces navales à proximité de Taiwan (Ross 2000 : 111). Si les tensions se sont finalement apaisées et la crise n'a pas dégénéré en confrontation, il n'empêche que l'intervention des États-Unis a suscité la colère du gouvernement et d'une partie de la population chinoise. De surcroît, dans les mois qui suivirent la fin des tensions dans le détroit de Taiwan, Washington n'a pas fait de concessions explicites en ce qui concerne sa politique taiwanaise. En d'autres termes, les relations sino-américaines ont été grandement affectées par la crise (Ross 2000 : 113).

C'est donc dans ce contexte que *La Chine peut dire non*, un livre écrit en toute hâte par cinq jeunes intellectuels, est publié (Song, Zhang et al. 1996). Brièvement, cet ouvrage est un amalgame d'essais journalistiques, écrits dans une langue accessible, proposant une analyse simpliste et manichéenne de l'ordre international où l'hégémon américain est le principal responsable des malheurs d'une Chine vertueuse et irréprochable. Le contenu anti-américain du livre est visiblement destiné à tirer profit de la vague de frustration envers les États-Unis qui prévaut alors dans la population.⁶³ De fait, seulement un mois après sa publication, 250 000 copies légales du livre sont vendues (Huang et Lee 2003 : 48). En quelques mois, les ventes se chiffrent à près de deux millions d'exemplaires (Fewsmith 2001 : 155). Le succès commercial de l'ouvrage crée alors un véritable engouement pour ce type de publications : dans la seule année 1996, trois autres ouvrages portant des titres similaires sont publiés (Huang et Lee 2003 : 48). Même si les auteurs de *La Chine peut dire non* affirment exprimer l'opinion populaire et que la rédaction du livre est, selon eux, une initiative « purement individuelle » (Gries 2004 : 127), l'appareil de

⁶³ Un fort sentiment anti-américain dans la population est palpable même avant la crise, comme en témoigne un sondage d'opinion effectué en mai 1995 par Wang Xiaodong et Fang Ning (方宁) pour le *Quotidien de la jeunesse chinoise*. Dans le sondage, 87,1% des répondants considèrent que les États-Unis sont le pays « le moins amical » avec la Chine et 85,4% croient que les États-Unis se sont engagés dans la Guerre du Golfe pour défendre leurs propres intérêts (Fewsmith 2001 : 155).

propagande de l'État a clairement participé au succès de l'ouvrage puisqu'au moment de sa publication, l'agence de presse officielle Chine nouvelle (*Xinhua* 新华) a recommandé le livre et un quotidien de Shanghai, le *Wenhui Bao* (文汇报), en a fait l'éloge en saluant « la bravoure et le patriotisme de la jeune génération » (Huang et Lee 2003 : 48). Au surplus, comme nous l'avons mentionné en introduction, Yu Quanyu, figure conservatrice alors à la tête de la Commission des Droits de l'Homme de Chine a endossé le livre dans une postface (Fewsmith 2001 : 155).

Puis, en un autre de ces retournements que le Parti a si souvent pratiqués par le passé, après avoir déclaré que les livres de la série reflétaient fidèlement l'« opinion populaire », le PCC les a critiqués en tant « qu'interférence irresponsable dans la conduite de la politique étrangère » (Gries 2005 : 186). Le Parti a ensuite interdit les ventes d'un des ouvrages de la série, *La Chine peut encore dire non*⁶⁴, lequel critiquait plus ouvertement la politique étrangère du gouvernement (Huang et Lee 2003 : 48). Comme le mentionne si justement Gries (2005 : 186) cependant, si les livres de cette série étaient purement populaires, comme le Parti l'a déclaré à l'origine, « comment se fait-il qu'ils aient été endossés par des journaux [...] strictement contrôlés par le Département de la propagande du Parti? » D'autre part, qu'est-ce qui pourrait expliquer l'attitude ambivalente du PCC face à ce genre d'écrits?

À ces questions, on peut d'abord répondre que le courant conservateur au sein du Parti avait visiblement avantage à faire la promotion de *La Chine peut dire non* en ce sens que le message du livre converge avec le discours de la gauche quant à la menace de l'« évolution pacifique » et le danger de la « ligne proaméricaine » dans le Parti, discours qui a connu un regain de vigueur vers la fin de 1994. De plus, comme l'explique Fewsmith (2001 : 28), les organes de propagande du Parti et de l'État sont alors principalement contrôlés par la « vieille gauche ». Le fait que Yu Quanyu ait endossé *La Chine peut dire non* prouve aussi l'implication de la gauche du Parti dans le phénomène. Quant au changement subit

⁶⁴ « *Zhongguo hai keyi shuo bu* » (中国还可以说不).

d'opinion du PCC, il peut s'expliquer par les luttes entre les factions. De fait, l'immense popularité du livre a non seulement suscité l'intérêt des cercles gouvernementaux, mais a aussi attiré l'attention des médias étrangers. Dans ces circonstances, les réformistes au sein du Parti ont sans doute craint pour l'avenir de la politique d'ouverture, composante fondamentale des réformes économiques, dont l'un des éléments clés, l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), exigeait des négociations avec les États-Unis (interrompues pendant la crise du détroit de Taiwan) et, par conséquent, une amélioration des relations bilatérales. Il est possible que Jiang Zemin lui-même, soutenant depuis quelques années déjà l'entrée de la Chine à l'OMC (Hughes 2005 : 263; Fewsmith 2001 : 204; 206), ait voulu mettre un terme à la montée de l'anti-américanisme qui avait le potentiel d'envenimer davantage les relations sino-américaines. À l'appui de cette interprétation, on peut citer le discours que Jiang a prononcé lors des célébrations de la fête nationale, le 1^{er} octobre 1996. Dans ce discours, intitulé « Sur le renforcement de l'éducation patriotique », le président de la RPC fait clairement la promotion d'un nationalisme modéré :

Le patriotisme sur lequel nous insistons comporte des différences essentielles avec le nationalisme étroit. *Il faut faire comprendre au peuple l'importance de poursuivre la politique d'ouverture*, d'étudier avec sérieux les points forts des autres nations, d'importer les techniques scientifiques et les méthodes managériales de pointe, d'augmenter notre capacité à compter sur nos propres moyens et d'accélérer le développement du pays. Tout cela est en soi une composante importante du patriotisme (Jiang 1996; emphase ajoutée).

Toutefois, avec la vague d'anti-américanisme qui déferle depuis le printemps dans la population, Jiang ne peut attaquer la gauche de front. Donc, tout en poussant son agenda de « réouverture », il tente de coopter ce discours en se faisant le champion de la lutte contre l'« hégémonisme », sans toutefois faire de références directes aux relations sino-américaines ou à la crise du détroit de Taiwan :

Dans des circonstances où nous devons faire face à l'hégémonisme et à la force brutale, [...] il faut enseigner aux cadres et aux masses à

considérer prioritairement la souveraineté et la sécurité de l'État, à prendre l'initiative pour défendre l'unité territoriale, l'unité nationale et les intérêts de la nation. Aujourd'hui, il y a des gens qui [...] considèrent que tout ce qui vient de l'étranger est bon, qui vénèrent aveuglément les pays étrangers et sous-estiment leur patrie. [...] Il s'agit de résidus historiques de la culture coloniale qui remontent parfois à la surface. Nous devons accorder la plus grande attention à ce phénomène (Jiang 1996).

Il faut aussi signaler que ce discours de Jiang, à la différence de son discours prononcé en 1990, ne semble nullement marqué par l'influence de la gauche. En effet, on ne trouve nulle part dans le texte les expressions employées par les idéologues de la « vieille gauche » telles que la lutte des classes, la « libéralisation bourgeoise », l'« évolution pacifique » et les « quatre principes cardinaux ». Enfin, Jiang termine son discours avec cette phrase qui témoigne bien de son intention de poursuivre la politique de réforme et d'ouverture malgré la montée du nationalisme dans la population, exploitée par la faction conservatrice : « [...] nous devons transformer l'enthousiasme patriotique du peuple et de toutes les ethnies pour faire avancer les réformes et l'ouverture ainsi que la modernisation, afin de restaurer la puissance de la Chine » (Jiang 1996).

En somme, le phénomène entourant *La Chine peut dire non* ne peut être vu comme une opposition entre « nationalisme officiel » et « nationalisme populaire », ni comme une pure manipulation de la société par l'État. D'une part, il ne s'agit pas d'un divorce entre deux visions différentes de la nation, comme le suggère Gries (2005 : 180), l'une associant la nation au Parti et au socialisme tout en faisant la promotion d'une identité multiethnique et l'autre, faisant plutôt la promotion d'une identité « raciale » et non partisane. Comme le remarquent Huang et Lee (2003 : 47-48), la conception de la nation chinoise dans la plupart des écrits des « nationalistes populaires » ne comporte pas de distinction nette entre l'État et la nation. Ainsi, les critiques du gouvernement chinois par les médias étrangers y sont souvent perçues comme des insultes à la nation. D'autre part, l'engouement pour ce type d'écrits ne peut non plus s'expliquer uniquement par la manipulation des masses par un gouvernement qui table sur le nationalisme pour renouveler sa légitimité. En effet, le

PCC a lancé de nombreuses campagnes de propagande depuis la fondation de la RPC et certaines d'entre elles n'ont pas eu d'impact dans la population.⁶⁵ Si la campagne d'éducation patriotique semble avoir porté fruit, c'est sans doute qu'elle a touché de réelles cordes sensibles dans un segment important de la population, comme en témoigne la popularité de la littérature nationaliste qui fait son apparition en 1996. Bref, le phénomène entourant *La Chine peut dire non* doit plutôt être vu comme une interaction complexe entre l'État et la société et entre différents acteurs au sein de l'État-Parti qui, face à des enjeux précis, tentent d'exploiter ou de canaliser un ressentiment populaire réel afin de légitimer et de faire la promotion de leur propres options politiques.

L'ambiance de l'année 1996 et la crise du détroit de Taiwan ont aussi provoqué une nouvelle vague d'articles sur le nationalisme. Par exemple, Xiao Gongqin (1996) offre une analyse de l'histoire et de l'avenir du nationalisme chinois. L'auteur y affirme qu'en Chine, le nationalisme s'est développé dans la période moderne, c'est-à-dire à partir du choc avec l'Occident, la civilisation chinoise traditionnelle n'ayant qu'une conception « culturaliste » (*wenhua zhuyi* 文化主义) de son identité - on sent ici clairement l'influence de Levenson (Xiao 1996 : 58). Bref, selon Xiao, parce que le nationalisme se développe en réponse aux humiliations subies par le pays et la prise de conscience de la crise nationale qui en découle, ce « nationalisme [est] de type réactif et défensif » (*fanyingxin he ziweixing minzuzhuyi* 反应型和自卫型民族主义) (Xiao 1996 : 59). Il ajoute que, depuis la fin de la Guerre froide, comme le pays a perdu son rôle d'allié de l'Occident pour contrer l'expansionnisme soviétique, certains stratèges occidentaux considèrent qu'il faut désormais contenir la Chine. Selon Xiao, cet état de fait a réactivé le complexe historique des Chinois qui a donné naissance au nationalisme au début de la période

⁶⁵ On peut par exemple penser aux campagnes contre la « libéralisation bourgeoise » durant les années 1980 qui n'ont pas empêché les intellectuels de réitérer périodiquement leurs demandes de libéralisation du système politique. Des études intéressantes ont aussi démontré que les sensibilités nationalistes sont beaucoup plus saillantes dans les segments les plus éduqués de la population, parlant l'anglais et ayant accès à des sources d'informations autres que les médias officiels. Ces études relativisent grandement l'impact de la propagande sur les réactions nationalistes dans la population chinoise (Zhou 2005; 2005a).

moderne (Xiao 1996 : 60-61). Pour l'auteur cependant, comme le nationalisme chinois est principalement « réactif », son activation dépend d'un niveau de pression étrangère élevé. Ceci fait en sorte que si l'environnement international demeure stable et pacifique, « le niveau de mobilisation nationaliste sera relativement faible » (Xiao 1996 : 61). Xiao ajoute que comme le confucianisme est appelé dans un proche avenir à devenir le principal point d'appui de la cohésion nationale, l'importance accordée dans cette tradition au « juste milieu » (*zhongyong* 中庸), à la paix, à la « tolérance [et au] pardon » (*shudao* 恕道) apaisera les distinctions raciales et influencera de manière significative la pensée des nationalistes. Il en conclut que « le nationalisme chinois au 21^e siècle n'aura pas un caractère fanatique et irrationnel, expansionniste ou volatile » (Xiao 1996 : 61).

Il semble cependant que ces dernières remarques relèvent davantage de vœux pieux que de l'observation des tendances réelles du nationalisme en Chine au cours des années 1990, comme en témoigne la montée de l'anti-américanisme après la crise du détroit de Taiwan. L'observation du caractère réactif du nationalisme chinois et le souhait de voir son intensité apaisée par les vertus confucéennes constituent sans contredit une reconnaissance implicite de son caractère irrationnel et volatile. En somme, tout au long de cet article, Xiao paraît beaucoup moins enthousiaste quant à l'utilité du nationalisme pour le régime qu'il ne l'était en 1994. En effet, qui souhaiterait une plus grande pression étrangère et une situation internationale instable à des fins de mobilisation nationaliste? On peut donc supposer que l'observation de la réaction populaire à la crise de 1995-1996 a provoqué cette modification dans le discours de Xiao Gongqin. Wang Xiaodong semble d'ailleurs aussi prôner un nationalisme « rationnel » lorsqu'il affirme qu'il est confiant que « la majorité des nationalistes chinois sont conscients qu'un nationalisme anti-occidental semblable à celui des Boxeurs est contraire aux intérêts de la nation chinoise » (Shi 1996 : 26). Nous verrons toutefois que les événements de la fin de la décennie influenceront de manière significative la position de ces deux auteurs au sujet du nationalisme.

3.5 Négociations pour l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade (1997-1999)

Le décès de Deng Xiaoping et le XV^e Congrès du PCC en 1997 coïncident avec la consolidation du pouvoir de Jiang Zemin, consolidation qui lui a permis de faire la promotion d'un plan pour la réforme des entreprises d'État, d'apaiser les tensions diplomatiques avec les États-Unis et d'allouer une plus grande liberté d'expression dans la société, du moins parmi les intellectuels (Fewsmith 2001 : 196). Ce mouvement de Jiang vers la « droite » du spectre politique a été facilité, entre autres, par le décès récent d'un nombre important de personnalités politiques associées à la « vieille gauche », tels que Li Xiannian (李先念), Hu Qiaomu (胡乔木), Wang Renzhong (王任重) et Chen Yun. Si un tel changement générationnel n'a pas mis fin à l'opposition à des réformes plus poussées - puisqu'il semble y avoir une quantité inépuisable de cadres au sein du gouvernement central dont les carrières et les intérêts dépendent directement de la survie de l'économie planifiée et des entreprises d'État - cette situation a certainement atténué la résistance aux réformes dans les hautes sphères du Parti (Fewsmith 2001 : 191). À partir de l'automne 1997, les journaux sont remplis d'articles traitant de réformes, de propositions pour l'instauration d'une « économie socialiste de marché » et même de plans pour la réforme du système politique, bref, les intellectuels « libéraux », largement marginalisés depuis Tian'anmen, recommencent à faire entendre leurs voix (Fewsmith 2001 : 196).

Pour Jiang Zemin, qui a certainement l'intention de s'imposer dans l'ère post-Deng, l'amélioration des relations avec les États-Unis et la reprise des négociations pour l'entrée de la Chine à l'OMC sont importantes à la fois pour les réformes économiques et pour sa propre légitimité. Obtenir une telle reconnaissance internationale permettrait d'atténuer le relatif isolement du pays qui persiste depuis les événements de Tian'anmen en plus de réaliser l'objectif séculaire des nationalistes chinois : permettre au pays d'être traité en égal par les grandes puissances. Il s'agit donc à la fois d'une question de statut international qui

permettrait d'accroître le prestige politique de Jiang et d'une question économique ayant des répercussions évidentes pour les réformes à l'intérieur du pays. Avec la nomination d'un réformiste convaincu, Zhu Rongji (朱镕基), au poste de premier ministre en remplacement de Li Peng (lequel représente la résistance bureaucratique aux réformes) et la préparation, au printemps 1998, de la visite prévue en juin du président des États-Unis, Bill Clinton, la table semble être mise pour la reprise des négociations au sujet l'entrée de la Chine à l'OMC (Fewsmith 2001 : 202-203).

Ce n'est cependant qu'à l'automne 1998 qu'il paraît y avoir une intention sérieuse de la part des États-Unis de reprendre ces négociations. Le président Clinton aurait écrit en novembre à Jiang Zemin, exprimant sa volonté de régler la question dans les premiers mois de 1999. Une autre lettre datant de février 1999 confirme le désir du président des États-Unis de conclure un accord lors de la visite de Zhu Rongji aux États-Unis, prévue au printemps 1999 (Fewsmith 2001 : 207). Zhu, quant à lui, serait prêt à faire des concessions dans la mesure où l'économie chinoise, à son avis, fait face à différents problèmes qui pourraient être résolus advenant l'admission de la Chine à l'OMC. Premièrement, en raison de la crise financière asiatique de 1997-1998, les exportations de la Chine ont souffert et l'économie du pays commence à montrer des signes de déflation. Une diminution des exportations pourrait ainsi avoir des conséquences sérieuses pour la performance économique globale du pays. Deuxièmement, le flux des investissements étrangers commence à se tarir. Or l'entrée à l'OMC aurait pour effet de rassurer les investisseurs. Troisièmement, la compétition étrangère pourrait également forcer les entreprises d'État à se restructurer. En effet, le protectionnisme commence alors à coûter cher à la Chine dans la mesure où les entreprises d'État, appuyées par les intérêts bureaucratiques et des tarifs élevés à l'importation, continuent à afficher des résultats en dessous des normes internationales. Zhu a donc l'intention d'instaurer un plan de restructuration qui contraindrait les industries les plus efficaces à devenir compétitives sur le marché mondial, devenant ainsi les

piliers d'un secteur public allégé, et forcerait simultanément la vente ou la fermeture des entreprises moins performantes (Fewsmith 2001 : 208).

Alors que la visite de Zhu aux États-Unis approche, le 24 mars 1999, les pays de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord (OTAN)⁶⁶ entreprennent une campagne en ex-Yougoslavie afin de forcer son président, Slobodan Milosevic, à signer l'accord de Rambouillet, qui prévoyait notamment une plus grande autonomie du Kosovo au sein de la fédération yougoslave. Principalement en raison du fait que les pays de l'OTAN n'avaient pas consulté le Conseil de Sécurité des Nations Unies avant de s'engager dans cette campagne militaire, beaucoup, au sein du gouvernement chinois, s'inquiètent de cette situation. Pour nombre d'entre eux, l'intervention de l'OTAN en ex-Yougoslavie prouve que le États-Unis et les autres États membres de l'OTAN pourraient joindre leurs forces pour intervenir où et quand bon leur semble, sans consulter la communauté internationale. En raison de ces inquiétudes, certains conservateurs au sein du gouvernement chinois auraient proposé de remettre à plus tard la visite du premier ministre aux États-Unis. Cependant, ces suggestions n'ont pas été considérées, ce qui prouve l'importance que Jiang Zemin accordait alors à l'amélioration des relations sino-américaines et à la question de l'entrée à l'OMC (Fewsmith 2001 : 209).

La visite de Zhu et les négociations pour l'entrée à l'OMC se sont cependant soldées par un échec complet. En effet, malgré le fait que le premier ministre et les négociateurs chinois aient fait d'importantes concessions, Clinton, en raison de considérations de politique intérieure, a finalement refusé de signer une entente globale avec la partie chinoise. Qui plus est, peu de temps après l'échec des négociations, une liste exhaustive des concessions chinoises est affichée sur le site internet du Représentant au commerce des États-Unis (Fewsmith 2001 : 210), responsable des politiques en matière de commerce international des États-Unis.

⁶⁶ Les États membres de l'OTAN au moment du début de la campagne en ex-Yougoslavie sont les suivants : États-Unis, Canada, Belgique, Danemark, France, Islande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Royaume-Uni, Grèce, Turquie, Allemagne, Espagne, République Tchèque, Hongrie et Pologne (ces trois derniers États sont devenus membres précisément en mars 1999).

Peu après que Zhu soit rentré au pays les mains vides, le 9 mai, les médias chinois annoncent que les États-Unis ont bombardé l'Ambassade chinoise à Belgrade.⁶⁷ L'indignation est alors palpable dans les cercles gouvernementaux, la population en général (Fewsmith 2001 : 211) et, plus particulièrement, chez les étudiants. Des manifestations sont organisées dans toutes les grandes villes de Chine. Selon Zhao Dingxin, il s'agit des plus importantes manifestations étudiantes depuis le mouvement pour la démocratie en 1989 (Zhao D. 2003 : 6). En effet, peu de Chinois croient à l'explication du gouvernement des États-Unis selon laquelle le bombardement aurait été un accident. À ce titre, les résultats d'un sondage effectué par Zhao auprès d'étudiants universitaires de Beijing sont probants : un peu plus de 75% des étudiants interrogés croient ou croient fermement que les États-Unis ont délibérément bombardé l'ambassade chinoise (Zhao D. 2002 : 895). De surcroît, beaucoup font un lien entre l'échec des négociations pour l'entrée à l'OMC et le bombardement de l'Ambassade, ce qui donne des munitions à la gauche pour condamner le rapprochement avec les États-Unis et les politiques de Zhu Rongji. Dans les forums et des articles publiés sur Internet, on n'hésite pas à traiter ce dernier de « traître à la nation » (*maiguozei* 卖国贼) et à nommer les concessions qu'il avait faites à Washington les « nouvelles vingt-et-une demandes », en référence aux Vingt-et-une demandes imposées à la Chine par le Japon en 1915 (Fewsmith 2001 : 211; voir aussi note 35, p.50). Li Peng, pour des raisons de désaccords au sujet des réformes et aussi pour des raisons personnelles (Zhu Rongji avait mis au jour une affaire de corruption dans le Gandong [广东] impliquant l'épouse de Li), a donc profité des réactions nationalistes dans la population pour lancer une attaque en règle contre Zhu, dans le but évident de diminuer l'influence de ce dernier. De fait, après une rencontre du bureau politique en mai, au cours de laquelle Li a condamné l'approche trop conciliante du premier ministre face à Washington et sa hâte dans la poursuite des réformes, Jiang conseille à Zhu de prendre des vacances (Fewsmith 2001 : 212-213).

⁶⁷ Le bombardement a eu lieu le 7 mai (le 8 mai en Chine), mais la presse officielle chinoise n'a rapporté l'événement que le lendemain (Hillman 2004 : 68).

Du côté des intellectuels, les réactions au bombardement de l'ambassade ne se font pas attendre. Wang Xiaodong écrit rapidement une série d'articles qui seront assemblés avec des articles de quelques autres intellectuels - dont l'un des principaux auteurs de *La Chine peut dire non*, Song Qiang - puis publiés sous le titre *Le parcours de la Chine à l'ombre de la mondialisation* (Fang, Wang, Song et al. 1999). Dans un avant-propos, les éditeurs font d'ailleurs explicitement référence à *La Chine peut dire non*, situant leur livre dans la continuité de cette littérature nationaliste « populaire » (Fang, Wang, Song et al. 1999 : 1). Autre point en commun avec *La Chine peut dire non* : Yu Quanyu a aussi endossé le livre dans une préface (voir *supra* p. 100-101). Wang Xiaodong, qui a rédigé la plus grande part du livre et qui, dans les années précédentes, ne s'était jamais associé explicitement à la « vieille gauche » ou aux auteurs de *La Chine peut dire non*, semble toutefois avoir choisi son camp en 1999. Hughes (2005 : 16-17) explique ce passage du discours de Wang au niveau « populaire » par la révocation de ce dernier du comité de rédaction de *Stratégie et Gestion* au début de 1999.

Ceci dit, le fait que Wang n'hésite plus à s'associer à la littérature nationaliste « populaire » ne l'empêche pas de se distancer de toute critique du gouvernement. Le passage suivant témoigne très bien de cette intention :

[...] [en bombardant l'ambassade chinoise] les États-Unis ont mis le gouvernement chinois dans une position embarrassante : ils savent que ce dernier n'est pas présentement en position de réagir de manière substantielle et vigoureuse, or si le gouvernement ne règle pas adéquatement cette affaire, il perdra la face aux yeux du public et sera confronté à une situation très difficile en politique intérieure (Fang, Wang, Song et al 1999 : 6).

Wang ajoute cependant que « la réaction du gouvernement et du peuple chinois ont été adéquates » (Fang, Wang, Song et al 1999 : 6), en ne distinguant pas clairement la réaction populaire de la réaction officielle.

En général, on remarque une certaine continuité dans les thèmes abordés par Wang dans ses articles publiés dans *Stratégie et Gestion* et ceux qu'il développe

dans *Le parcours de la Chine*. On peut noter cependant une rupture dans le ton et la virulence de ses attaques envers les États-Unis et les « intellectuels occidentalisants » à l'intérieur du pays. Ce qui n'était qu'une critique mesurée des intellectuels « libéraux » en quête de réponses venant de l'Occident pour régler les problèmes de la Chine dans ses articles précédents, est condamné dans *Le parcours de la Chine* comme une forme de « racisme inversé » (*nixiang zhongzuzhuyi* 逆向种族主义) (Fang, Wang, Song et al 1999 : 82-86). D'autre part, si Wang réitère sa vision d'un monde essentiellement divisé entre États occidentaux et États non-occidentaux, caractérisé par la rivalité pour des ressources limitées, il combine cette fois les divisions raciales à la lutte économique comme facteurs de compétition internationale (Fang, Wang, Song et al 1999 : 29). La véhémence de la critique des États-Unis, visiblement dans le but de satisfaire un lectorat ébranlé émotionnellement par le bombardement de l'ambassade chinoise et avide de sensationnalisme, se sent dans le choix de certains sous-titres : « Ce 'bombardement erroné' [*wuzha* 误炸] était dans l'intérêt stratégique des États-Unis » ; « Le nationalisme américain, c'est de contrôler le monde » ; « Les États-Unis veulent écraser la Chine » (Fang, Wang, Song et al 1999 : 5; 92; 96).

On peut concevoir aisément que de telles interprétations des intentions des États-Unis face à la Chine sont dans l'intérêt de la gauche du Parti, qui s'oppose à un rapprochement avec les États-Unis et a tout fait pour obstruer les négociations en vue de l'entrée de la Chine à l'OMC (Fewsmith 2001 : 204). Donc, au-delà de l'intention de satisfaire un lectorat avide de sensationnalisme, il y a clairement des visées politiques derrière la publication d'un tel ouvrage. D'ailleurs, Wang évoque explicitement la question de l'entrée de la Chine à l'OMC. S'il n'exprime pas une opinion tranchée sur la question (en expliquant qu'il n'est pas un spécialiste), il manifeste tout de même son opposition à l'opinion qui justifie les concessions faites par les négociateurs chinois à Washington, laquelle est essentiellement fondée sur l'argument suivant : en accordant la priorité à l'entrée à l'OMC en politique étrangère, « on s'assure que les riches américains investiront en Chine [...] tout en augmentant

considérablement le coût d'une guerre contre la Chine du point de vue des États-Unis » (Fang, Wang, Song et al 1999 : 43). Selon Wang, une telle opinion sous-estime les États-Unis qui, selon lui, ne s'empêcheraient pas d'entrer en guerre pour éviter de perdre quelques dollars. L'auteur croit également que, pour se faire traiter sur un pied d'égalité par les États-Unis et le Japon, la Chine doit « compter sur ses propres moyens » (*ziligengsheng* 自力更生), sans que cela ne signifie pour autant « fermer » (*fengbi* 封闭) le pays (Fang, Wang, Song et al 1999 : 44). En employant cette stratégie discursive, Wang parvient à prendre subtilement position du côté des opposants à l'entrée de la Chine à l'OMC, tout en ne reniant pas la politique de réforme et d'ouverture.

La critique de Wang du récent rapprochement avec les États-Unis, encouragé par Jiang Zemin et Zhu Rongji, est aussi évidente lorsqu'il affirme que les personnes en charge de la formulation de la politique étrangère du pays ont nourri beaucoup trop d'espoir en ce qui concerne les relations sino-américaines (Fang, Wang, Song et al 1999 : 7). En réalité, écrit Wang, les États-Unis se soucient très peu de l'amélioration des relations bilatérales et poursuivent tout simplement leurs intérêts de manière égoïste; pourtant, déplore-t-il, « il y a toujours, en Chine, des gens qui croient que les américains ont un niveau particulièrement élevé de moralité » (Fang, Wang, Song et al 1999 : 26). Ceci étant dit, ces critiques de Wang se limitent à ce qu'il nomme la « faction proaméricaine » (*qinmei pai* 亲美派) au sein du Parti, à laquelle il associe les intellectuels « libéraux ». Wang prend donc clairement position, sans pour autant critiquer le gouvernement dans son ensemble, ni compromettre l'autorité légitime du PCC. Le mécontentement de l'auteur face à une partie de l'élite politique et intellectuelle explique par ailleurs le fait qu'il fasse la promotion de la démocratie dans une section du livre. Il apparaît évident que, dans son esprit, une plus grande participation politique permettrait au peuple de se débarrasser de la « faction proaméricaine ». Comme il l'explique,

[...] sans droits individuels, les gens ne croiront pas qu'ils sont maîtres de l'État, ne seront pas prêts à se sacrifier pour le pays et n'auront aucun moyen d'empêcher la clique au pouvoir [*shangceng jituan* 上层集团] de

sacrifier les intérêts de l'État pour satisfaire leurs intérêts égoïstes (Fang, Wang, Song et al 1999 : 31).

Citant précisément ce passage du livre, Fewsmith (2001 : 219) constate que « [c]'est le nationalisme qui stimule le 'libéralisme' de Wang; son dévouement pour la démocratie est secondaire. » En effet, le souhait de Wang de voir le PCC demeurer au pouvoir apparaît clairement lorsque, dans un autre passage, celui-ci esquisse quatre scénarios possibles pour l'avenir de la Chine. Le scénario suivant est celui qu'il privilégie :

[] la Chine poursuit les réformes de son système politique dans la stabilité. Le pouvoir politique est consolidé de telle sorte que, sur le plan de la politique intérieure, il peut régler efficacement les problèmes de corruption, de désordre et d'inégalités sociales, tout en permettant au pays d'atteindre un niveau technologique avancé. Sur le plan de la politique étrangère, il aura suffisamment de pouvoir pour défendre les intérêts du pays et emploiera aussi ce pouvoir pour faire la promotion de la paix et du développement dans le monde (Fang, Wang, Song et al 1999 : 100-101).

Dans ce passage, on voit clairement que la démocratisation (ou plus précisément, la réforme du système politique) est, pour Wang, un processus qui doit être piloté par le régime, puisqu'il parle de *poursuivre* les réformes politiques. Dans ces conditions, son discours « libéral » est politiquement correct.

Xiao Gongqin réagit lui aussi aux événements entourant le bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade dans un court article intitulé « Pourquoi je m'oppose au nationalisme radical », publié en août 1999 dans une revue de Hong Kong (Xiao 1999). Dans cet article, les doutes quant à l'utilité du nationalisme pour le régime, qui n'étaient qu'implicites dans son article publié dans la foulée de la crise du détroit de Taiwan, sont cette fois explicites. Il débute ainsi son article :

Dans cette Chine qui a vécu un siècle d'humiliations, un intellectuel qui n'aurait pas de sentiments nationalistes ne pourrait être considéré comme un Chinois. En revanche, tous les nationalismes ne sont pas nécessairement rationnels. Les différentes formes de nationalisme peuvent être divisées ainsi : rationnel/irrationnel, modéré/extrémiste, pragmatique/romantique et radical (Xiao 1999).

Visiblement inquiet de la tournure des événements, Xiao affirme que la perception de la menace occidentale en Chine, causée par le bombardement de l'ambassade risque de transformer le nationalisme chinois en une force irrationnelle qui, entre les mains d'« opportunistes » (*jihuihuizhe* 机会主义者) pourrait facilement compromettre les réformes économiques (Xiao 1999). Selon l'auteur, toute attitude calme et modérée est considérée, dans cet état d'esprit irrationnel, comme une faiblesse face à l'étranger ou une politique d'apaisement. De la même façon, les voix qui ne sont pas suffisamment extrémistes sont traitées de « traîtres à la nation » (*maiguozei* 卖国贼). On voit ici que Xiao prend subtilement la défense de Zhu Rongji, qui a subi de telles attaques.

Ce qui inquiète Xiao par dessus tout, c'est l'opportunisme de la « vieille gauche »; qui pourrait profiter de la situation pour remettre de l'avant une « doctrine isolationniste » (*biguan suoguo lun* 闭关锁国论), fondée sur l'idée de « compter sur ses propres forces » (*ziligengsheng* 自力更生) - dont Wang Xiaodong fait d'ailleurs la promotion - laquelle prévalait dans la culture politique de la période maoïste. Faisant référence à l'épisode des Boxeurs, Xiao conclut en soulignant le danger historique de l'alliance entre des forces conservatrices au sein de l'État et les masses xénophobes dans la population (Xiao 1999). Enfin, pour Xiao, la défense de la nation n'est pas synonyme d'isolement mais plutôt de développement, lequel doit passer par l'ouverture et l'intégration à l'économie mondiale et par la participation active de la Chine au concert des nations.

Dans la presse officielle, on sent alors le même changement de ton qu'on a pu observer au sujet de *La Chine peut dire non*. Alors que la réaction initiale au bombardement de l'ambassade est vindicative, accusatrice et chargée d'émotions, très rapidement, le discours officiel change de registre en faisant appel à la rationalité des masses : retourner au travail et à l'école pour augmenter la productivité du pays « constitue la meilleure contre-attaque », selon un éditorial du *Quotidien du Peuple* du 19 mai (Hillman 2004 : 68-69). Donc, si les éditoriaux du *Quotidien du Peuple*, qui reflètent généralement la position du Bureau politique du

PCC, sont remplis peu après l'incident d'une rhétorique de confrontation, cette rhétorique s'est rapidement apaisée et la réaction populaire, instrumentalisée par la gauche au sein du Parti, n'est pas parvenue à modifier substantiellement la politique étrangère de Jiang Zemin (Shen 2004 : 129). En effet, même si « la montée des sentiments nationalistes a menacé, jusqu'à un certain point, l'équilibre délicat [au sein du Parti] qui avait permis aux réformes d'aller de l'avant » (Fewsmith 2001 : 233), cela n'a pas empêché la Chine d'intégrer l'OMC en 2001 et à Jiang Zemin de passer le relais pacifiquement à son successeur, Hu Jintao (胡锦涛), lors du XVI^e Congrès du PCC en 2002. En somme, on a pu voir à l'œuvre, durant l'épisode du bombardement de l'ambassade chinoise à Belgrade, une dynamique liant les conflits entre factions au sein de l'État-Parti aux discours des intellectuels et à la réaction populaire, chacun des acteurs tentant de justifier sa position en recourant à des arguments nationalistes.

CONCLUSION

Cette analyse de la formation des discours nationalistes chinois depuis la fin du XIX^e siècle et de leur résurgence pendant la dernière décennie du XX^e siècle a permis de faire un certain nombre de constats. D'abord, du fait des circonstances historiques particulières qui ont mené à l'importation en Chine des concepts de « nation » et de « nationalisme », nous avons pu constater que les discours nationalistes y ont eu, historiquement, une fonction de légitimation et une nature protéiforme. Dans un contexte de crise d'autorité de l'État et de vacuité idéologique similaire à celui qui prévalait lors de la formation des discours nationalistes à la fin du XIX^e siècle, au début des années 1990, l'État a tenté de combler en partie ce vide par un discours nationaliste renouvelé. Les intellectuels qui, traditionnellement, ont été à l'avant-garde de l'articulation des discours sur l'avenir de la nation, ont embrassé avec enthousiasme ce nouvel élan de nationalisme encouragé par l'État. Peu à peu, la population a aussi joint le bal pour incarner ce qui a été nommé la « résurgence du nationalisme » dans l'après-Tian'anmen.

L'analyse des discours des intellectuels et de leurs rapports ambigus au discours officiel durant cette période a permis de démontrer que la résurgence du nationalisme n'a pas donné naissance à des discours en complète contradiction avec la rhétorique patriotique officielle - comme ce fut le cas au début du XX^e siècle lorsqu'un nationalisme révolutionnaire s'opposant à l'État manchou a vu le jour. En effet, les discours sur la nation et le nationalisme articulés par les intellectuels durant les années 1990 ont en partie contribué à la formulation du contenu d'une vision officielle renouvelée du patriotisme lors de la genèse de la CEP et ont reflété les ambiguïtés du discours officiel en se réappropriant ses thèmes afin de légitimer différents objectifs politiques, économiques et culturels. Ces discours articulés par les intellectuels ont aussi été instrumentalisés dans les luttes entre factions au sein de l'État-Parti, constituant ainsi une jonction entre les réactions nationalistes

populaires et différentes forces au sein des organes dirigeants du Parti. Pour ces raisons, nous croyons que cette analyse a pu démontrer que les discours des intellectuels portant sur la nation et le nationalisme ne constituent pas une résistance au discours officiel ni un pur sous-produit de ce discours. Autrement dit, comme nous avons pu le constater, s'il y a des conflits évidents entre différents acteurs employant des arguments nationalistes pour justifier leurs positions respectives, la ligne de division entre ces acteurs ne se situe pas à la limite de ce qui est officiel et de ce qu'il ne l'est pas, ni entre l'État et la société. Ce constat remet donc en question les deux interprétations de la résurgence du nationalisme au cours des années 1990 en Chine que nous avons décrites en introduction, l'une postulant une manipulation de la société par l'État et l'autre la naissance d'un discours nationaliste populaire résistant au contrôle de l'État. L'observation des relations État-société en Chine et, par extension, dans les États autoritaires ne doit donc pas se limiter à la tension, souvent exagérée, entre contrôle et résistance. Ajoutons que certaines études sur les développements de la vie associative en Chine montrent que la frontière entre État et société est souvent poreuse et que les rapports entre ces deux entités sont davantage caractérisés par la cooptation, la coopération et la négociation que la confrontation (Saich 2000).

Le nationalisme n'a visiblement pas remplacé le marxisme-léninisme et la pensée de Mao Zedong en tant que pilier idéologique du régime. Cependant, ce discours est certainement devenu hégémonique dans la mesure où, un peu à la manière du discours maoïste durant la révolution culturelle, il sert à légitimer des options politiques contradictoires, telles que la promotion d'une politique d'ouverture ou de politiques protectionnistes. Ainsi, étant conscients qu'en employant une rhétorique nationaliste ou patriotique leur discours peut difficilement être censuré, les intellectuels s'en servent pour promouvoir les idées les plus diverses. Toutefois, il ne semble pas que les « intellectuels libéraux » se soient appropriés efficacement ce discours pour mobiliser un soutien populaire en faveur d'une éventuelle démocratisation du régime. Toutes ces observations nous permettent donc de

relativiser l'impact de la résurgence du nationalisme au cours des années 1990. En effet, la multiplication des discours nationalistes ne s'est pas traduite par une politique étrangère plus hostile, une montée du militarisme ou un expansionnisme territorial. En politique intérieure, l'emploi du nationalisme comme facteur de légitimation par l'État, la multiplication des discours nationalistes et les vives réactions dans la population aux diverses crises qui ont ponctué la décennie ont certainement fait ressortir les contradictions au sein du Parti et mis en danger l'avenir de la politique de réforme et d'ouverture. Toujours est-il que le PCC semble aujourd'hui avoir surmonté ces difficultés. Il faut toutefois mentionner qu'en raison du fait que notre analyse s'est concentrée sur les discours, et encore, ceux de la majorité han, il ne nous est pas possible de discuter l'impact de la résurgence du nationalisme sur des questions comme celle des relations interethniques en RPC.

Enfin, les développements récents en Chine tels que les manifestations étudiantes antifrancaises lors du relais de la flamme olympique en 2008 (*AFP* 19 avril 2008), la dénonciation par un groupe de jeunes internautes chinois de la couverture médiatique occidentale des manifestations au Tibet (*Xinhuanet* 23 mars 2008) ou encore les violences interethniques au Xinjiang en juillet 2009, qui ont suscité une montée du nationalisme ethnique observable dans certains blogues (notamment celui de Wang Xiaodong)⁶⁸, montrent que le nationalisme en Chine n'est pas appelé à disparaître de l'horizon. Les éditoriaux de la presse officielle montrent aussi que l'État peine parfois à contenir le phénomène, même si ça ne semble pas réellement remettre en cause sa légitimité (*Xinhuanet* 19 avril 2008). D'ailleurs, en mars 2009, Wang Xiaodong publiait un autre ouvrage nationaliste en collaboration avec Song Qiang et quelques autres auteurs, *La Chine mécontente*⁶⁹. Comme *La Chine peut dire non* en 1996, le livre a non seulement suscité de nombreux débats sur le nationalisme mais a aussi engendré son lot d'imitateurs et de détracteurs. Bref, dans un contexte où la jeunesse et la population chinoise en général sont de plus en

⁶⁸ Blogue de Wang Xiaodong : <http://blog.sina.com.cn/xwang>.

⁶⁹ Voir note 45, p. 65.

plus désintéressées de la chose politique (Rosen 2009), les groupes nationalistes ne constituent sans doute qu'une minorité bruyante. En revanche, c'est probablement une grande partie de ces jeunes activistes qui formeront la classe politique chinoise de demain. Des recherches plus poussées sur les récentes tendances du nationalisme chinois tel que le développement, depuis la fin des années 1990, du « cyber-nationalisme » (Xu W. 2007), seraient donc fondamentales pour saisir des pans importants de l'évolution des relations entre l'État et la société ainsi que de la dynamique politique générale en RPC au XXI^e siècle.

BIBLIOGRAPHIE

Sources primaires

- Deng, Xiaoping (1990). "We are Working to Revitalize the Chinese Nation." (7 avril 1990) *Selected Works of Deng Xiaoping* vol. 3. [Traduction anglaise: *Quotidien du Peuple*]. [en ligne]: <<http://english.peopledaily.com.cn/dengxp/vol3/text/d1140.html>> (consulté le 21.07.2008).
- (1990a). "Address to Officers at the Rank of General and Above in Command of the Troops Enforcing Martial Law in Beijing." (9 juin 1989) *Selected Works of Deng Xiaoping* vol. 3. [Traduction anglaise: *Quotidien du Peuple*]. [en ligne]: <<http://english.peopledaily.com.cn/dengxp/vol3/text/c1990.html>> (consulté le 21.07.2008).
- (1990b). "China Will Never Allow Other Countries to Interfere in its Internal Affairs." (11 juillet 1990) *Selected Works of Deng Xiaoping* vol.3 [Traduction anglaise: *Quotidien du Peuple*]. [en ligne]: <<http://english.peopledaily.com.cn/dengxp/vol3/text/d1150.html>> (consulté le 22.07.2008).
- (1990c). "We Should All Strive to Reunify the Motherland." (15 septembre 1990) *Selected Works of Deng Xiaoping* vol.3 [Traduction anglaise: *Quotidien du Peuple*]. [en ligne]: <<http://english.peopledaily.com.cn/dengxp/vol3/text/d1160.html>> (consulté le 22.07.2008).
- Fang, Ning, Wang Xiaodong, Song Qiang et al. (1999) *Le parcours de la Chine à l'ombre de la mondialisation*. Beijing: Zhongguo shehui kexue chubanshe [房宁, 王小东, 宋强, 等著《全球化阴影下的中国之路》北京: 中国社会科学出版社].
- Jiang, Zemin (1999). « Sur le renforcement de l'éducation patriotique » (Extrait du discours de Jiang Zemin à la cérémonie de fermeture du 6^e Plenum du 14^e Comité central en 1996). Zhongyang wenxian chubanshe. [江泽民, "关于加强爱国主义教育" 中央文献出版社] [en ligne]: <<http://www.ipp.ac.cn/qy/youthhomepage/new/maozedong/19961010.htm>> (consulté le 25.07.2008).
- (1990). « Le patriotisme et la mission des intellectuels de notre pays » (Discours prononcé devant les jeunes de la capitale pour commémorer le mouvement du 4 mai.) [江泽民, "爱国主义和我国知识分子的使命"] [en ligne]: <http://news.xinhuanet.com/ziliao/2005.02/18/content_2591767.htm> (consulté le 25.07.2008).

- Shi, Zhong [Wang Xiaodong] (1996). « Regards occidentaux sur le 'nationalisme chinois.' » *Zhanlüe yu Guanli*, n°14, p.20-26 [石中 (王小东) “西方人眼中的‘中国民族主义’” 《战略与管理》].
- (1994). « Les défis de la modernisation chinoise. » *Zhanlüe yu Guanli*, n°2, p.7-9 [“中国现代化面临挑战” 《战略与管理》].
- (1993). « Les conflits du futur » *Zhanlüe yu Guanli*, n°1, p.46-50 [“未来的冲突” 《战略与管理》].
- Song Qiang, Zhang Zangzang et al. (1996) *La Chine peut dire non : un choix politique et d'attitude dans l'ère post-guerre froide*. Beijing: Zhongguo gongshang lianhe chubanshe [宋强, 张藏藏, 等《中国可以说不——冷战后时代的政治与情感抉择》北京: 中国工商联合出版社].
- Xiao, Gongqin (1999). « Pourquoi je m'oppose au nationalisme radical » *21 Shiji*, n°54 (août). [萧功秦 “为什么我反对激进民族主义” 《21世纪》] [en ligne]: <http://blog.zol.com.cn/752/article_751357.html> (page consultée le 17 novembre 2008).
- (1996). « Histoire et avenir du nationalisme chinois. » *Zhanlüe yu Guanli* n°15, p.58-62 [“中国民族主义的历史与前景” 《战略与管理》].
- (1994). « Nationalisme et idéologie dans la période de transformation de la Chine » *Zhanlüe yu Guanli*, n°5, p.21-25 [“民族主义与中国转型时期的意识形态” 《战略与管理》].
- (1994a). « 'État faible' et prolifération des groupes d'intérêts : deux chausse-trappes de la modernisation chinoise. » *Zhanlüe yu Guanli*, n°2, p.1-4 [“‘软政权’与分利集团化: 中国现代化的两重陷阱” 《战略与管理》].
- (1989) « Sur le romantisme des réformes en Chine contemporaine : une critique du 'déterminisme institutionnel' » *Zhishifenzi*, Liaoning Renmin Chubanshe, p.69-72. [论当代中国浪漫改革观: 对“制度决定论”的批评 《知识分子》辽宁人民出版社].
- Zhang, Fa, Zhang Yiwu et Wang Yichuan (1994). « De la 'modernité' à la 'sinité' : la quête d'un nouveau mode de connaissances. » *Wenyi zhengming*, n°2, p.10-20 [张法, 张颐武, 王一川 “从现代性到中华性: 新知识型的探寻” 《文艺争鸣》].
- Zhang, Yiwu (1994). « La fin de la 'modernité' : un sujet incontournable. » *Zhanlüe yu Guanli*, n°4, p.104-109 [张颐武 “‘现代性’的终结——一个无法回避的课题” 《战略与管理》].

Zhang, Yiwu (1994a). « La réévaluation de la 'modernité' et la controverse du Chinois littéraire. » *Huang He*, n°4, p.107-113 [“重估‘现代性’与汉语书面语的论证”《黄河》].

ZAJW [Zhongguo aiguo zhuyi jiaoyu wang] (2009). « Savoir ce qu'est réellement le patriotisme » [中国爱国主义网“真确认识什么是爱国主义”] [en ligne] : <http://www.china-efe.org/article/article_show.php?article_id=61280> (consulté le 22 juillet 2009).

Sources secondaires

Abdelal, Rawi, Yoshiko M. Herrera, Alastair Iain Johnston et Rose McDermott (2006). “Identity as a Variable.” *Perspectives on Politics*, vol.4, n°4 (décembre), p. 695-711.

AFP (19 avril 2008). « Manifestations anti-françaises dans plusieurs villes de Chine. » [en ligne] : <<http://afp.google.com/article/ALeqM5grE4BULIAuzZeCdsgltDxiiqueHjg>> (page consultée le 21 avril 2008).

Anagnost, Ann (1997). *National Past-times : Narrative, Representation, and Power in Modern China*. Durham: Duke University Press.

Anderson, Benedict (1991) [1983]. *Imagined Communities : Reflections on the Origins and Spread of Nationalism* (2^{ème} édition). Londres: Verso.

—— (2001). “Western Nationalism and Eastern Nationalism. Is there a Difference that Matters?” *New Left Review*, vol.9 (mai-juin), p. 31-42.

Barlow, Tani (1991). “Zhishifenzi [Chinese intellectuals] and Power.” *Dialectical Anthropology*, n°16, p. 209-232.

Barmé, Geremie R. (1995). “To Screw Foreigners Is Patriotic: China's Avant-Garde Nationalists,” *The China Journal*, n°34 (juillet), p. 209-234.

Béja, Jean-Philippe (2006). “The Changing Aspects of Civil Society in China,” *Social Research*, vol.73, n°1, p. 53-74.

Bergère, Marie-Claire (2000). *La Chine de 1949 à nos jours*. Paris : Armand Colin.

Bernstein, Richard et Ross H. Munro (1997). “China I: The Coming Conflict with America.” *Foreign Affairs* vol.76, n°2, p.18-32.

Bianco, Lucien (1967). *Les origines de la révolution chinoise 1915-1949*. Paris : Gallimard.

- Billig, Michael (1995). *Banal Nationalism*. Londres: Sage Publications.
- Breuilly, John (1993) [1982]. *Nationalism and the State* (2^{ème} édition). Manchester: Manchester University Press.
- Brubaker, Rogers et Frederik Cooper (2000). "Beyond 'Identities'." *Theory and Society*, vol.29, n°1, p. 1-47.
- Cabestan, Jean-Pierre (2005). « Les multiples facettes du nationalisme chinois. » *Perspectives chinoises*, vol. 88. p.1-23, [en ligne] : <<http://perspectiveschinoises.revues.org/document739.html>> (article téléchargé le 29 octobre 2008).
- Callahan, William A. (2006). "History, Identity, and Security. Producing and Consuming Nationalism in China." *Critical Asian Studies*, vol.38, n°2, p. 179-208.
- Chan, Brenda (2005). "Imagining the Homeland: The Internet and Diasporic Discourse of Nationalism." *Journal of Communication Inquiry*, vol.29, n°4, p. 336-368.
- Chang, Maria Hsia (2001). *Return of the Dragon – China's Wounded Nationalism*, Boulder: Westview Press.
- Chatterjee, Partha (1993). *The Nation and Its Fragments: Colonial and Postcolonial Histories*. Princeton: Princeton University Press.
- (1986). *Nationalist Thought and the Colonial World : A Derivative Discourse*. Londres : Zed.
- Chen, Feng (1997). "Order and Stability in Social Transition: Neoconservative Political Thought in Post-1989 China." *The China Quarterly*, n°151, p. 593-613.
- Chen, Jie (1995). "The Impact of Reform on Party and Ideology in China." *Journal of Contemporary China*, vol.4, n°9. p.22-34.
- China Daily* (6 avril 2005) "Taiwan Delegation Honors Yellow Emperor." [en ligne]: <<http://german.china.org.cn/english/2005/Apr/124879.htm>> (page consultée le 27 septembre 2007).
- Cohen, Paul (1997). *History in Three Keys: The Boxers as Event, Experience, and Myth*. New York: Columbia University Press.
- Dai, Jinhua (2001). "Behind Global Spectacle and National Image Making." *Positions: East Asia Cultures Critique*, vol.9 n°1, p. 161-186.

- Dikötter, Frank (1996). "Culture, 'Race' and Nation, the Formation of National Identity in Twentieth Century China." *Journal of International Affairs*, vol.49, n°2, p. 590-605.
- (1992) *The Discourse of Race in Modern China*. Stanford: Stanford University Press.
- Dirlik, Arif (1996). "Chinese History and the Question of Orientalism." *History and Theory*, vol.35, n°4 (décembre), p. 96-118.
- (1989). *The Origins of Chinese Communism*. New York: Oxford University Press.
- Duara, Prasenjit (2001). "The Discourse of Civilization and Pan-Asianism." *Journal of World History*, vol.12, n°1, p. 99-130.
- (1999). "On Theories of Nationalism for India and China." in Tan Chung (dir.). *In the footsteps of Xuanzan: Tan Yun-shan and India*. New Delhi: Gyan Publishing House. chap. 25. [en ligne] <http://ignca.nic.in/ks_40032.htm> (consulté le 12 mars 2007).
- (1993). "De-constructing the Chinese Nation." *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n°30 (juillet). p.1-26.
- Erlanger, Steven (22 avril 2008). "Honor for Dalai Lama by Paris a provocation, China says." *International Herald Tribune*. [en ligne]: <<http://www.iht.com/articles/2008/04/22/europe/france.php>> (page consultée le 23 avril 2008).
- Esherick, Joseph W. (1987). *The Origins of the Boxer Uprising*. Berkeley: University of California Press.
- Fairbank, John K. (1953). *Trade and Diplomacy on the China Coast: The Opening of the Treaty Ports, 1842-1854*. (2 volumes) Cambridge : Harvard University Press.
- Fewsmith, Joseph (2001). *China since Tiananmen: The Politics of Transition*. Cambridge: Cambridge University Press.
- (1995). "Neoconservatism and the End of the Denguist Era." *Asian Survey*, vol.35, n°7 (juillet), p. 635-651.
- French, Howard W. (2005) "By Playing at 'Rage' China Dramatizes its Rise." *The New York Times* (22 avril). [en ligne]: <http://www.nytimes.com/2005/04/21/international/asia/21letter.html?pagewanted=1&_r=1&oref=slogin> (page

consultée le 26 septembre 2008).

- Fitzgerald, John (1995). "The Nationless State: The Search for a Nation in Modern Chinese Nationalism." *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n°33 (janvier), p. 75-104.
- Ghai, Yash (2000). "Autonomy Regime in China: Coping with Economic and Ethnic Diversity." in Yash Ghai (dir.) *Autonomy and Ethnicity: Negotiating Competing Claims in Multi-Ethnic States*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 77-98.
- Garver, John W. (1993). *Foreign Policy of the People's Republic of China*. Englewood Cliffs: Prentice Hall.
- Gellner, Ernest (1983). *Nation et Nationalism*. Ithaca: Cornell University Press.
- Gilley, Bruce (2004) *China's Democratic Future: How it Will Happen and Where it Will Lead*. New York: Columbia University Press.
- Gladney, Dru C. (1994) "Representing Nationality in China: Refiguring Majority/Minority Identities." *The Journal of Asian Studies*, vol. 53, n°1 (février), p. 92-123.
- Gordon, Leonard H.D. (1999). "Sun Yat-Sen and his Legacy." *World and I*, vol.14 n°9 (septembre), p. 328.
- Gries, Peter Hays (2005) "Popular Nationalism and State Legitimation in China." in Peter H. Gries et Stanley Rosen (dir.). *State and Society in 21st Century China: Crisis, Contention, and Legitimation*. Londres: Routledge, p.180-194.
- (2005a) "China's 'New Thinking' on Japan." *The China Quarterly*, vol.184, n°1 (décembre), p. 831-850.
- (2004). *China's New Nationalism: Pride, Politics and Diplomacy*. Berkeley: University of California Press.
- (2001). "Tears of Rage: Chinese Nationalist Reactions to the Belgrade Embassy Bombing." *The China Journal* n°46 (juillet), p. 25-43.
- Gu, Edward et Merle Goldman (dir.) (2004). *Chinese Intellectuals Between State and Market*. Londres et New York: Routledge Curzon.
- Guang, Lei (2005). "Realpolitik Nationalism. International Sources of Chinese Nationalism." *Modern China*, vol.31, n°4 (octobre), p. 487-514.

- Guo, Yingjie (2004). *Cultural Nationalism in Contemporary China: The Search for National Identity Under Reform*. Londres: Routledge Curzon.
- (2003). "Imagining a Confucian Nation: The Search for Roots and the Revival of Confucianism in Post-Tiananmen China", *The Canadian Review of Studies in Nationalism*, vol. 30, p. 1-14.
- Guo, Yingjie et He Baogan (1999). "Reimagining the Chinese Nation: The 'Zeng Guofeng Phenomenon.'" *Modern China*, vol.25, n°2 (avril), p. 142-170.
- He Lidan (1^{er} avril 2009) Xiao Gongqin: je m'oppose au nationalisme arrogant *News.163.com* [贺莉丹 "萧功秦: 我反对虚骄的民族主义"] [en ligne] : <<http://focus.news.163.com/09/0401/14/55QRVD8D00011SM9.html>> (page consultée le 25 avril 2009).
- He, Zhenhua (21 avril 2008) « Comment le patriotisme peut-il être énergisé? », *Renmin Wang* [刘则华 "爱国主义如何更有力" 《人民网》] [en ligne] : <<http://opinion.people.com.cn/GB/40604/7140468.html>> (page consultée le 22 avril 2008).
- Hillman, Ben (2004). "Chinese Nationalism and the Belgrade Embassy Bombing." in Leong H. Liu et Shaoguang Wang (dir.) *Nationalism, Democracy and National Integration in China*. Londres et New York: Routledge Curzon, p.65-84.
- Hobsbawm, Eric (1990). *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hobsbawm, Eric et Terence Ranger (1983) (dir.). *The Invention of Tradition*, Cambridge: Cambridge University Press.
- Hroch, Miroslav (1993). "From National Movement to the Fully-formed Nation." *New Left Review*, n°198 (mars), p. 3-20.
- Huang, Yasheng (1995), "Why China Will Not Collapse." *Foreign Policy* (été), p. 54-68.
- Huang, Yu et Chin-Chuan Lee (2003). "Peddling Party Ideology for a Profit: Media and the Rise of Chinese Nationalism in the 1990." in G. Rawnsley et M.Y. Rawnsley (dir.). *Political Communication in Greater China. The Construction and Reflections of Identity*. Londres: Routledge Curzon, p. 41-61.
- Hughes, Christopher R. (2006). *Chinese nationalism in the global era*. Coll. "Politics in Asia". New York: Routledge.

- (2005). "Interpreting Nationalist Texts: A Post-Structuralist Approach." *Journal of Contemporary China*, vol.14, n°43, p. 247-267.
- Huntington, Samuel P. (1993). "The Clash of Civilizations?" *Foreign Affairs*, vol.72, n°3, p. 22-49.
- Johnson, Chalmers A. (1962). *Peasant Nationalism and Communist Power: The Emergence of Revolutionary China*. Stanford: Stanford University Press.
- Josephs, Hilary K., Denise J. Harvey et Mary E. Landergan (1999) "Independence for Tibet: An International Law Analysis." *China Law Reporter*. n°8, p. 21-72.
- Jia, Qingguo (2005). "Disrespect and Distrust: the External Origins of Contemporary Chinese Nationalism." *Journal of Contemporary China*, vol.14 n°42, p. 11-21.
- Kedourie, Elie (dir.) (1971). *Nationalism in Asia and Africa*. Londres : Weidenfeld and Nicolson.
- Lasater, Martin L. (2000). *The Taiwan Conundrum in U.S. China Policy*. Boulder: Westview Press.
- Moore, Malcolm (2008). "China Democracy: Reformer's Words Signal a New Debate on Political Reform." *Telegraph*. (14 octobre) [en ligne]: <<http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/asia/china/3196102/China-democracy-Reformers-words-signal-a-new-debate-on-political-reform.html>> (page consultée le 15 octobre 2008).
- Misra, Kalpana (2003). "Neo-Left and Neo-Right in Post-Tiananmen China." *Asian Survey*, vol.43, n°5 (septembre-octobre), p. 717-744.
- Ong, Russel (2007). "'Peaceful Evolution', 'Regime Change' and China's Political Security." *Journal of Contemporary China*, vol.16 n°53, p. 717-727.
- Pye, Lucian W. (1993). "How China's Nationalism was Shanghaied." *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n°29 (janvier). p.107-133.
- Reilly, James (2006). "China's History Activism and Sino-Japanese Relations." *China: an International Journal*, vol.2, n°4 (septembre), p. 189-216.
- Renan, Ernest (1882). « Qu'est-ce qu'une nation? » [en ligne] <<http://www.bmlisieux.com/archives/nation04.htm>> (page consultée le 26 juillet 2009).
- Rose, Caroline (2000). "'Patriotism is not Taboo': Nationalism in China and Japan and Implications for Sino-Japanese Relations." *Japan Forum*, vol. 12, n°2, p. 169-181.

- Rosen, Stanley (2009). "Contemporary Chinese Youth and the State." *The Journal of Asian Studies*, vol. 68, n°2 (mai), p. 359-369.
- Ross, Robert S. (2000). "The 1995-96 Taiwan Strait Confrontation: Coercion, Credibility and the Use of Force." *International Security*, vol. 25, n°2 (automne), p. 87-123.
- Saunders, Phillip C. et Erica Strecker Downs (1998-9). "Legitimacy and the Limits of Nationalism: China and the Diaoyu Islands" *International Security*, vol.23, n°3 (hiver). p.114-146.
- Sautman, Barry (1997). "Racial nationalism and China's external behavior." *Working paper in the Social Sciences* (Hong Kong University of Science and Technology), n° 33, p.1-51.
- (1992). "Sirens of the Strongman : Neo-Authoritarianism in Recent Chinese Political Theory." *The China Quarterly*, n°129 (mars), p. 72-102.
- Saich, Tony (2000). "Negotiating the State: the Development of Social Organizations in China." *The China Quarterly*, n°161 (mars), p. 124-141.
- Said, Edward W. (1978) *Orientalism*. New York: Vintage Books.
- Schell, Orville (2005). "China's Victimization Syndrome" *Taipei Times* (25 avril). [en ligne]: <<http://www.project-syndicate.org/commentary/schell10>> (page consultée le 26 septembre 2008).
- Seckington, Ian (2005). "Nationalism, Ideology and China's 'Fourth Generation' Leadership." *Journal of Contemporary China*, vol. 14, n°42 (février), p. 23-33.
- Shih, Chih-yu (2003). "Consuming Part-time Nationalism: China as an Immigrant in the Global Society." *New Political Science*. vol. 25, n°3 (septembre), p. 365-384.
- Shen, Simon (2004). "Nationalism or Nationalist Foreign Policy? Contemporary Chinese Nationalism and its Role in Shaping Chinese Foreign Policy in Response to the Belgrade Embassy Bombing." *Politics*, vol. 24, n°2, p. 122-130.
- Smith, Anthony D. (1998). *Nationalism and Modernism*. Londres: Routledge.
- Spence, Jonathan D. (1999). *The Search for Modern China*. New York: W.W. Norton.
- Sun Yat-sen (1924). « Le principe du nationalisme » (première conférence) *Les trois principes du peuple*. [孙中山《三民主义》民族主义第一讲] [en ligne] :

<<http://tieba.baidu.com/f?kz=28729794>> (page consultée le 22 septembre 2009).

- Thompson, Mark R. (2001). "Whatever Happened to 'Asian Values'?" *Journal of Democracy*, vol. 12, n°4, p. 154-165.
- Tilly, Charles (dir.) (1975). *The Formation of National States in Western Europe*. Princeton: Princeton University Press.
- Townsend, James (1992). "Chinese Nationalism." *The Australian Journal of Chinese Affairs*, n°27 (janvier), p. 97-130.
- Wang, Jing (2001). "A Critical Introduction: the Chinese 'Popular'; Agendas and Methodologies." *Positions: East Asia Culture Critique*, vol. 9, n°1, p.1-27.
- Wang, Shaoguang (2004). « Nationalisme et Démocratie. » *Zhongguo Gonggong Xingzheng*, vol.1, n°1. p. 83-89. [王绍光 "民族主义与民主主义" 《中国公共行政》].
- Wang, Zheng (2005). "The Power of History and Memory: National Patriotic Education and China's Conflict Behavior in Crisis with the U.S., 1991-2001." Dissertation submitted in partial fulfillment of the requirements for the degree of Doctor of Philosophy at George Mason University.
- Wasserstorm, Jeffrey N. (1999). "Students Protests in Fin-de-Siècle China." *New Left Review*, n°237 (septembre-octobre), p.52-76.
- Whiting, Allan S. (1995). "Chinese Nationalism and Foreign Policy After Deng." *The China Quarterly*, vol.142 (juin), p. 295-316.
- Windrow, Hayden (2005). "From State to Nation: the Forging of the Han through Language Policy in the PRC and Taiwan." *International Law and Politics*, vol. 37, p. 313-422.
- Wright, David Curtis (2001). *The History of China*. Westport, Londres : Greenwood Press.
- Xinhuanet* (19 avril 2008). "Experts Say Patriotism Understandable, but urge People to be Rational." [en ligne]: <http://news.xinhuanet.com/english/2008-04/20/content_8013095.htm> (page consultée le 21 avril 2008).
- Xinhuanet* (23 mars 2008) "Netizens slam CNN distortion of riot picture." [en ligne]: <http://news.xinhuanet.com/english/2008-03/23/content_7841316>

htm> (page consultée le 24 mars 2008).

- Xu, Ben (2006). « Nationalisme populaire et nationalisme d'État : le cas chinois », *Outre Terre*, n°5 (février), p. 51-59.
- (2001). "Chinese Populist Nationalism: Its Intellectual Politics and Moral Dilemma." *Representations*, n°76 (automne), p. 120-140.
- Xu, Jilin (2004). "The Fate of an Enlightenment. Twenty Years in the Chinese Intellectual Sphere (1978-98)." in Edward Gu et Merle Goldman (dir.) (2004). *Chinese Intellectuals Between State and Market*. Londres et New York: Routledge Curzon, p. 183-203.
- Xu, Wu (2007). *Chinese Cyber Nationalism: Evolution, Characteristics and Implications*. Lanham : Lexington Books.
- Yan, Yunxiang (2003). "Managed Globalization: State Power and Cultural Transition in China." in P. Berger et S. Huntington (dir.) *Many Globalizations: Cultural Diversity in the Contemporary World*. New York: Oxford University Press, p. 19-47.
- Yuen, Peter Yui Chi (2003). *Civilisation Online: How the Internet Challenges Elite Discourses of the Chinese Nation(s)*. Article submitted for publication in the Hawaii Conference on Social Science. [en ligne]: < <http://www.hicsocial.org/Social2003Proceedings/Peter%20Yui%20Chi%20Yuen.pdf>> (texte téléchargé le 22 mai 2007).
- Zhang, Liang, Andrew J. Nathan et Perry Link (2001). *The Tiananmen Papers*. New York: Public Affairs.
- Zhang, Yinde (2001). « Orient extrême : les réinterprétations en Chine des théories postcoloniales. » *Revue de littérature comparée*, n°297, p. 133-149.
- Zhang, Yong (2002). « Du drapeau à dix-huit étoiles à celui de cinq couleurs : le passage de la conception d'un État han à celle d'un État républicain composé de cinq ethnies durant la Révolution de 1911. » *Beijing Daxue Xuebao*, n°2, p.106-114 [张永 “从‘十八星期’‘五色期’—辛亥革命时期从汉族国家到五族共和国家的建国模式转变” 《北京大学学报》].
- Zhang, Yu (2005) "Chinese Nationalism and the 2001 US Spy Plane Incident." *International Studies*, vol.42, n° 1, p. 77-84.
- Zhang, Xudong (1998). "Nationalism, Mass Culture, and Intellectual Strategies in Post-Tiananmen China." *Social Text*, n°55 (été), p. 109-140.

- Zheng, Yongnian (1999). *Discovering Chinese Nationalism in China: Modernization, identity and International Relations*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Zhao, Dingxin (2003). "Nationalism and Authoritarianism: Student-Government Conflicts During the 1999 Beijing Student Protests" *Asian Perspectives*, vol. 27, n°3, p. 5-34.
- (2002). "An Angle on Nationalism in China Today: Attitudes Among Beijing Students after Belgrade 1999." *The China Quarterly*, n°172 (décembre), p. 885-905.
- Zhao, Gang (2006). "Reinventing China: Imperial Qing Ideology and Modern Chinese National Identity in Early Twentieth Century." *Modern China*, vol. 32 n°3, p. 4-30.
- Zhao, Suisheng (2004). *A Nation-State by Construction : Dynamics of Modern Chinese Nationalism*. Stanford: Stanford University Press.
- (2000). "Chinese Nationalism and its International Orientations." *Political Science Quarterly*, vol.115, n°1. p.1-33.
- (1998). "A State-led Nationalism: The Patriotic Education Campaign in Post-Tiananmen China." *Communist and Post-Communist Studies*, vol.33, n°3, p. 297-302.
- (1997). "Chinese Intellectuals' Quest for National Greatness and Nationalistic Writing in the 1990s." *The China Quarterly*, n°152 (décembre), p. 725-745.
- Zhou, Yongming (2005). "Living on the Cyber Border: *Minjian* Political Writers in the Chinese Cyberspace." *Current Anthropology*, vol. 46, n°5 (décembre), p. 779-803.
- (2005a). "Informed Nationalism: Military Websites in Chinese Cyberspace." *Journal of Contemporary China*, n°44 (août), p.543-562.